

CENTRE DE RECHERCHES EN ECONOMIE APPLIQUEE POUR LE DEVELOPPEMENT

C . R . E . A . D

CONVENTION D'ETUDE ET DE RECHERCHE
C.R.E.A.D. - WILAYA DE TIZI OUZOU

=====

A X E : A C T I V I T E S I N D U S T R I E L L E S

par: BOUMATI A.
 BOUTELDJA O.
 GUENDOZI B.
 OUSSALEM M.O
 IFERROUDJENE R.
Mme BOUGUERMOUH



Centre de Recherche en Economie
Appliquée pour le Développement

CREAD
DOCUMENTATION

DATE D'ENTRÉE.....
N° D'ORDRE..... PRT/040

S O M M A I R E

	Pages
- Introduction	3
- Le secteur public de la P.M.I.	5
- Le secteur public de la réalisation	30
- L'industrie publique à vocation nationale	43
- Le secteur de l'Energie	55
- Le secteur privé de la P.M.I.	64
- Le secteur privé de la réalisation	87
- Synthèse sur le secteur public industriel	92
- Analyse financière du secteur public industriel	116

=====

- I N T R O D U C T I O N -

Le présent document a été élaboré au titre de la première phase de l'étude monographique de la Wilaya de Tizi-Ouzou et concerne les "structures industrielles". Comme le prévoit le contrat (mentionné en page de garde), il s'agit de donner une image de l'existant, datée et autant que possible chiffrée. L'insistance sur ce dernier aspect traduit le souci du Maître d'Oeuvre de disposer de points de repères "objectifs", c'est-à-dire prétendant se démarquer au moins provisoirement de jugements formulés ici ou là, sur le vif, et souvent sur la base de constats partiels et partiels. L'effort attendu de cette étude visait à produire une synthèse abondante en informations chiffrées mais surtout unitaire, permettant ainsi de fournir aux opérateurs de la Wilaya une ébauche de tableau de bord. La démarcation en question, nous l'avons compris, ne traduisait pas la croyance en un pouvoir magique de la statistique mais indubitablement la nécessité désormais urgente de rationaliser les points de vue, surtout quand ceux-ci doivent donner lieu à de l'action. Nous n'en voudrions pour preuve que l'actuel projet d'aménagement de la région ou encore l'exécution locale du budget de Wilaya qui exigeront des autorités locales une plus grande maîtrise de la trame économique et sociale ainsi que sa dynamique.

On comprendra au vu de ce qui précède la relative pauvreté de l'information non chiffrée ou qualitative que nous prévoyons de faire ressortir dans la prochaine livraison de l'étude où le travail sera plus analytique.

Concernant les parties qui composent ce document, on remarquera qu'elles s'appuient sur une périodisation où sont mêlés les critères du statut juridique (privé-public), celui du niveau territorial de la décision (le centre - le local) et celui de la nature de l'activité (activités de production - activités de réalisation). Ce découpage traduit, du reste, celui des services administratifs compétents. Ceci révèle un manque certain d'innovation de notre part et nous oblige fatalement à reproduire la forte connotation administrative de l'organisation de l'information prévalant. Nous invoquerons, à notre

charge, le temps long nécessité par la collecte de l'information, le plus souvent éclatée en un schéma bureaucratique, rendant celle-ci contradictoire ou même inexistante.. Ceci nous a conduit à mener une enquête systématique auprès de la quasi-totalité des unités industrielles. Il faudra aussi noter, à notre charge cette fois, que les services centraux de la Wilaya ont fait preuve d'un esprit de coopération réel durant la phase préliminaire de l'étude.

Pour ce qui est de la méthodologie qui a guidé la confection de ce rapport, on notera qu'un plan-type a été adopté dans la présentation des trois (03) secteurs publics de la P M I, de la réalisation et celui dit à vocation nationale (ensemble des sociétés nationales). L'avantage en est le gain en clarté et en unité, en fait en possibilités de comparaisons. Il n'est autrement des secteurs privés de la réalisation et de la P M I pour lesquels des plans spécifiques ont été adoptés.

Enfin, ce rapport est presque entièrement basé sur des ratios, ce qui permet à notre sens d'éviter une profusion de données absolues, les grandeurs relatives étant plus parlantes. Il est prévu en complément de joindre en fin d'étude, sous forme d'annexes, les chiffres qui ont fondé nos calculs et qui, s'arrêtant en Décembre 1986, nécessiteront une actualisation.

- 5 -

- LE SECTEUR PUBLIC DE LA PETITE -

ET MOYENNE INDUSTRIE

I - LE CADRE GENERAL :

A) Naissance de la P M I publique en ALGERIE :

Le développement de la P M I a lieu à partir du second plan quadriennal (1), suite à un constat d'échec :

- des tentatives de développement de l'artisanat entre 1966 et 1969 et ce, en dépit de son importance relative (rapport industrie / artisanat de un (01) à trois (03) en faveur de ce dernier). Dès 1974 on assiste à un retournement de la tendance en faveur des projets à caractère industriel (rapport de un (01) à cinq (05) ;

- de la tentative de promotion d'une industrie locale à l'occasion des programmes d'équipements des Communes en 1970 et 1973 ;

Cet échec est imputable pour une part importante au caractère très centralisé des projets (°).

Le programme d'industrie locale décentralisée qui inaugure ce tournant s'assigne des objectifs précis et tend à créer un second secteur étatique industriel. Cependant, à la fin de l'Année 1977 la part de ce secteur dans les investissements publics industriels n'évolue pas de façon très sensible puisqu'elle n'atteint que 1,9 % entre 1974 et 1977, alors qu'elle est de 1,30 % entre 1970 et 1973 (soit une augmentation de 0,67 %) (3).

Les objectifs de ce secteur sont :

- . La création d'emplois et de revenus non agricoles ;
- . La mise en valeur des ressources locales ;
- . La satisfaction des besoins locaux par la création d'un marché local ;
- . La décentralisation et l'aménagement du territoire ;

(°) initiés soit par le Ministère de l'Intérieur, soit par le Ministère de l'Industrie, si l'on excepte les programmes spéciaux où la Wilaya joue un rôle certain .

A cet effet trois (03) leviers sous forme de choix devaient être privilégiés : (4)

- Celui de la technologie ;
- Celui des méthodes de réalisations ;
- Celui des localisations ;

B) Les caractéristiques des projets P M I :

Il n'y a pas à proprement parler de textes législatifs ou administratifs définissant la P M I. Le plan 1974/77 avance les critères suivants (5) :

- . Elle doit être juridiquement indépendante (c'est-à-dire ne pas appartenir à une entreprise nationale) ;
- . Elle doit employer moins de 300 salariés ;
- . Son chiffre d'affaires doit être inférieur à 15 millions de D.A. ou encore le montant de l'immobilisation ne peut excéder 10 millions de D.A. à sa création.

Sont reconnus promoteurs potentiels :

. Les collectivités locales spécialisées dans la petite industrie et le tourisme local. Elles sont responsables de l'exécution de 88 % des autorisations de dépenses totales entre 1974 et 1976 (6) ;

- Les coopératives créées à l'initiative des collectivités locales, des organismes publics centraux (Ministère des Anciens Moudjahidines), des organisations nationales (Fédération Algérienne des Associations familiales, l'UNPA, les Sociétés Agricoles de Prévoyance (SAP), l'Office National des Aveugles, la Société Nationale de l'Artisanat traditionnel). Ces coopératives doivent contribuer au développement de l'Artisanat traditionnel dans les domaines des textiles, bois, cuirs, vanneries, travail des métaux...).

Les tendances de la P M I en ALGERIE :

Entre 1969 et 1982, 1225 Unités seront créées (7) et leur rythme de création montre qu'en treize années 78,1 % d'entre-elles sont créées durant les sept dernières années (1975 à 82).

La P M I représentait 28,7 % des Unités existant en 1982 et 12,25 % de l'emploi crée par l'industrie locale.

Le programme d'industrialisation locale se fait selon les proportions suivantes (tous promoteurs confondus)(8) :

	<u>Projets</u>	<u>%</u>	<u>Investissements projetés</u>
Matériaux de construction	209	35 %	45 %
Transformation des mét.	67	11 %	15 %
Tourisme local	60	9,8 %	10 %
Bois, papier,	49	8 %	6 %
Textiles	10	1,5 %	2 %
Artisanat trad. de prod.	70	12 %	6 %
Artisanat de servi. aux. du bâtiment	60	9,8 %	5 %
Chimie légère			2 %
Alimentation			2 %
	604		

Cette tendance persiste au milieu du premier quinquennal en 1982 puisque la répartition des entreprises par branche se présente comme suit : (9)

Matériaux de construction	44,3 %
Transformation métallique	9,9 %
Textile	4,3 %
Alimentation	4,1 %
Artisanat trad. de prod.	6,8 %
Imprimerie	6,8 %
Menuiserie	1,1 %
Divers	9,9 %

Toujours dans le cadre du programme du second plan quadriennal la participation des collectivités locales se fait à concurrence de 100 % pour les matériaux de construction, la transformation des métaux, le bois et papier, l'alimentation et les textiles, 50 % pour l'artisanat auxiliaire du bâtiment et 17 % pour l'artisanat traditionnel.

Ceci traduit :

- Le rôle important dévolu aux collectivités locales dans la réalisation de ce secteur décentralisé,

- La confirmation du rôle de soutien à la grosse industrie par une importance relative de la branche des matériaux de construction et l'artisanat de service auxiliaire du bâtiment (45 % des projets). Ce rôle est encore plus net dès 1980 avec le programme national de construction de logements,

- La participation secondaire des collectivités locales dans l'artisanat traditionnel de production,

- La participation relativement moins importante de ces dernières dans les textiles, le bois, la chimie légère, et l'alimentation, c'est-à-dire précisément là où le privé occupe une place de choix (sur 731 projets agréés, 288 sont aux textiles, 124 au bois, 100 à la chimie légère)(10),

II - L'INDUSTRIE LOCALE DANS LA WILAYA DE TIZI-OUZOU :

Entre 1967 et 1973, sur 151 projets en voie d'achèvement (dont 64,2 % pour l'artisanat traditionnel de production et 26,5 % pour la P M I) la localisation se présente comme suit :

- 17,8 % à Tizi-Ouzou;
- 13,2 % à Tlemcen,
- 9,2 % à Sétif,
- 0,66 % à Saïda,

Cette distribution rend compte du double intérêt du moment : aux régions les plus déshéritées, parmi lesquelles figure la grande kabylie (équilibre régional) et à l'artisanat.

Comment s'opère l'émergence de l'industrie locale dans la Wilaya de Tizi-Ouzou ?

Si l'on tente de reconstituer l'évolution du "tissu industriel" local initié par les pouvoirs publics depuis l'indépendance en prenant en compte un certain nombre d'événements tels que : création, liquidation, arrêt, transferts, on arrive aux chiffres suivants :

- 49 unités créées^o dont :
- 31 Unités en fonctionnement dont :
 - .16 à caractère industriel,
 - .8 artisanales,
 - . 7 de type "régies",

c'est-à-dire créées sur l'initiative des Communes avec des fonds propres et n'ayant pas fait l'objet d'une individualisation par le plan. Leur vocation première est la réalisation. Toutefois, elles constituent un potentiel non négligeable de production de matériaux de construction le plus souvent. Aussi, dans l'étude monographique, celles-ci ont été rattachées au secteur de la réalisation :

- 3 unités en projet,
- 15 unités à l'arrêt dont 7 artisanales et 8 à caractère strictement industriel,

Du point de vue du mode de financement de ces unités, un quart d'entre elles sont créées soit sur le budget des collectivités locales, soit sur l'autofinancement et environ trois quart le sont sur programme d'équipement communal ou programmes spéciaux.

A) Le secteur et sa naissance :

1) Structure générale du secteur :

Le secteur de la petite et moyenne industrie au sein de laquelle on compte l'artisanat de production, est constitué en 1987 de 24 unités en fonctionnement, 01 unité (menuiserie générale de Boghni) à l'arrêt (rupture d'approvisionnement en bois) et 03 unités en projets : UC de Ouacifs, UC de Tizi-Rached et l'Imprimerie de Tizi-Ouzou.

En sont exclues naturellement les entreprises à vocation nationale et les unités locales de réalisation .

Etudes et moyennes indicées.

△ Unités en fonctionnement

△ Unités en l'arrêt

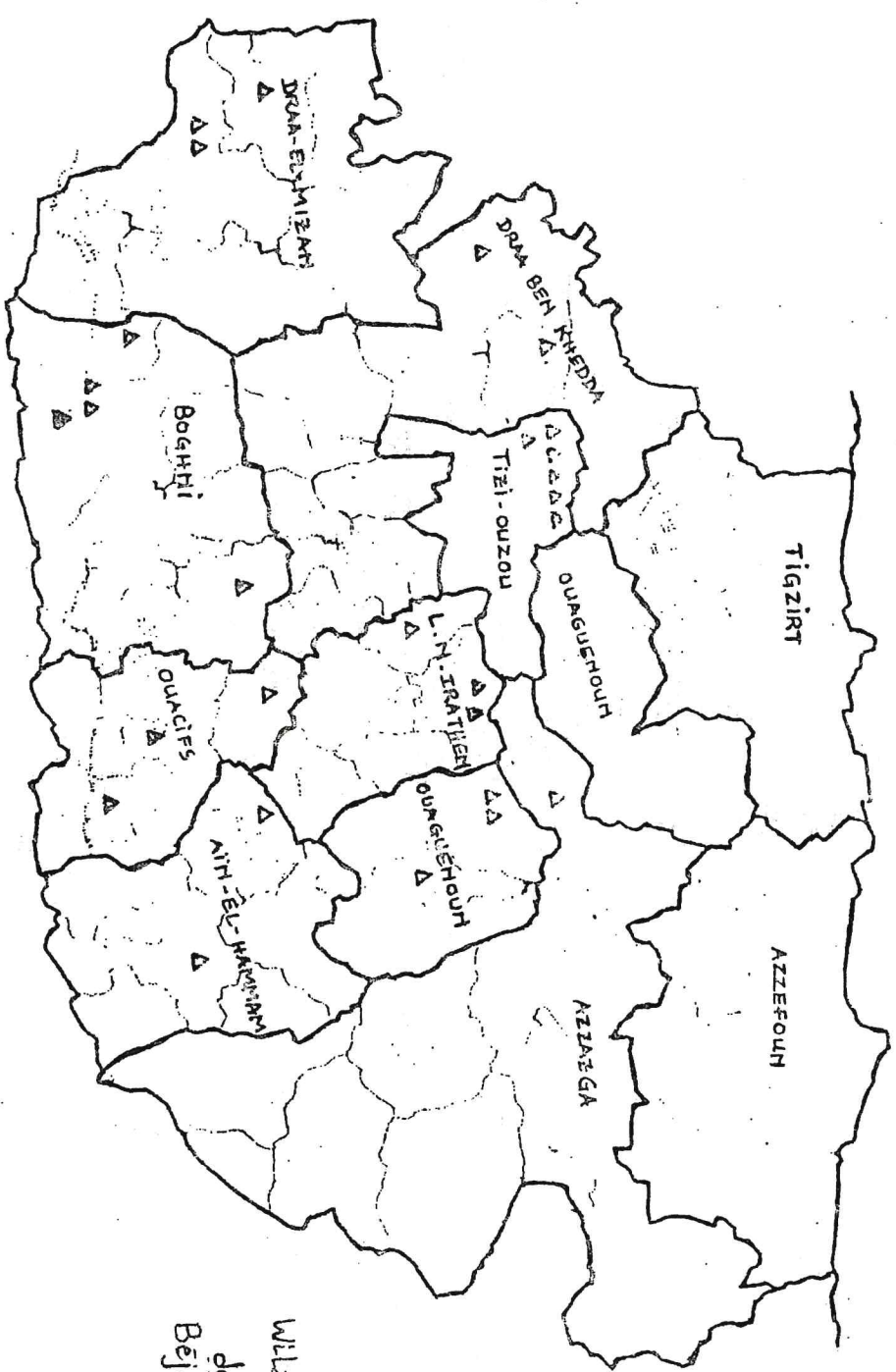
▲ Unités en projets

Wilaya de Tizi-ouzzu

Mer Méditerranée



Wilaya
de
Boumerdes



Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Béjaïa

Juridiquement elles dépendent, pour sept d'entre elles de la Wilaya et pour le reste d'A.P.C., ce qui donne la distribution suivante :

- 29,16 % entreprises de Wilaya,
- 70,83 % entreprises communales,

"Le tissu industriel" ainsi constitué présente la structure par branches suivante :

- Matériaux de construction 45,8 %
- Bois 8,3 %
- Métallique 8,3 %
- Alimentation 4,15 %
- Artisanat de production 33,3 %

Cette structure confirme le rôle de soutien dévolu à la P M I à partir de la décennie 1970 et qui se confirme dans celui du B T P c'est-à-dire de la réalisation. Quant à l'artisanat de production il doit sa relative importance à l'intérêt dont il a pu bénéficier avant 1974 et non à une quelconque croissance de celui-ci depuis.

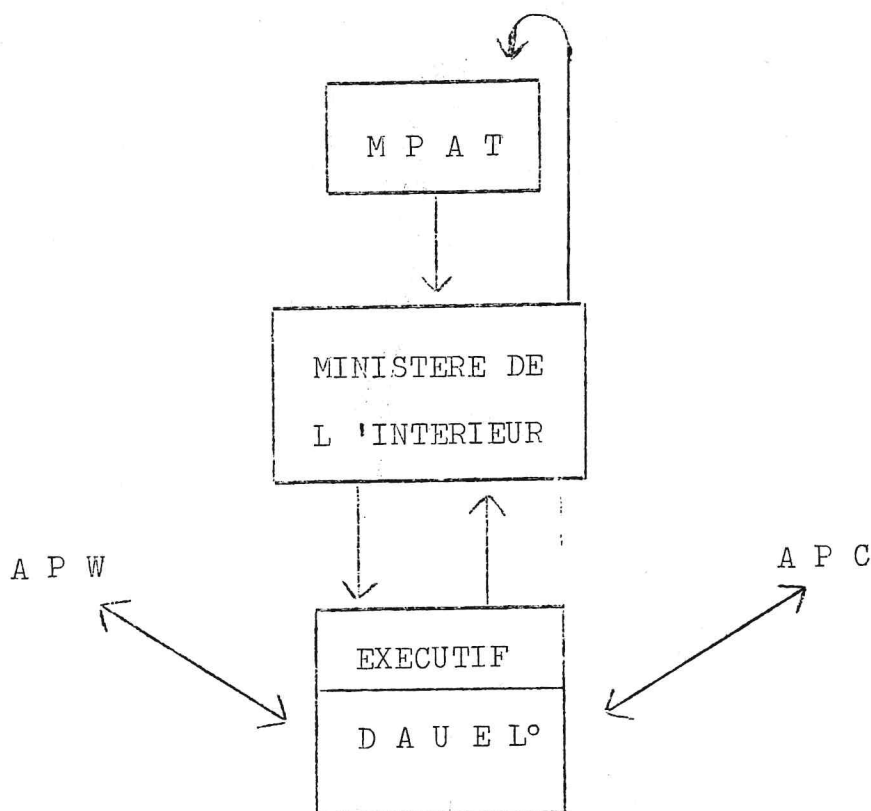
Il y a lieu de remarquer que toutes les unités développent des activités secondaires de services qui se limitent en général soit à la commercialisation directe de leur production soit à une location de leur matériel et dans un cas à de la réalisation.

2) Sa mise en place :

Parmi elles 20 sont issues de créations juridiques nouvelles, une d'une restructuration (le CAW de Tizi-Gheniff est issu d'une SNMC) et 03 enfin de transferts (cession ou nationalisation).

Leur mise en place peut être appréciée dans un premier temps à travers les modalités de succession de trois événements : la création (qui du ressort de l'Assemblée d'A.P.C. ou de l'Association APW), l'individualisation (décision du plan qui donne droit à une enveloppe financière) et le démarrage proprement dit.

Le calcul des temps qui sépare la création et l'individualisation d'un projet exprime le respect ou le non respect d'un délai qui sépare le moment où une collectivité locale exprime un besoin et le moment où celui-ci est approuvé et matérialisé par le MPAT par une notification. Ce délai en général long, rend compte de la lenteur de l'inscription au projet dans le cadre d'une planification assez centralisée (voir schéma) et de la rupture entre l'élaboration d'une décision et son exécution.



Devant l'habituel retard qui caractérise l'opération d'inscription du projet, il est courant de constater que la décision de création n'est établie qu'une fois l'inscription exécutée, ce qui justifie que les dates de création relevées ici ou là soient quelquefois postérieures aux dates d'individualisation. On constate que dans 58,3 % des cas observés on rencontre cet anachronisme, dans 60 % des cas normaux le délai va de 0 à 1an, dans 20 % il est de 3 à 6ans et dans 20 % de plus de 10ans.

Quant à l'écart entre création et démarrage il exprime la vitesse par laquelle une collectivité locale ayant décidé qu'un projet est opportun du fait de l'existence de besoins en général urgent, celui-ci est réalisé effectivement, c'est-à-dire mis en état de produire. Cet écart en général long marque l'absence d'autonomie en matière de décision.

On constate que dans 31,8 % des cas ce retard va de 0 à 1 an :

- dans 36,3 % des cas de 1 à 3 ans,
- dans 18,15 % des cas de 3 à 6 ans,
- dans 9 % des cas de 6 à 10 ans,
- dans 4,5 % des cas de plus de 10 ans,

Au total, dans au moins 31 % des cas étudiés cet écart est au moins égal à 3 ans.

Enfin, quant à l'écart entre individualisation et démarrage il exprime le temps demandé pour réaliser un projet. Plusieurs types de frains viennent allonger ce temps (pénurie de moyens, lenteur de mise en place des moyens de financements). Ce délai se trouve augmenté dans certains cas, lorsque la décision d'individualisation lente à arriver, nécessite d'être mise à jour et donc révisée du point de vue de certaines évaluations quantitatives dont 57,14 % des entreprises de Wilaya et 17,64 % des entreprises communales ont fait l'objet, soit une moyenne globale de 29,16 %. Ceci fait l'objet là encore d'une autre décision dite de réévaluation. On constate que ces délais sont encore plus importants que ceux qui séparent création et individualisation puisque : dans 66,6 % il est d'au moins 3 ans, dans 25 % des cas d'au plus 3 ans et dans seulement 8,3 % des cas d'un an au plus.

B) L'emploi :

1) P M I et création d'emploi :

La structure de l'emploi en 1987 par branche d'activité révèle que sur 1218 emplois^o créés, la branche des matériaux de construction en emploient 63,05 %, la branche du bois et papier 7,79 %, la branche de la transformation métallique 8,94 %, l'alimentation 1,14 % et enfin l'artisanat de production 19,04 %.

* En incluant la menuiserie de Boghni fermée (71 emplois).

L'emploi féminin demeure très faible de façon globale et représente 5,74 % du total. Il demeure le plus élevé dans l'artisanat de production où le taux est de 34,88 %. Il y a lieu de constater que la création d'emplois est plus importante dans le secteur juridique wilayal où l'emploi est de 628 pour sept entreprises, c'est-à-dire un emploi par unité de 88 environ. Dans le secteur juridique communal il est de 590 pour 17 entreprises d'où un emploi moyen de 35.

Pour un tiers des entreprises il y aurait un manque d'effectif soit en raison d'IVPE en projet (qui appelle une création d'emplois) soit d'une mobilité trop importante de la main-d'oeuvre. Pour 20,83 % d'entre elles il y aurait un sureffectif jugé soit par rapport à l'organigramme théorique soit par rapport à un rythme d'utilisation des capacités productives insuffisant.

Du point de vue de la structure par âge de l'emploi, au plan global elle se présente comme suit :

- 20ans	10,04 %
- 20 à 30ans	29,77 %
- 30 à 40ans	38,67 %
- 40 à 50ans	12,77 %
- 50ans et +	8,72 %

On observe les particularités suivantes :

- un fort taux par rapport à la moyenne pour les moins de 20ans dans l'artisanat de production = 47,32 % imputable à l'existence de structures d'apprentissage,

- pour la tranche de 20 à 30ans dans la branche des matériaux de construction = 44,95 %,

- pour ceux entre 30 et 40ans dans les matériaux de construction = 47,10 %,

2) Le travailleur collectif dans la P M I :

Quant à la structure par niveau de qualification elle se présente globalement comme suit :

Cadres	4,9 %	}	16,19 %
Agents de maîtrise	11,29 %		
OQ. et OHQ	16,29 %	}	16,29 %
OS	41,57 %		
Manoeuvres	12,96 %	}	54,53 %
Apprentis	12,77 %		

Cette structure révèle un taux d'encadrement de l'ordre de 16,19 %. Le taux de personnes sans qualification affectées à des tâches d'exécution est de 54,53 % (en excluant les apprentis qui durant leur formation sur le tas sont considérés comme OS). Quant au taux d'ouvriers qualifiés il ne dépasse à peine les 16 %.

Si l'on s'intéresse aux branches on peut constater que :

- le taux d'encadrement demeure le plus bas dans l'artisanat,
- le taux de main-d'oeuvre qualifiée est plus élevé dans la branche du bois,
- le taux de main-d'oeuvre sans qualification est plus élevé dans la branche des matériaux de construction (le chiffre de la branche alimentation n'étant pas très significatif du fait de l'existence en son sein d'une seule unité),
- par contre le taux d'apprentissage très élevé dans l'artisanat de production est de 43,23 %,

On peut remarquer trois (03) types de structures :

- l'une avec un taux de qualification très faible, doublé d'un gonflement des ouvriers non qualifiés et du taux d'encadrement (matériaux de construction, alimentation),

- l'autre avec un taux de qualification relativement élevé par rapport au taux de non qualifiés avec un taux d'encadrement relativement moyen sinon faible (artisanat de production, bois),

- la dernière avec un équilibre entre taux de qualifiés et taux de non qualifiés,

3) L'emploi, indicateur de la taille de l'Entreprise :

L'emploi comme indicateur de la taille des unités révèle que :

- 45,83 % des unités emploient entre 20 et 40 salariés,
- 16,66 % des unités emploient entre 10 et 20 salariés,
- 12,50 % des unités emploient entre 40 et 60 salariés,
- 8,32 % des unités emploient entre 60 et 80 salariés,
- 8,32 % des unités emploient entre 150 et 200 salariés,
- 4,16 % des unités emploient entre 0 et 10 salariés,
- 4,16 % des unités emploient entre 80 et 100 salariés,
- 0 % des unités emploient entre plus de 100 salariés,
- 0 % des unités emploient entre 100 et 150 salariés,

Il y a lieu aussi de noter que :

- 42,85 % des entreprises de Wilaya emploient de 20 à 40 salariés,
- 28,57 % des entreprises de Wilaya emploient de 150 à 200salariés,
- 28,57 % des entreprises de Wilaya emploient de 60 à 100salariés,
- 47,05 % des entreprises de Wilaya emploient de 20 à 40 salariés,
- 23,52 % des entreprises de Wilaya emploient de 10 à 20 salariés,

ce qui prouve qu'en général les entreprises de Wilaya sont de plus grande importance.

C/ Les Indicateurs économiques

On peut estimer le statut général de la P M I à travers quelques indicateurs classiques tels que : C A, M S, production comptable°, valeur ajoutée.

Le chiffre d'affaires global réalisé en 1986 est estimé à environ 106 millions de DA, la masse salariale globale à environ 41 millions de DA, la production globale à 109 millions de DA et la valeur ajoutée à 63 millions de DA°°.

On en déduit que :

- La participation au C A est de 67,82 % pour 07 unités de Wilaya et de 32,17 % pour 17 unités communales,

- La participation à la masse salariale est de 59,18 % pour 07 unités de Wilaya et de 40,25 % pour 17 unités communales,

- La participation à la production globale est de 67,76 % pour 07 unités de Wilaya et de 32,23 % pour 17 unités communales,

- La participation à la création de valeurs est de 69,21 % pour 07 unités de Wilaya et de 30,78 % pour 17 unités communales,

- Le taux global M S / C A est de 38,63 %, il est de 34,03 % pour les entreprises de Wilaya et de 48,34 % pour celles communales,

- Le taux V A / M S est de 177,32 % pour les entreprises de Wilaya et de 135,61 % pour celles communales,

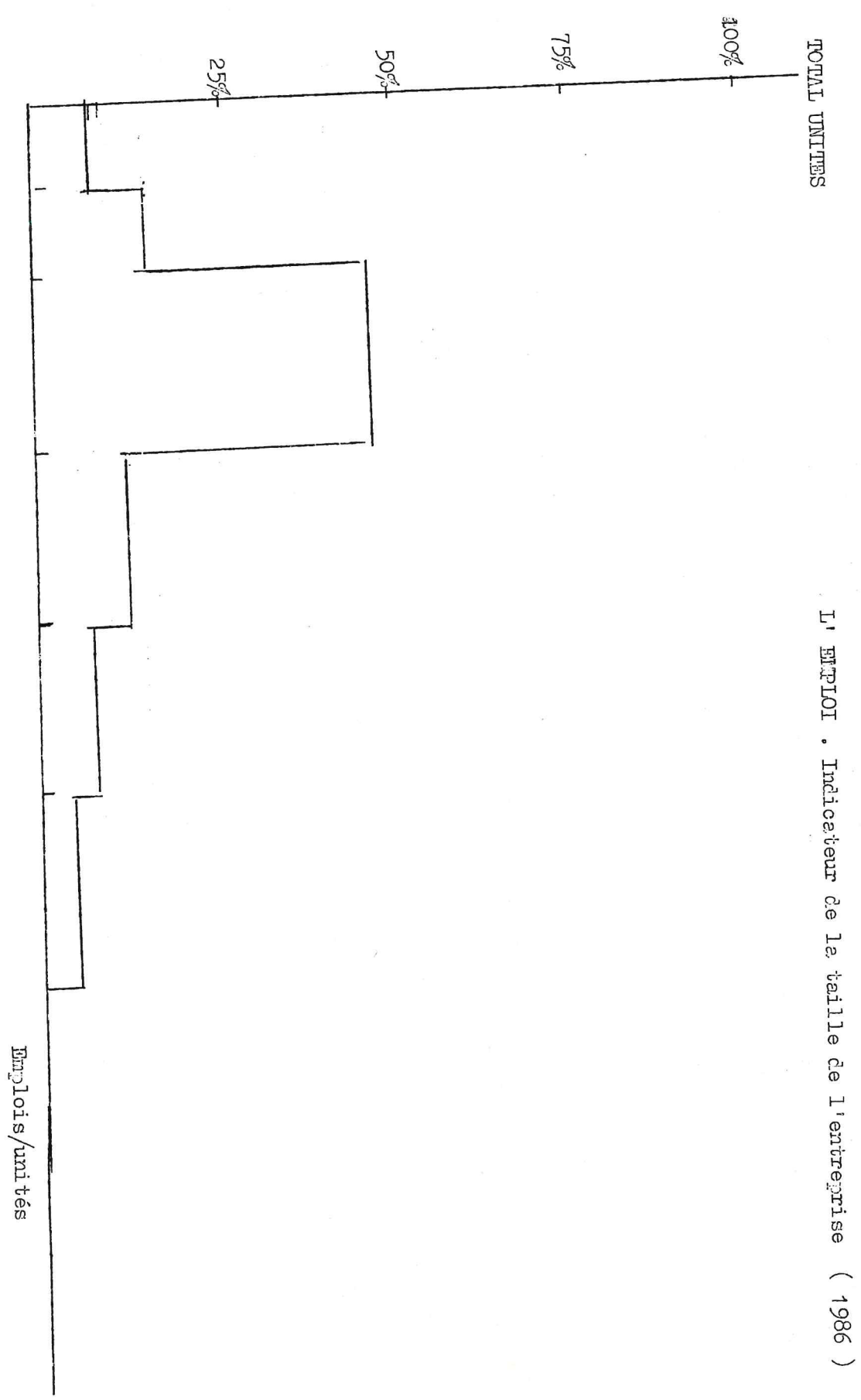
- 57,14 % des entreprises de Wilaya ont un C A inférieur à 10 millions de DA,

- 28,57 % des entreprises de Wilaya ont un C A supérieur à 20 millions de DA,

- 88,23 % des entreprises communales ont un C A inférieur à 31 millions de DA,

(°) Considérée comme la sommation des comptes 70 à 74 dans le tableau des comptes des résultats de l'Unité.

(°°) Ces chiffres incluent la menuiserie de Boghni qui est actuellement à l'arrêt.



- 11,76 % des entreprises communales ont un C A inférieur à 10 millions de DA et supérieur à 31 millions de DA.

Ceci traduit une importance relative des unités de Wilaya par rapport aux entreprises communales.

Au total pour 65,21 % des unités le C A est inférieur à 3 millions de DA, pour 26,08 % est supérieur à 3 millions de DA et inférieur à 10 millions de DA et enfin pour 8,69 % il est inférieur à 20 millions de DA. 66,6 % des entreprises ayant un C A supérieur à 3 millions de DA et inférieur à 10 millions de DA appartiennent à la branche des matériaux de construction et 100 % de celles ayant un C A supérieur à 20 millions de DA appartiennent à cette même branche.

53,3 % et 26,6 % des entreprises ayant un C A inférieur à 3 millions de DA appartiennent à la branche "artisanat de production" et à celles des matériaux de construction.

D) La localisation comme fait de répartition :

1) La localisation des unités :

La répartition par Daïrates révèle :

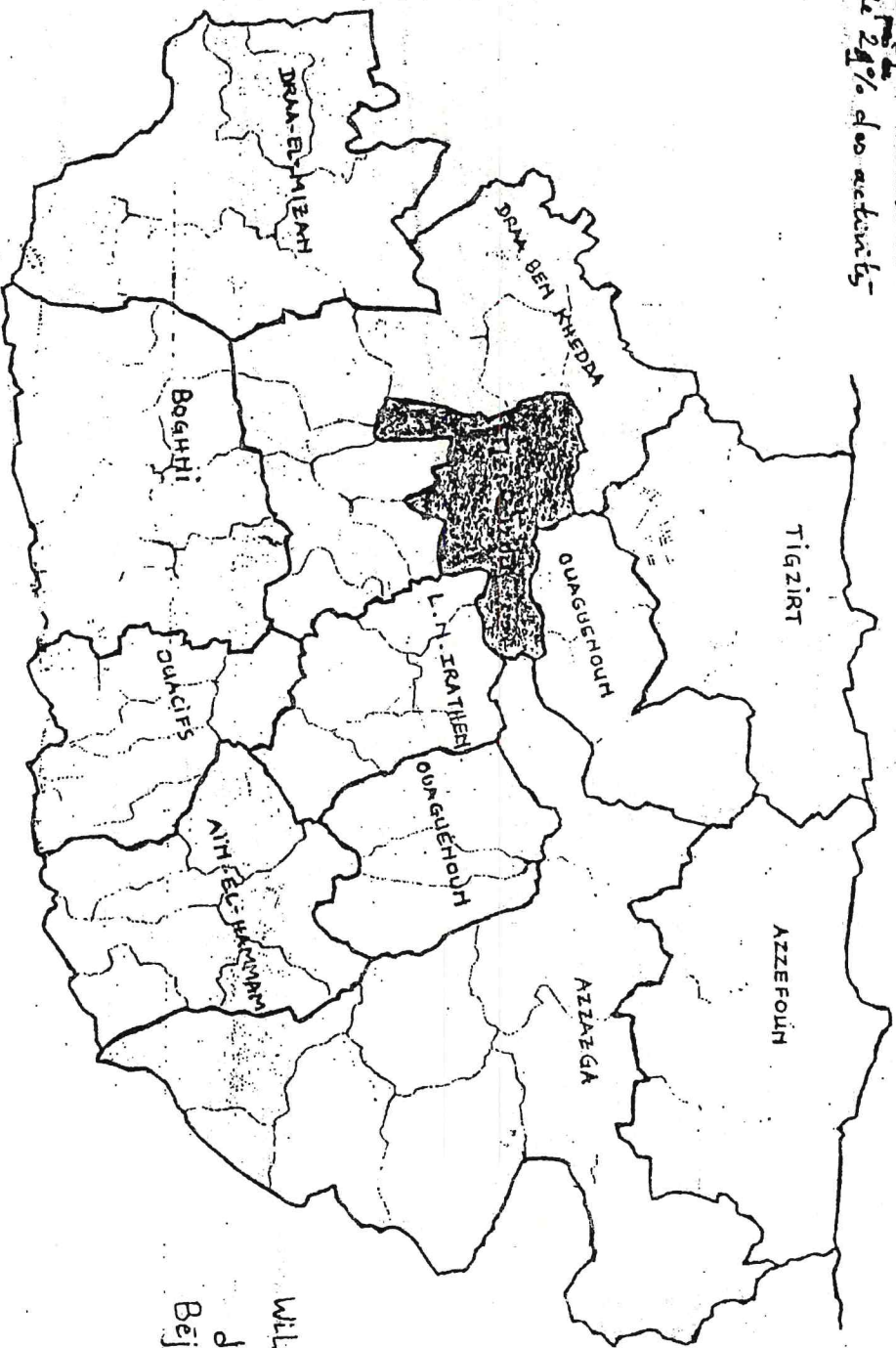
- Drâa-Ben-Khedda	: 29,16 %
- Boghni	: 16,66 %
- Drâa-El-Mizan	: 12,5 %
- Ouaguenoun	: 12,5 %
- Aïn-El-Hammam	: 8,33 %
- Larba-Nath-Irathen	: 8,33 %
- Ouacifs	: 8,33 %
- Azazga	: 4,16 %
- Tigzirt	: 0 %
- Azzefoun	: 0 %

50 % des Daïrates détiennent près des 3/4 des Unités et 37,5 % d'entre elles sont situées en zones de montagnes.

Localisation des unités / PRI publique

Mer Méditerranée

 Zone de localisation
de 24% des activités



Wilaya
de
Boumerdes

Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Béjaïa



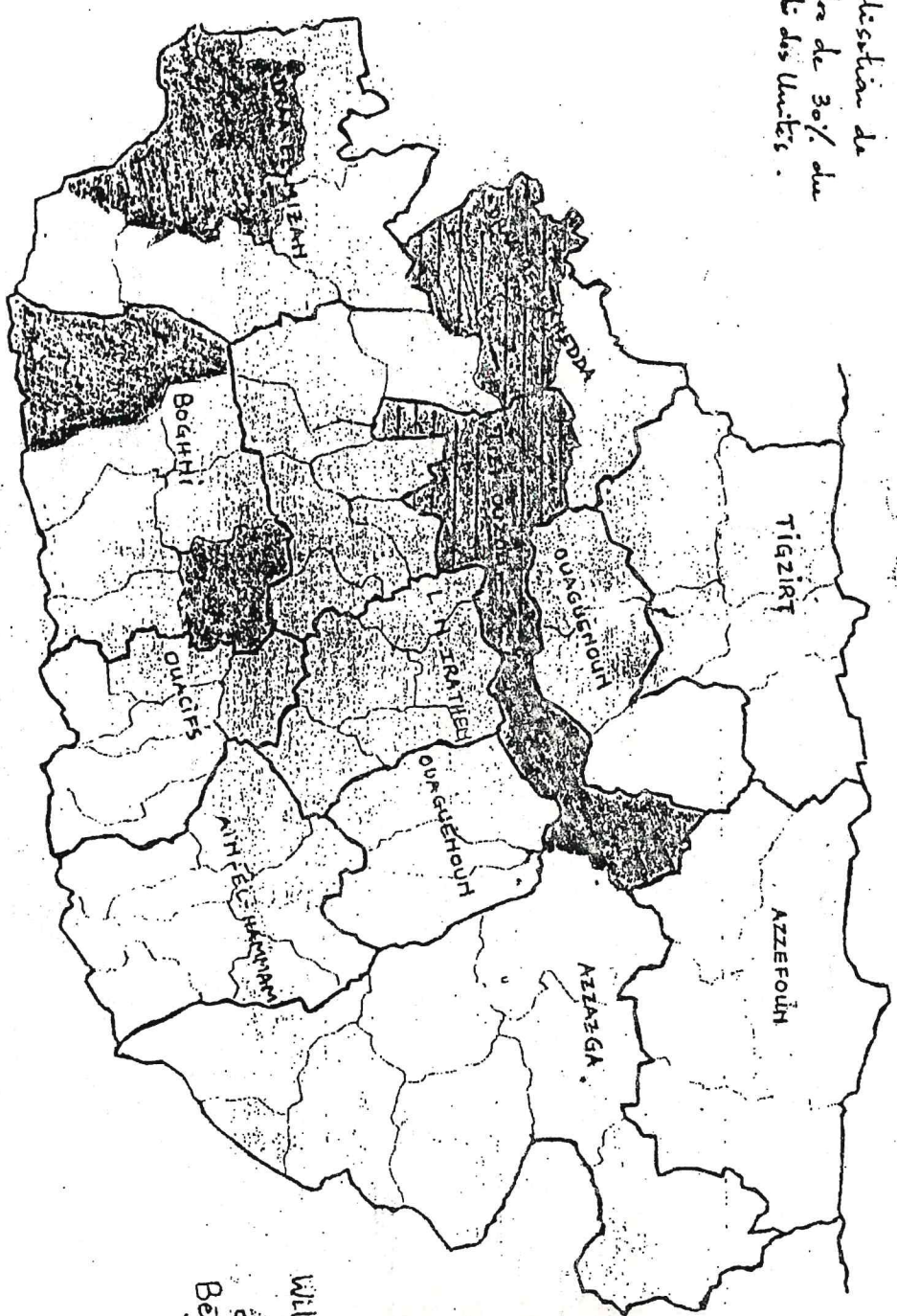
Localisation de 75%
du total Unites.



Localisation de
l'ordre de 30% du
total des Unites.

Wilaya
de
Boumerdes

Mer Méditerranée



Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Bejaia

La répartition par communes révèle :

- 20,83 % à Tizi-Ouzou soit 71,42 % du total,
- 8,3 % à Boghni soit 50 % du total,
- 8,3 % à Mekla soit 66,6 % du total,
- 8,3 % à Drâa-El-Mizan soit 66,6 %,
- 4,16 % à Drâa-Ben-Khedda soit 14,28 %,
- 4,16 % à Tadmaït soit 14,28 %,

Dans trois (03) villes (chefs-lieux de Daïrates) on retrouve plus d'1/3 des unités (37,43 %) et dans cinq (05) villes (au moins chefs-lieux de communes) plus de 50 % des unités (54,03 %).

2) La localisation des branches :

La branche des matériaux de construction est localisée à 57,14 % dans la Daïra de Drâa-Ben-Khedda et à 14,28 % à Drâa-El-Mizan, Larba-Nath-Irathen et Azazga.

La branche du bois est localisée à 100 % à Drâa-Ben-Khedda, celle de la transformation métalliques à 50 % à Boghni et à 50 % à Drâa-El-Mizan ; celle de l'alimentation à 100 % à Drâa-Ben-Khedda et enfin l'artisanat de production à 25 % à Boghni et à 25 % à Ouaguenoun.

3) Localisation de l'emploi :

La localisation globale de l'emploi par Daïrate montre la répartition suivante :

. Drâa-Ben-Khedda	:	20,57 %
. Drâa-El-Mizan	:	19,98 %
. Azazga	:	16,34 %
. Boghni	:	15,91 %
. Aïn-El-Hammam	:	7,70 %
. Ouaguenoun	:	7,19 %
. Larba-Nath-Irathen	:	6,60 %
. Ouacifs	:	5,67 %
. Azzefoun	:	0 %
. Tigzirt	:	0 %



localisation de près de 75% de l'échantillon



localisation de près de 20% de l'échantillon



localisation de l'ordre de 15%

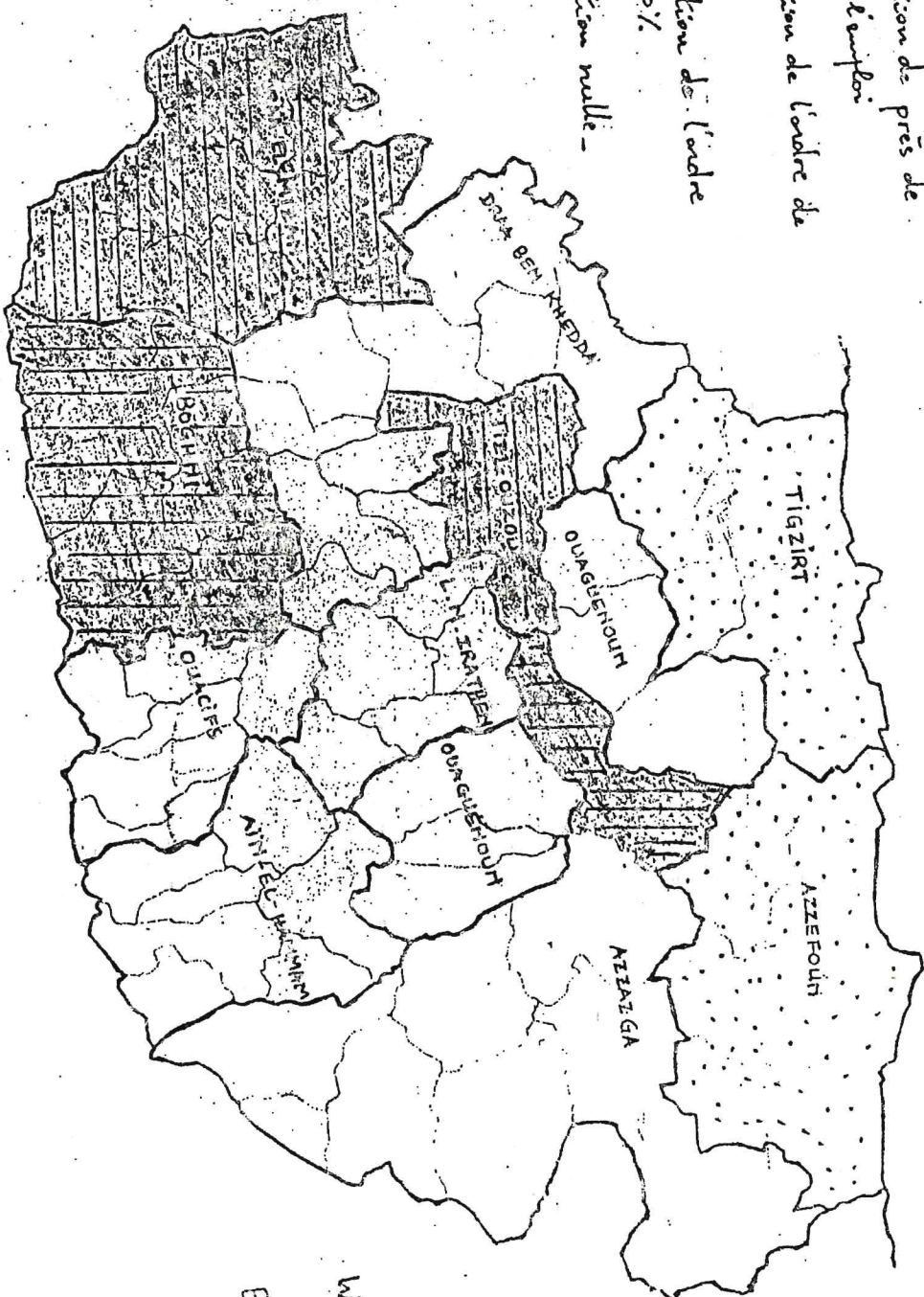


localisation de l'ordre de 5 à 10%



localisation nulle

Wilaya de Boumerdes



Wilaya de Bouira

Wilaya de Bejaia

Il peut être intéressant de confronter cette distribution à celle de l'origine de l'emploi selon les Daïrates :

- Drâa-El-Mizan	: 22,62 %
- Azazga	: 17,42 %
- Drâa-Ben-Khedda	: 14,93 %
- Ouacifs	: 11,08 %
- Aïn-El-Hammam	: 10,63 %
- Ouaguenoun	: 9,61 %
- Boghni	: 8,14 %
- Larbâa-Nath-Irathen	: 1,58 %
- Azzefoun	: 1,13 %
- Tigzirt	: 1,01 %

-Autres Qilayas : 2,26 %

Cette confrontation nous donne une sorte de balance de l'emploi avec :

- des Daïrates demandeuses de main-d'oeuvre :
Azazga, Boghni, Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen,

- des Daïrates offreuses de main-d'oeuvre :
Aïn-El-Hammam, Drâa-El-Mizan, Ouaguenoun, Ouacifs, Azzefoun, Tigzirt,

On peut remarquer que la plupart des Daïrates de montagne sont offreuses de main-d'oeuvre, à l'exception de Larbâa-Nath-Irathen.

4) La localisation selon les Daïrates et du point de vue des agrégats économiques :

- Le chiffre d'affaires :

- 1) Daïra de Drâa-El-Mizan : 29,02 % soit un C A /
Unité de 9.846.028
- 2) Daïra d'Azazga : 25 % soit un C A /
Unité de 25.141.532
- 3) Daïra de Drâa-Ben-Khedda : 13 % soit un C A /
Unité de 1.829.584

- 4) Daïra de Boghni : 8,2 % soit un C A /
Unité de =2.075.323
- 5) Daïra de Larba-Nath-Irathen : 7,5 % soit un C A /
Unité de 3.792.029
- 6) Daïra de Ouaguenoun : 7,2 % soit un C A /
Unité de 2.414.976
- 7) Daïra des Ouacifs : 4,4 % soit un C A /
Unité 2.233.585
- 8) Daïra de Drâa-El-Mizan : 1,7 % soit un C A /
Unité de 838.354
- 9) Daïra de Tigzirt et Azzefoun : 0 %

A partir de cette première série de ratio on retrouve les Daïrates pour lesquelles nous le savons, arrivent en tête du point de vue de l'emploi : Drâa-Ben-Khedda, Drâa-El-Mizan, Azazga, Boghni et Aïn-El-Hammam.

On peut cependant remarquer que Drâa-Ben-Khedda qui est en tête de l'emploi avec 20,57 % est en troisième position du point de vue du C A global 13 % et le C A par unités dans cette même Daïrate est parmi les plus bas (environ 04 fois plus que celui observé à Drâa-El-Mizan).

On peut aussi noter qu'Azazga concentre 25 % du C A global et ce, grâce à son unique entreprise (la briquetterie) qui mobilise un C A de 25.141.532 soit près de trois fois le C A / Unité observé à Drâa-El-Mizan.

- La massa salariale :

- 1 - Azazga avec 26,86 % soit par unité : 10.650.656
- 2 - Drâa-El-Mizan avec 19,63 % soit par
unité : 2.595.175
- 3 - Drâa-Ben-Khedda avec 17,20 % soit par unité :
974.466
- 4 - Boghni avec 9,57 % soit par unité : 949.224
- 5 - Larba-Nath-Irathen avec 5,96 % soit par unité :
1.182.478
- 6 - Ouacifs avec 4,62 % soit par unité : 1.114.979
- 7 - Ouaguenoun avec 4 % soit par unité : 660.927
- 8 - Aïn-El-Hammam avec 2,84 % soit par unité :
563.887
- 9 - Tigzirt et Azzefoun 0 %

L'observation de ces ratios confortent les précédents et confirment moins l'existence d'entreprises plus rentables localisées dans les Daïrates de Drâa-El-Mizan, Drâa-Ben-Khedda, Azazga et Boghni, que celle d'une activité plus importante et surtout d'unités de plus grande taille, phénomène auquel la nature du statut juridique (Wilayal ou Communal) n'est pas étrangère.

- La valeur ajoutée :

- 1 - Azazga : 34,05 % soit par unité : 21.762.664
 - 2 - Drâa-El-Mizan : 26,35 % soit par unité :
20.051.666
 - 3 - Drâa-Ben-Khedda : 16,97 % soit par unité :
1.548.670
 - 4 - Larba-Nath-Irathen : 7,51 % soit par unité
2.400.129
 - 5 - Boghni : 6,44 % soit par unité : 1.029.100
 - 6 - Ouacifs : 5,39 % soit par unité : 1.722.684
 - 7 - Aïn-El-Hammam : 2,31 % soit par unité : 739.630
 - 8 - Ouaguenoun : 0,91 % soit par unité : 195.179
 - 9 - Tigzirt et Azzefoun : 0 %
-



Localisation de l'ordre
de 64% du chiffre
d'affaire.

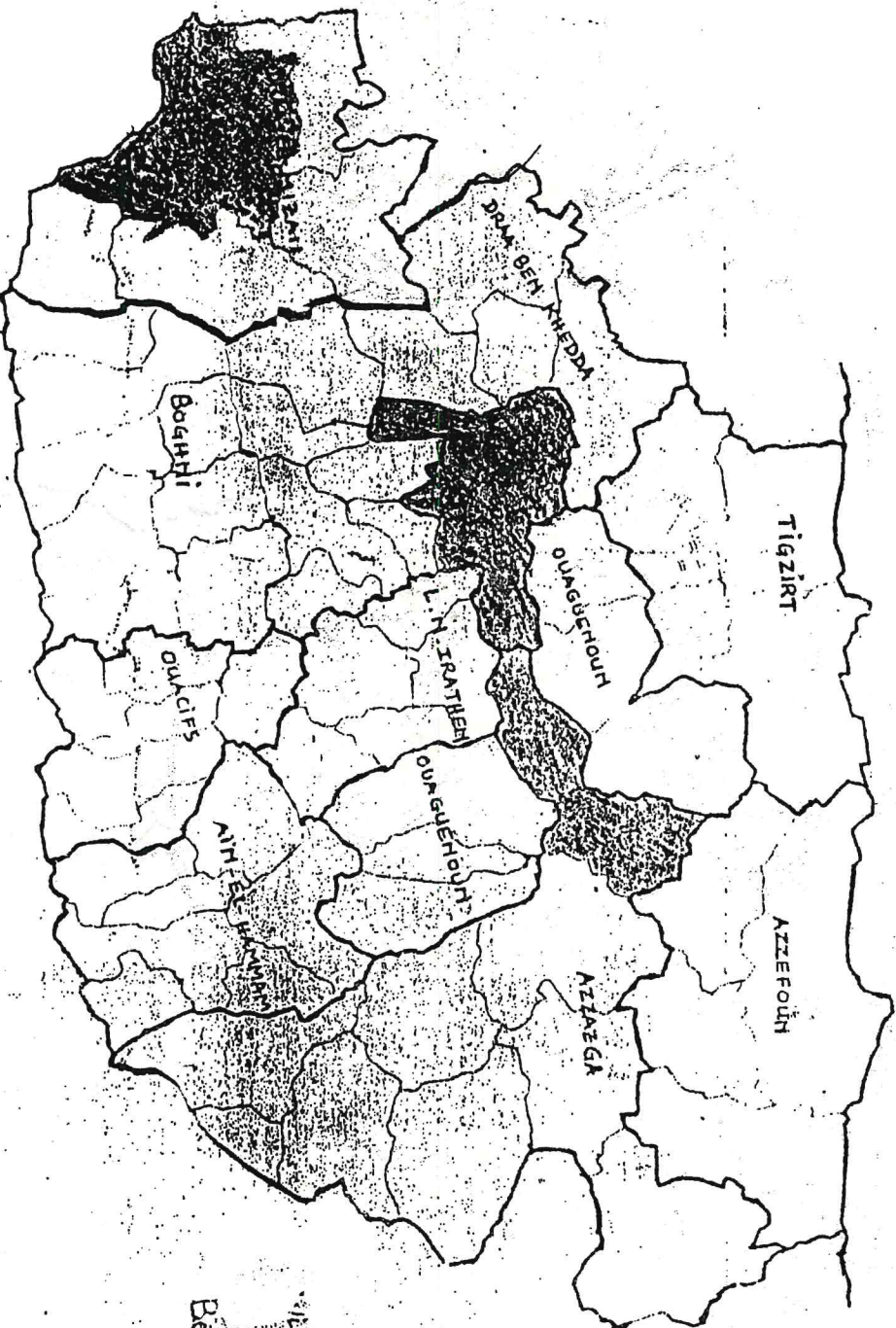
PNI publique

Mer Méditerranée

h

1
2
11

Wilaya
de
Boumerdes



Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Bejaia

-o- NOTES BIBLIOGRAPHIQUES -o-

- I - Circulaire n° 20 SEP/CIR/DI du 22.04.74 portant sur les orientations générales assignées par le Gouvernement au secteur de l'unité locale.

Circulaire n° 21 SEP/CIR/DI du 25 Novembre 1974 portant sur le programme définitif de l'industrie locale, II plan quadriennal 1974 - 1977.

- 2 - Marc ECREMENT : "Le programme d'industrie locale de l'ALGERIE", in Revue "Tiers Monde", t. XX, n° 80, Oct./Nov. 1979. P. 822.
- 3 - Marc ECREMENT : op. cit. P.825.
- 4 - A.SELLAMI : "La P M I en ALGERIE" - Thèse de Magister, Université d'Alger 1981.
- 5 - M.ECREMENT op. cit.
- 6 - Ministère de l'Intérieur : documents de Juin et Juillet 1982 DGCL - DUEL in Messaoudi : "L'Alternative des FPL", Cahiers du CENEAP n° 1 - 85.
- 7 - M.ECREMENT op. cit. P.828.
- 8 - MESSAOUDI op. cit.
- 9 - TEHAMI : "Le progrès algérien des industries légères" OPU - 1979, p. 86.
- 10 - Idem.
-

- 30 -

- LE SECTEUR PUBLIC DE LA REALISATION -

- PRESENTATION EMPIRIQUE DU SECTEUR PUBLIC -

LOCAL DE LA REALISATION

I - LE SECTEUR ET SA NAISSANCE :

A) Les unités en fonctionnement :

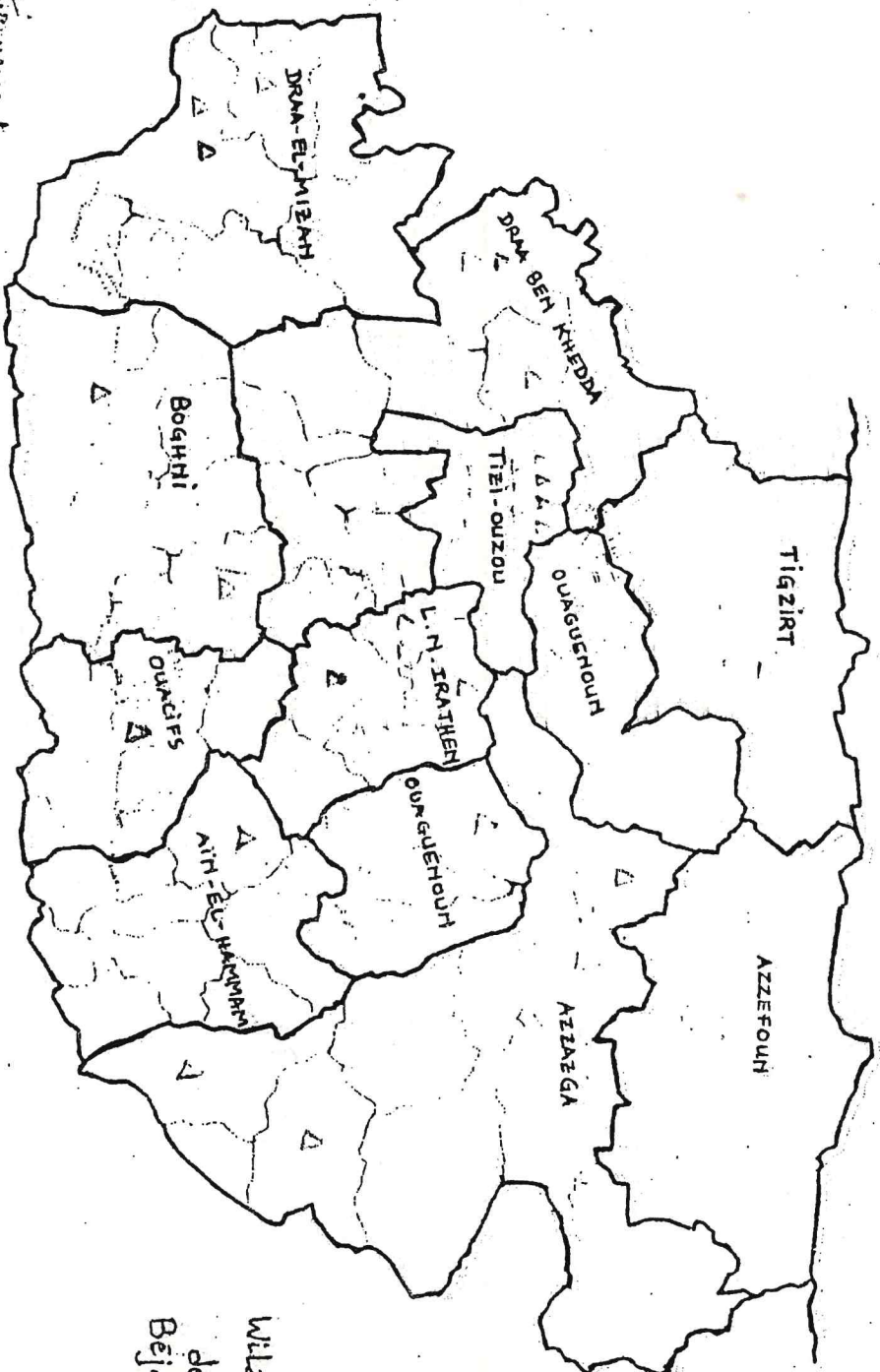
Le secteur public local de la réalisation se constitue de Dix (10) entreprises de Wilaya et de Douze (12) entreprises communales. Elles participent, à côté d'entreprises publiques nationales, de celles privées algériennes et étrangères à la réalisation de projets dans divers domaines (industrie, habitat, santé, éducation, agriculture, etc...). De façon générale, les entreprises publiques locales de réalisation se limitent essentiellement aux petits et moyens projets de bâtiments et travaux publics, les activités de réalisations industrielles proprement dites (installations d'équipements par exemple) étant hors de leur portée. Parallèlement aux activités de bâtiments et travaux publics, l'ensemble EPL^o enquêtées (18) s'adonnent à des activités secondaires de production et de prestation de service. Il s'agit essentiellement (et souvent exclusivement) de production d'agglomérés (parpaings, hourdis..) d'extraction d'agrégats (sable, concassage), de menuiserie générale et de ferronnerie. Quant aux services, ils se limitent à la location de matériel roulant ou d'engins de travaux publics.

B) Leur naissance :

La quasi totalité des entreprises de Wilaya et près de la moitié des entreprises communales de réalisation ont été créées à partir de 1980 à la faveur de la réorientation de la politique nationale de développement. En effet, le retard accumulé durant la décennie précédente dans le domaine de l'infrastructure socio-économique (logement, santé, hydraulique, routes...) et la nécessité de donner aux wilayates plus de pouvoirs en matière de résolution de problèmes économiques locaux, ont créés les conditions propices à la mise en place d'un secteur public (et privé) local de réalisation important en nombre.

(^o) Entreprises publiques locales

Mer Méditerranée



- 32 -

Wilaya
de
Boumerdes

Division administrative
Unité administrative

Wilaya
de
Bouïra

Wilaya
de
Béjaïa

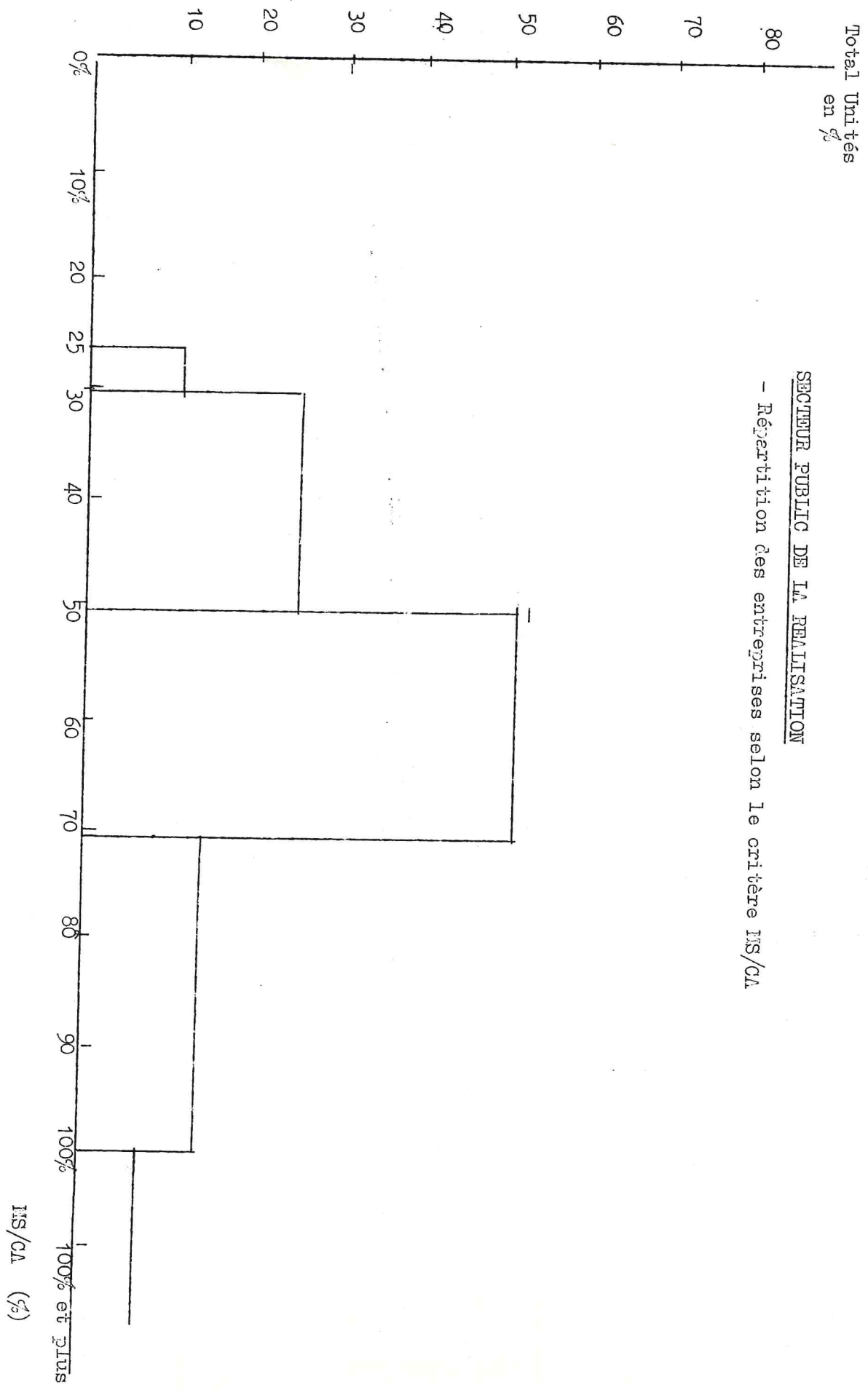
Cependant, l'apparition des entreprises communales remonte au second plan quadriennal (74-77) à la faveur du lancement des PCD. Ainsi 50 % des entreprises communales existantes à l'heure actuelle ont été créées durant cette période. Notons enfin que certaines entreprises communales ou wilayales sont issues d'anciennes régies communales ou parcs de Wilaya (cinq (05) entreprises communales et trois (03) entreprises de Wilaya) et les deux plus grandes entreprises de Wilaya, de la reconstruction des entreprises nationales ECOTEC et EPBTP.

De façon générale, l'individualisation par le plan des entreprises de réalisation wilayales ou communales n'a pas posé de grands problèmes à partir de 1980. En effet, pour 60 % d'entre elles, essentiellement créées après 1980, elle a lieu au bout de deux années au plus ; pour les autres, le délai moyen d'individualisation reste assez long (3 à 4ans).

La mise en exploitation s'est généralement faite dans l'année de création ou au plus tard dans celle qui les suit (66,66 % des cas) et l'individualisation ne semble pas constituer une contrainte puisque pour 77 % des unités, l'écart entre l'individualisation et le démarrage des activités est généralement nul quand il n'est pas négatif (mise en exploitation avant individualisation). L'explication est à chercher dans les hypothèses suivantes : disponibilité d'équipements d'anciennes régies, modicité du coût initial pour la mise en place d'entreprises de BTP ou encore la non fiabilité de l'information (pour le même événement, création ou individualisation, des dates différentes sont données par la tutelle et l'entreprise).

2 - L'EMPLOI :

L'ensemble des 22 entreprises de réalisation, toutes branches confondues, occupent 8642 personnes à titre permanent et temporaire. Il y a lieu de signaler que dans la réalisation la main-d'oeuvre est très fluctuante (la plupart des entreprises présentant des taux de mobilité de main-d'oeuvre très élevés) en raison du caractère temporaire des projets à réaliser, et de l'attrait exercé par le secteur privé, plus rémunérateur.



70 % de la main-d'oeuvre est employée dans les Dix (10) entreprises de Wilaya (dont 40 % pour les seules E.T.T.O. et E.P.B.T.P.) et les 30 % restant le sont dans les Douze (12) entreprises communales. Ceci nous indique une certaine disparité dans la taille des Entreprises avec cependant une prédominance des E.P.L. communales de moins de 300 emplois, alors que Sept (07) entreprises de Wilaya sur Dix (10) occupent chacune plus de 300 travailleurs.

La quasi-totalité des E.P.L. estiment être en situation de sureffectif concernant la main-d'oeuvre non qualifiée (manoeuvres essentiellement) et, par ailleurs, expriment des besoins en main-d'oeuvre qualifiée. Les deux (02) phénomènes sont à relier de la façon suivante : la pénurie de travailleurs qualifiés oblige les entreprises à substituer de la main-d'oeuvre non qualifiée en quantité suffisante pour pallier au manque d'expérience (par exemple, recruter deux (02) manoeuvres à la place de maçons qui fait défaut).

Sur le plan de la structure de la main-d'oeuvre dans les E.P.L. de réalisation, le faible taux d'encadrement (2,3 %) est assez remarquable. De plus ce taux est encore plus bas pour les E.P.L. communales alors que 50 % des cadres et 60 % des agents de maîtrise sont accaparés par les deux plus grandes entreprises, E.T.T.O. et E.P.B.T.P. Quant aux autres catégories, il s'agit essentiellement de personnel d'exécution formé sur le tas et n'ayant pratiquement aucune qualification au moment du recrutement.

72 % des travailleurs des E.P.L. de réalisation ont 40ans au plus et 25 % entre 40 et 55ans. La pénibilité du travail dans les B.T.P. explique en partie la relative jeunesse de la population dans ce secteur. Enfin 3 % restant est âgé de plus de 55ans, il s'agit essentiellement du personnel affecté au gardiennage.

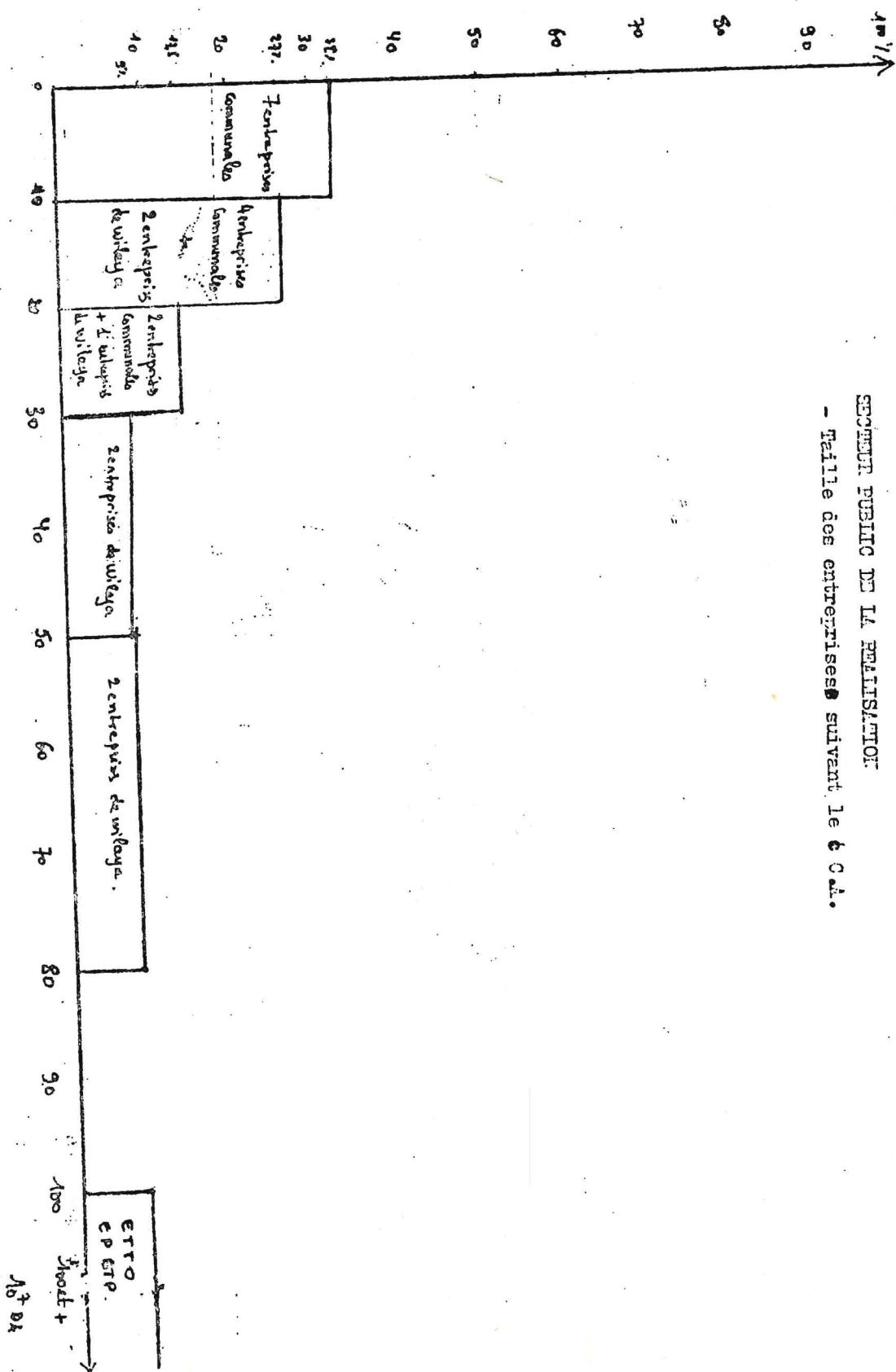
La pénibilité du travail de chantier, les contraintes que ce type de travail impose et celles imposées par la société fait que "le B.T.P." reste une "affaires d'hommes". La centaine de femmes occupées dans les E.P.L. de réalisation sont affectées aux services de secrétariat, administration ou à des tâches de ménage.

Secteur Public de la Réalisation

Taille des entreprises suivant le C.A.

SECTEUR PUBLIC DE LA RÉALISATION

- Taille des entreprises suivant le C.A.



3 - LES INDICATEURS ECONOMIQUES :

. Le chiffre d'affaires :

La moyenne de 2,9 10DA de chiffre d'affaires par entreprise n'est pas très significative puisqu'en réalité Deux (02) entreprises réalisent 49 % du chiffre d'affaires de tout le secteur local (E.T.T.O. et E.P.B.T.P.). Deux autres entreprises de Wilaya en réalisent 19 %. Le reste, soit 32 % du chiffre d'affaires total est partagé entre Quatorze (14) entreprises avec Deux (02) entreprises communales atteignant près de 10 % à elles deux.

. La masse salariale :

Environ 50 % de la masse salariale versée dans le B T P est le fait des Deux entreprises restructurées. Le reste est réparti plus ou moins également entre les autres entreprises qui utilisent le plus de main-d'oeuvre mais avec cette réserve qu'elles ne payent pas toutefois plus de salaires (salaire moyen relativement faible).

Le taux moyen de M S / C A est de 50 %, alors que la plupart des entreprises communales dépassent ce taux et que les entreprises de Wilaya se maintiennent à un niveau appréciable de 35 %, exceptée l'ERESTO qui déclare un taux de 94 % (qui s'expliquerait par les régularisations SGT intervenues durant l'exercice 86).

. La valeur ajoutée :

62 % environ de la valeur ajoutée du secteur de la réalisation est produites par Cinq (05) entreprises de Wilaya et aucune entreprise communale n'atteint le taux moyen de VA / unité sectoriel qui demeure comme le taux moyen de VA non significatif du fait de la présence des deux grandes entreprises restructurées.



des amir



localisation de 35%.



localisation de 9%.

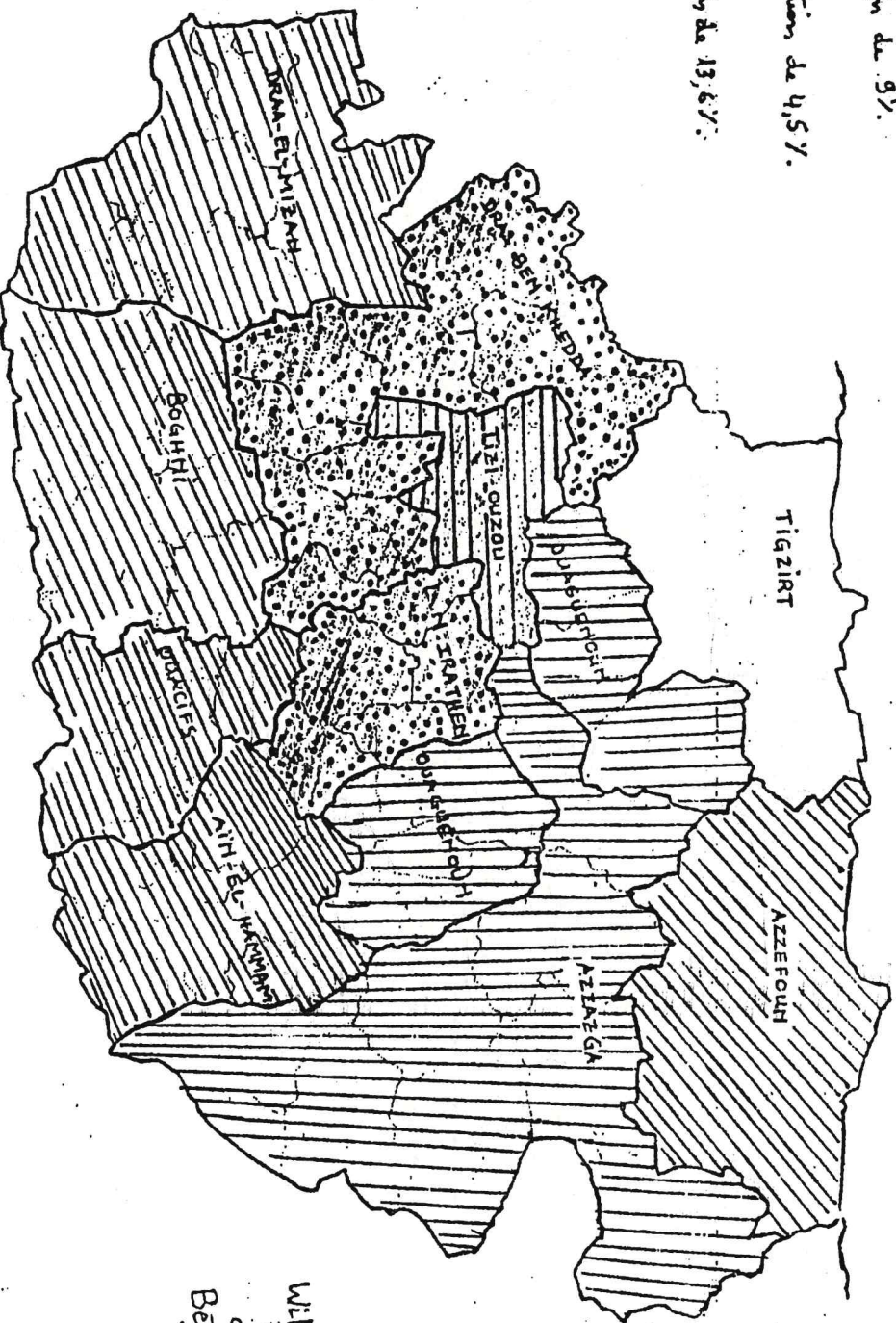


localisation de 4,5%.



localité des 13,6%.

Wilaya
de
Boumerdes



Mer Méditerranée

1/1

Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Bejaia

. Créances - endettements - découverts :

Le niveau relativement élevé de l'endettement des entreprises du secteur et l'importance des créances à recouvrer mettent les entreprises dans des situations financières très difficiles. Le découvert est sollicité (pour couvrir le financement des dépenses d'exploitation) par 60 % des entreprises enquêtées. Le recours au découvert peut aussi s'avérer coûteux. Ainsi 10 % du montant du découvert de l'E.T.T.O. consiste dans les frais dûs au banquier.

Le problème le plus crucial reste celui du recouvrement des créances dont le délai anormalement long perturbe beaucoup la gestion financière de l'Entreprise.

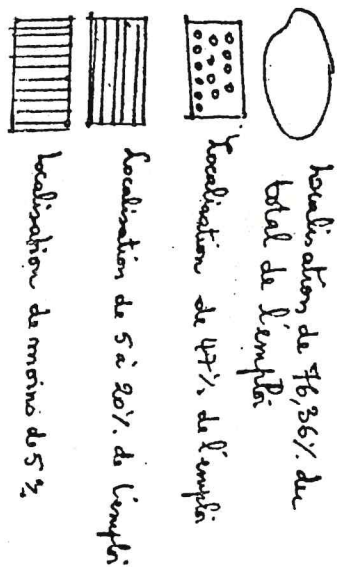
4 - LOCALISATION :

A) Des unités :

Le Chef-lieu de Wilaya abrite 80 % des entreprises de Wilaya (si l'on inclue l'E.P.B.T.P. dont le site est à l'heure actuelle l'objet d'un litige entre Deux (02) communes : Irdjen et Tizi-Ouzou), soit Huit (08) et aucune entreprise communale. Les deux autres entreprises de Wilaya sont localisées à Drâa-El-Mizan (E.W.T.R.) et à Tadmaït (E.W.E.R.). Quant aux entreprises communales, toutes les daïrates en ont eu au moins une, à l'exception de celle de Tigzirt qui n'en dispose pas et ceci après la dissolution de l'ENCO-TIGZIRT en 1985.

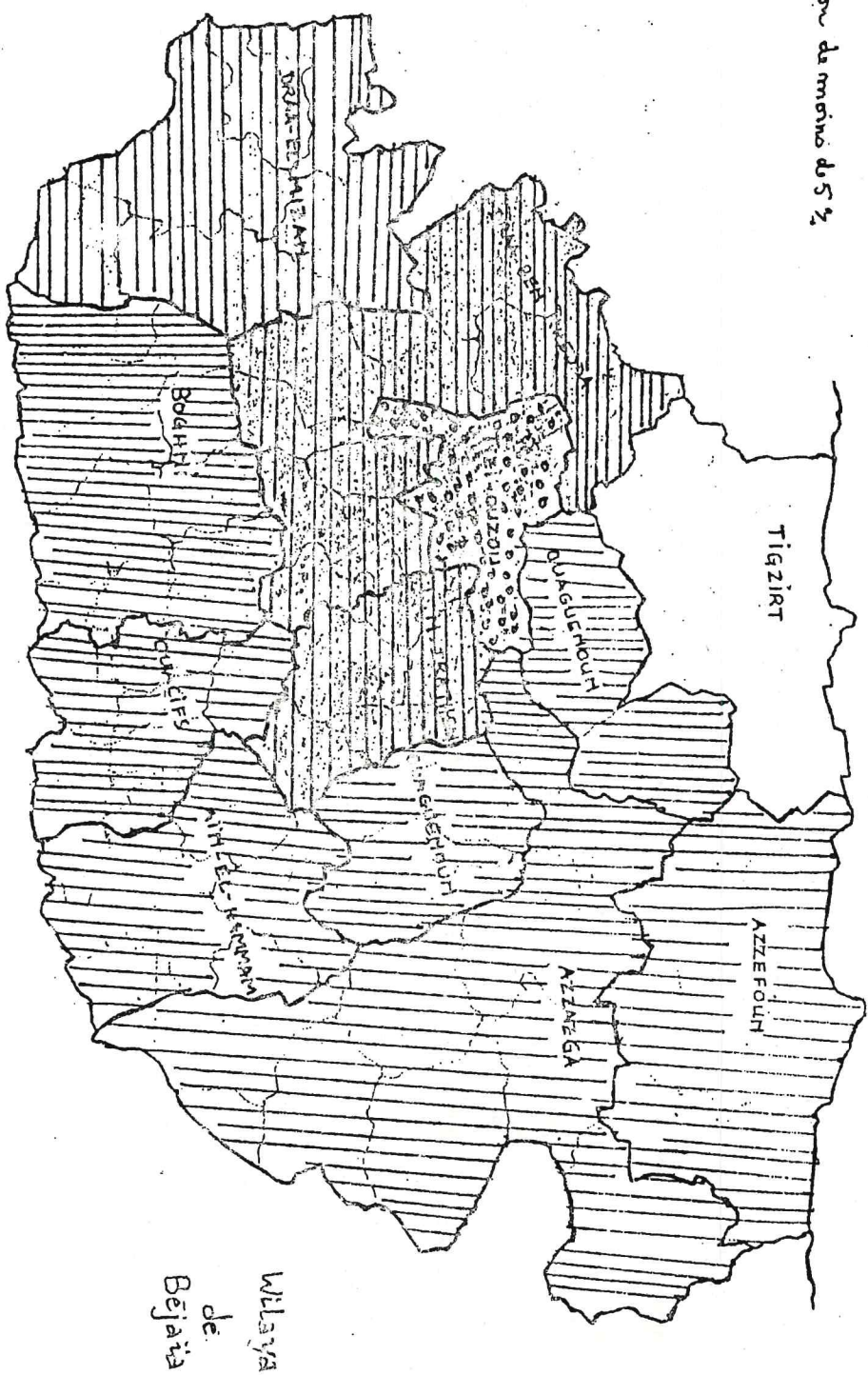
B) De l'emploi :

La dissémination des chantiers à travers le territoire de la Wilaya et parfois même en dehors de celle-ci fait que le rattachement de l'emploi à la commune abritant le siège de l'entreprise employeur n'a pratiquement pas de signification. De plus les entreprises préfèrent recruter dans les environs immédiats des chantiers pour minimiser les coûts de transport du personnel.



Localisation de l'emploi / réalisation pu. de l'eq.

Mer Méditerranée



Wila'ya
de.
Beja'ia

Wilaya
de
Bouïra

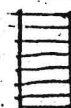
C) En terme d'agréats économiques :

Le chef-lieu de Wilaya reçoit 52 % de la VA du secteur mais la forte proportion des salaires (environ 90 %) dans la VA enlève tout caractère d'avantage à cet état. De même les entreprises communales ont un fort taux M S / V A (environ 99 %), expliquant ainsi la situation de déficit que connaissent 66,6 % des entreprises, tous secteurs juridiques confondus. En fait l'apport de l'E.P.L. de réalisation à sa commune ou sa daïra se situe dans le fait même de son existence ouvrant ainsi des possibilités en matière de réalisation, c'est du moins l'idée admise jusqu'à ces dernières années.

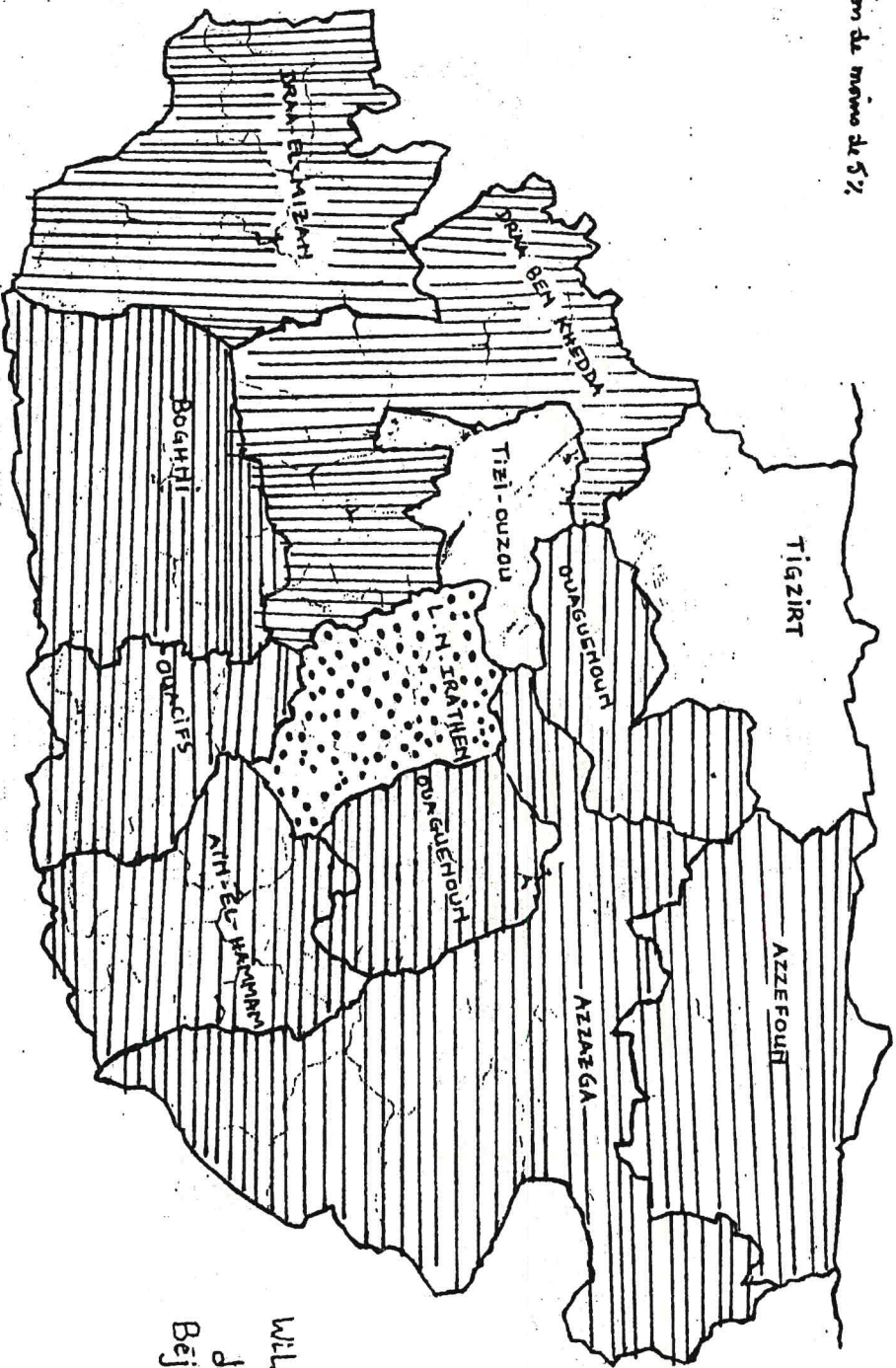
D) De la main-d'oeuvre :

De façon générale chaque entreprise recrute dans les environs de son lieu d'implantation pour le personnel permanent et dans ceux des autres chantiers pour la main-d'oeuvre temporaire. Les daïrates les plus dotées (Drâa-Ben-Khedda, Azazga, et Ouaguenoun) sont celles qui fournissent le plus de main-d'oeuvre. Tizi-Ouzou semble faire exception à cette tendance puisque malgré la présence de Sept (07) E.P.L. (dont Quatre (04) enquêtées) seuls 300 travailleurs (sur 400) résident à Tizi-Ouzou.

Les autres wilayates (essentiellement les anciennes communes de la Wilaya d'avant le dernier découpage et faisant maintenant partie de la Wilaya de Boumerdès) font l'appoint avec 5 % environ de la main-d'oeuvre totale employée dans la réalisation.

-  localisation de 54,6%. du total du chiffre d'affaire.
-  localisation de 21%.
-  localisation de 5 à 8%.
-  localisation de moins de 5%.

Wilaya
de
Boumerdes



Localisation du CA / Réalisation publique.

Mer Méditerranée

Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Béjaïa.

- L'INDUSTRIE PUBLIQUE A VOCATION NATIONALE -

- PRESENTATION EMPIRIQUE DE L'INDUSTRIE -

A VOCATION NATIONALE

I - LE SECTEUR ET SA NAISSANCE :

Les unités industrielles à vocation nationale représentent du point de vue du nombre 30 % du total des unités en fonctionnement dans la Wilaya de Tizi-Ouzou (y compris celles de la réalisation). On retrouve presque le même pourcentage en incluant les projets en cours de réalisation ; mais de par leur taille industriel de la région. Elles embrassent un plus grand nombre de branches d'activités. Elles sont présentes notamment dans les textiles avec 22 % du total des unités en fonctionnement du secteur, 16,5 % dans l'électricité et l'électronique, 16,5 % dans l'agro-alimentaire, 11 % dans la transformation du bois etc. Une gamme variée de produits est ainsi fabriquée dans ces unités particulièrement dans la filière de l'électro-ménager (réfrigérateurs, cuisinières, climatiseurs, etc...) puisque la Wilaya de Tizi-Ouzou semble connaître une spécialisation dans ce type de production.

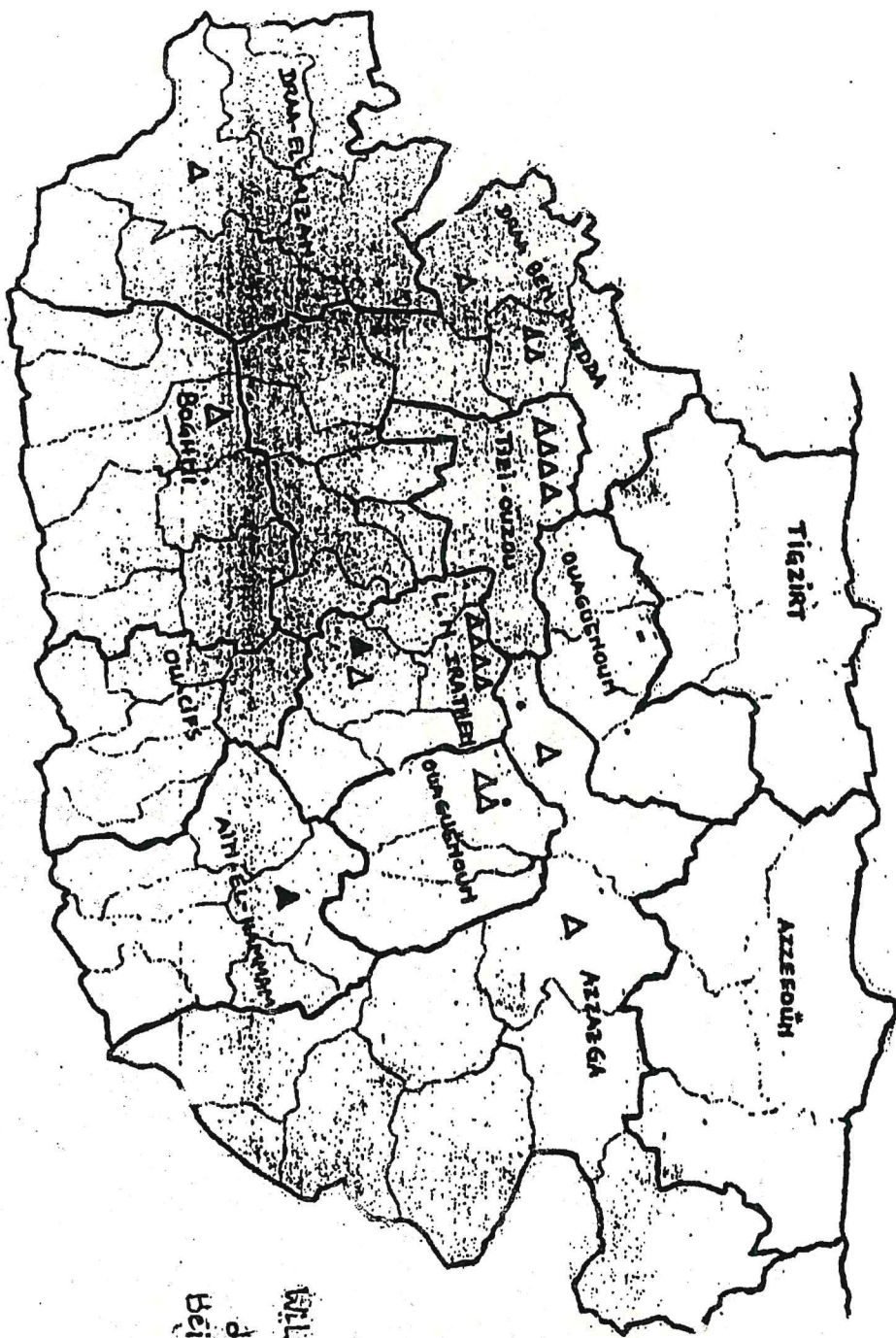
Cependant, si on reprend la classification administrative on constate que le secteur des industries légères comprend neuf (09) unités soit 50 % du total, le secteur de l'industrie lourde avec six (06) unités soit 33 % du total, et enfin le secteur de l'énergie et de la pétrochimie avec trois (03) unités, soit 17 % du total. La période qui a vu la création d'un grand nombre d'unités industrielles à vocation nationale dans la Wilaya de Tizi-Ouzou est sans conteste celle du second plan quadriennal (1974-1977) avec un programme de six (06) unités, soit 33 % du total. Certaines de ces unités industrielles ont accusé néanmoins un grand retard dans la réalisation, impliquant par là que leurs activités n'ont pu démarrer qu'à partir de 1980 (début du premier plan).

Au demeurant, pour la période d'avant 1967, c'est-à-dire celle des premières années de l'indépendance, le complexe textile de Drâa-Ben-Khedda fût créé avec, comme objectif premier, la résorption du chômage par l'offre de postes de travail dans l'industrie.

▲ En fonctionnement
 ▲ En projet

Implantation des unités industrielles à vocation nationale

Mer Méditerranée



Wilaya
 de
 Boumerdes

Wilaya
 de
 Bouira

Wilaya
 de
 Béjaïa

Le premier plan quadriennal, quant à lui, a prévu la réalisation d'un complexe électro-ménager qui éclata par la suite en trois autres complexes dont deux sont localisés dans la Wilaya de Tizi-Ouzou(1). Il s'agit du complexe électro-ménager de Oued-Aïssi et celui des moteurs électriques et alternateurs d'Azazga.

La période du plan quinquennal 1980-1984 s'est surtout caractérisée par la restructuration des entreprises publiques industrielles. A cet effet, deux nouvelles entreprises ont vu leurs sièges localisés dans la Wilaya de Tizi-Ouzou : il s'agit de l'E.N.I.E.M. à Oued-Aïssi et COTITEX à Drâa-Ben-Khedda.

Le second plan quinquennal concerne pour le moment la reconversion de deux (02) unités : l'ENAMARENE qui a hérité des infrastructures de l'ancienne unité de la SONAREM produisant du baryte dont le gisement est épuisé et une petite biscuiterie de l'ERAD qui a repris la main-d'oeuvre d'une coucousserie manuelle (main-d'oeuvre essentiellement féminine dont quelques veuves de chouhadas).

Les unités industrielles à vocation nationale ont connu pour la plupart un retard dans la réalisation. Ce retard s'est concrétisé notamment sous forme d'écart entre l'année de création et l'année de première mise en exploitation. Le cas extrême dans la Wilaya de Tizi-Ouzou est celui du complexe des moteurs électriques d'Azazga qui a mis près de Dix (10) années pour démarrer la production. De manière générale ce sont surtout les unités qui ont été créées durant les deux plans quadriennaux qui ont connu de grands écarts parce que les formules contractuelles retenues avec les partenaires étrangers (contrats "clé en mains" et "produits en mains") ne laissaient aucune marge pour les responsables des entreprises nationales afin qu'ils puissent agir sur les délais de réalisation.

L'écart entre la création et l'individualisation est moins sensible pour les unités industrielles à vocation nationale car la décision d'investissement ainsi que les modalités de financement ont été prises au niveau central. Aussi, toute création d'unité industrielle est immédiatement suivie de son individualisation. Nous avons pu constater cela durant le second plan quadriennal où un grand nombre de projets furent lancés.

(1) Le troisième complexe fut délocalisé vers Mohammédia (Wilaya de Mascara) avec comme objectif la production de lampes à incandescence.

Par contre l'écart entre individualisation et la mise en exploitation est important puisqu'il concerne près de 56 % du total des unités. Cela s'explique d'ailleurs par le non respect des délais de réalisation et souvent par les nécessités de réévaluation des montants des investissements initiaux.

2 - L'EMPLOI :

L'emploi dans le secteur industriel à vocation nationale est concentré au niveau de deux branches d'activités : les textiles avec 41,17 % du total des emplois et la branche électrique et électronique avec 33,6 % du total, soit 74,77 % pour les deux branches. Le complexe textile de Drâa-Ben-Khedda représente à lui seul 90,3 % de la branche. De même, le complexe électroménager de Oued-Aïssi représente 66,8 % de la branche électrique et électronique. Des deux complexes occupent près de 60 % des emplois du secteur. Deux autres branches, transformation du bois et agro-alimentaire occupent 14 % du total. Par ailleurs, des industries légères compte près de 55 % de l'emploi total des unités à vocation nationale.

La structure de l'emploi par niveau de qualification se caractérise de la manière suivante : le personnel cadre représente 4,66 % du total des effectifs de ce secteur, les agents de maîtrise comptent pour 17,64 %, 12 % sont des agents administratifs et 65,5 % des agents d'exécution dont 42,6 % d'ouvriers qualifiés, 38,7 % d'ouvriers spécialisés et 18,7 % des manoeuvres. On remarque un certain effort dans la formation de la main-d'oeuvre puisqu'une part importante est constituée d'agents de maîtrise et d'ouvriers qualifiés.

Une concentration des cadres existe toutefois dans la branche électricité et électronique qui emploie 51 % du total suivi par la branche textile avec 24,3 % du total. Il en est de même pour les agents de maîtrise avec 40,5 % pour la première et 39,2 % pour la seconde. Les agents d'exécution sont beaucoup plus concentrés au niveau de la branche textile avec 43 %, suivi de la branche électricité et électronique avec 31,5 %. Ceci montre également la concentration de l'emploi, toutes qualifications confondues au niveau de ces deux branches d'activités.

Le nombre d'unités industrielles à vocation nationale qui enregistrent un manque d'effectif est supérieur à celles qui sont en sureffectif. La raison est que certaines unités ont diversifiés leurs productions ou ont réalisés une extension (cas du CAM - ENIEM) et souvent un recrutement de nouveaux travailleurs. Les sureffectifs sont toutefois constatés dans les structures administratives et de maintenance.

L'emploi féminin représente 3,56 % du total, ce qui est très faible compte tenu du nombre de postes de travail offerts par ce secteur au niveau de la Wilaya de Tizi-Ouzou. La branche textile emploie 52,7 % du total des femmes qui travaillent, mais ne représentent que 4,57 % du total des effectifs. L'unité ECOTEX de Tizi-Ouzou et la biscuiterie ERIAD de Mekla ont cependant un personnel constitué essentiellement de femmes puisque la première occupe 66,25 % de son effectif total et la seconde 62,5 %. Il faut remarquer toutefois que les autres unités emploient un personnel féminin pour des postes de secrétaires dans l'administration et des femmes de ménage.

La structure de l'emploi par tranche d'âge est de manière générale dominante pour la tranche 30-40ans puisqu'elle représente 44,7 % du total des effectifs. Vient ensuite la tranche 20-30ans avec 31,4 %. On retrouve la même dominance au niveau des branches d'activités. Par contre, la tranche des moins de 20ans est pratiquement nulle. Cependant, on retrouve quelquefois des effectifs de la formation professionnelle dans le cadre de la loi sur l'apprentissage.

3 - LES INDICATEURS ECONOMIQUES :

Toutes les unités industrielles à vocation nationale qui ont une autonomie de gestion présentent un chiffre d'affaire supérieur à 2.107 Dinars. Deux complexes industriels (COTITEX et CAM - ENIEM) présentent un chiffre d'affaire commun qui dépasse le chiffre d'affaire cumulé des dix autres unités à vocation nationale. Le chiffre d'affaire de COTITEX dépasse le chiffre d'affaire cumulé des Sept (07) unités du secteur des industries légères. Les mêmes constatations sont faites pour les autres indicateurs à savoir la valeur ajoutée, la masse salariale et la production comptable. Ceci confirme l'importance des deux (02) complexes dans le tissu industriel de la Wilaya de Tizi-Ouzou. On peut d'ailleurs remarquer les mêmes tendances par branches d'activités puisque celles du textile et de l'électricité et l'électronique se retrouvent en tête pour l'ensemble des agrégats économiques.

Le rapport masse salariale / chiffre d'affaire dans les unités industrielles à vocation nationale est relativement faible. Ceci s'explique notamment par l'importance du chiffre d'affaire qu'elles réalisent. Ce rapport est inférieur à 0,25 % pour près de 66 % des usines en fonctionnement. Par branches d'activités il est plus élevé dans le textile et plus faible dans l'agro-alimentaire.

Le ratio valeur ajoutée / production comptable est sensiblement égal à 60 % pour l'ensemble des unités industrielles à vocation nationale. Toutefois, il est faible dans l'agro-alimentaire avec 25 % et élevé dans la mécanique avec 86 %. Pour cette dernière, il s'agit surtout de prestations de services. Par contre, le ratio approvisionnements globaux / chiffre d'affaire est variable selon les unités industrielles. Il est de 23 % pour la branche transformation du bois, 33 % pour le textile, 60 % pour l'agro-alimentaire, 72 % pour l'électricité et l'électronique et 96 % pour la mécanique.

Les deux derniers ratios expriment le niveau relativement faible de l'intégration interne et inter-régional des unités industrielles à vocation nationale. Il y a également une forte dépendance des approvisionnements de l'étranger. Plus de 50 % des unités industrielles à vocation nationale ont enregistré des résultats positifs en 1986. Parmi les unités qui ont réalisé un déficit, il y a lieu de signaler le complexe ENEL d'Azazga et l'Unité ENMGP de Mechtras qui ont connu un grand retard de réalisation.

4 - LA LOCALISATION :

La localisation des unités industrielles à vocation nationale se caractérise dans la Wilaya de Tizi-Ouzou par une forte concentration au niveau de quelques daïrates. En effet, Deux (02) d'entre elles sur Dix (10) accueillent Douze (12) unités (Drâa-Ben-Khedda et Larba-Nath-Irathen), soit 67 % du total. Quatre (04) daïrates (Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen, Azazga et Ouaguenoun) accueillent 89 % du total. On constate par ailleurs que Quatre (04) daïrates (Aïn-El-Hammam, Ouacifs, Tigzirt et A zzeffoun) n'enregistrent aucune localisation d'unités industrielles à vocation nationale. Toutefois la daïra d'Aïn-El-Hammam bénéficie d'un projet en cours de réalisation dans la branche textile (unité de confection ECOTEX).

Les unités industrielles à vocation nationale sont pour la plupart concentrées au niveau de Trois (03) communes (Tizi-Ouzou, Tizi-Rached et Drâa-Ben-Khedda) avec Dix (10) Unités soit 55 % du total. La Commune de Tizi-Rached, puisqu'elle comprend une partie de la zone industrielle de Oued-Aïssi accueille Quatre (04) Unités, soit 22 % du total. En réalité, la localisation des unités industrielles à vocation nationale s'est faite sur l'axe central de la Wilaya longeant la RN.12. On constate en effet que la commune de Tadmaït compte une unité de l'ERIAD, la commune de Drâa-Ben-Khedda Deux (02) unités, COTITEX et ORLAC, la commune de Tizi-Ouzou avec Quatre (04) unités, la commune de Tizi-Rached comprend également Quatre (04) unités, une unité à Chaïb dans la commune de Mekla, une à Freha et une autre à Azazga, soient Quatorze (14) unités représentant 78% du total. La localisation de l'emploi industriel par commune et par daïra est lié à l'existence de Trois (03) complexes : COTITEX, ENIEM et ENEL employant à eux seuls 8079 travailleurs, soit 69 % du total. C'est ainsi que la commune de Drâa-Ben-Khedda assure 4922 emplois soit 41 % du total. Si on prend Trois (03) communes Drâa-Ben-Khedda, Tizi-Rached et Azazga, elles assurent 9828 emplois industriels, soit 83,7 % du total. Quatre (04) communes Drâa-Ben-Khedda, Tizi-Ouzou, Tizi-Rached et Azazga assurent 10763 emplois industriels, soit 91,7 % du total. Il y a alors une concentration de l'emploi industriel au niveau de 6 % seulement des communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Si l'on prend la configuration par daïra, on remarque le même phénomène de concentration. La daïra, on remarque le même phénomène de concentration. La daïra de Drâa-Ben-Khedda assure à elle seule 6010 emplois, soit 51,2 % du total. Trois (03) daïrates : Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen et Azazga qui emploient 11139 travailleurs, soit 94,9 % du total.

L'origine géographique de la main-d'oeuvre dans les unités industrielles à vocation nationale est également concentrée au niveau de Trois (03) daïrate : Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen et Azazga qui fournissent 6978 travailleurs, soit 59,5 % du total. Par ailleurs, la commune de Tizi-Ouzou fournit 1781 travailleurs, soit 15,2 % du total. Les zones de montagne et les zones maritimes fournissent un nombre de travailleurs à l'industrie relativement faible par rapport aux ressources humaines existantes. Ceci se justifie notamment par la localisation des unités industrielles entre Tadmaït et Azazga.

Nous constatons également une certaine dispersion de la main-d'oeuvre à travers toutes les communes de la Wilaya. Par conséquent, des complexes comme celui de COTITEX de Drâa-Ben-Khedda ou celui de l'ENIEM à Oued-Aïssi doivent supporter un coût élevé concernant le transport du personnel dès lors que la main-d'oeuvre est originaire d'un grand nombre de communes. L'emploi est surtout concentré au niveau de Trois (03) daïrates : Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen et Azazga, soit 94,9 % du total des unités industrielles à vocation nationale. La branche textile est dominante dans la daïra de Drâa-Ben-Khedda puisqu'elle représente 96,8 % du total des emplois. Les emplois de la branche électricité et électronique sont répartis entre les daïrates de Larba-Nath-Irathen (complexe ENIEM) et Azazga (complexe ENEL) pour 94 % du total. La branche agro-alimentaire est également concentrée au niveau de Drâa-Ben-Khedda avec 97,8 % du total ; d'autres branches qui ne sont représentées que par une seule unité ne peuvent prétendre toutefois à une certaine action sur le plan de l'emploi. Par contre, les branches "mécanique" et "carrières et mines" sont surtout caractérisées par les prestations de services qu'elles assurent au niveau de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Selon la localisation des plus importantes unités industrielles à vocation nationale (COTITEX et CAM - ENIEM) on retrouve une concentration des agrégats économiques (CA, masse salariale, VA, production comptable) au niveau de Deux (02) daïrates : Drâa-Ben-Khedda et Larba-Nath-Irathen. Il faut cependant remarquer que le complexe ENEL d'Azazga est déficitaire, eu égard au grand retard de réalisation qu'il a accusé.

- 55 -

- LE SECTEUR DE L'ENERGIE -

- L' E N E R G I E -

Quatre (04) principaux points sont à étudier dans l'axe énergie : l'électrification rurale, le réseau électrique géré par SONEGAS, la distribution du gaz butane ainsi que le carburant et la production énergétique (centrales hydro-électrique et centres enfûteurs de gaz butane et propane).

I - L'ELECTRIFICATION RURALE :

L'électrification rurale est l'une des préoccupations actuelles des autorités politiques. C'est en 1979 qu'un vaste programme fût lancé au niveau national et dont la Wilaya de Tizi-Ouzou en est un grand bénéficiaire.

Tableau récapitulatif du programme d'électrification rurale de la Wilaya de Tizi-Ouzou -

ANNEES	Nombre de centres	M.T. en Km.	B.B.T. en Km.	MT+BT en Km.	Branchement
1979	21	32,730	76,632	109,362	4614
1980	11	27,432	60,140	87,577	4199
1981	44	31,662	105,674	137,366	4504
1982	31	30,096	81,353	111,449	3679
1983	14	13,494	59,674	73,168	1657
1984	61	67,903	188,108	256,011	7712
1985	48	55,537	173,445	228,982	7222
1986	38	69,300	159,100	228,400	7204
TOTAL A LA FIN 1986	268	328,159	904,126	1232,285	40790
1987	77	51,890	139,576	191,466	6364
TOTAL A LA FIN 1987	345	380,040	1043702	1423,751	47154

Ainsi, à la fin de 1987, la Wilaya de Tizi-Ouzou a pu réaliser 345 centres couvrant un réseau de 380,049 kms en moyenne tension et 1043,702 kms en basse tension, ce qui correspond à 47,154 branchements. Le nombre de villages alimentés en électricité est de 357 (zones urbaines non comprises). La réalisation du programme d'électrification rurale étant assurée par l'Entreprise Nationale KAHRIFF et l'Entreprise de Wilaya EWER. Elles ont pu réaliser 228,400 kms (BT + MT) en 1986 et 191,466kms en 1987.

Toutefois, un grand nombre de villages ne sont pas encore électrifiés. Les Communes qui connaissent un grand déficit sont notamment TIZI-GHENIFF, AZZEFOUN, BANTKAS, IFLISSEN, FRIKAT..

2-- LE RESEAU ELECTRIQUE :

Le réseau électrique est géré directement par l'Entreprise SONELGAZ qui dispose actuellement de Cinq (05) agences(1) : Tizi-Ouzou, Drâa-El-Mizan, Azazga, Larba-Nath-Irathen et Aïn-El-Hammam pour un effectif total de 258 agents dont 125 pour le siège à Tizi-Ouzou.

Le nombre d'abonnés concernant les ménages est de 108583 pour l'ensemble de la Wilaya de Tizi-Ouzou. Les administrations abonnées au réseau électrique sont de l'ordre de 3180. Les unités industrielles sont au nombre de 388.

Répartition par agences de SONELGAZ du nombre d'abonnés sur le réseau électrique :

AGENCES	Abonnés ménages		Abonnés Adm.		Abonnés Indus.	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Tizi-Ouzou	32300	29,75	1214	38,18	210	54,12
Drâa-El-Mizan	22708	20,91	589	18,52	37	9,54
Azazga	27089	24,95	784	24,65	94	24,23
Larba-Nath-Irathen	9725	8,96	283	8,90	47	12,11
Aïn-El-Hammam	16761	15,43	310	9,75		
Total :	108583	100	3180	100	388	100

(1) Le nombre de ces agences correspond aux anciennes daïrates de la Wilaya de Tizi-Ouzou, sauf celles qui dépendent actuellement de la Wilaya de Boumerdes.

Tableau récapitulatif du réseau P.V.S. (stations services non comprises) :

DAIRA	Nombre P.V.S.	% du total
1 - Drâa-Ben-Khedda	50	18,6 %
2 - Aïn-El-Hammam	26	09,67 %
3 - Drâa-El-Mizan	26	09,67 %
4 - Azazga	41	15,2 %
5 - Larba-Nath-Irathan	19	07,06 %
6 - Tigzirt	18	06,7 %
7 - Ouacifs	20	07,4 %
8 - Azzefoun	09	03,4 %
9 - Boghni	31	11,5 %
10- Ouaguenoun	29	10,8 %
Total :	269	100 %

On constate que Quatre (04) Daïrates (Drâa-Ben-Khedda, Azazga, Boghni, et Ouaguenoun) représentent 46,1 % du total des P.V.S. La Daïra d'Azzefoun ne compte que 3,4 % des P.V.S.

B) Distribution du carburant :

L'Entreprise NAFTAL dispose d'un dépôt de carburant d'une capacité totale de 375cm³ se composant de :

- Deux (02) cuves de carburant de 140m³ et 573m³,
- Deux (02) cuves de gazoil de 198m³ pour les deux,

Il faut ajouter à cela un réseau de 40 stations services, tous modes de gestion confondus d'une capacité totale de 2092,30m³. De même il existe un dépôt de stockage de pneumatiques et lubrifiants d'une superficie de 89000 m².

Un programme tiers 80/84 de Douze (12) stations-services partiellement financé par le Ministère des Anciens Moudjahiddines (01 milliard de centimes) est en cours de réalisation. Un autre programme tiers 85/89 portant sur Huit (08) stations services est en voie d'individualisation. Ces Deux (02) programmes vont permettre une nette amélioration de la distribution du carburant à travers l'ensemble du territoire de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Le tableau ci-après permet de constater qu'il existe 50 % de stations-services privées avec cependant une faible capacité de stockage par rapport aux 35 % de stations-services NAFTAL. La Daïra de Drâa-Ben-Khedda compte 27,5 % du total avec 34,3 % des capacités de stockage.

Tableau récapitulatif des capacités de stockage de carburant des stations-services :

Communes	Nombre de stations	Stations NAFTAL	Stations en gérance	Stations privées gérance	Capacité en m ³
Tizi-Ouzou	08	02	05	01	448,8
Drâa-Ben-Khedda	02	01	-	01	159
Béni-Douala	01	01	-	-	110
Drâa-El-Mizan	02	02	-	-	146
Tizi-Cheniff	01	01	-	-	100
Boghni	02	01	-	01	125
Mechtrass	01	-	-	01	06
Ouadhias	03	-	-	03	49
Tassaft	01	-	-	01	11
Aïn-El-Hammam	03	01	-	02	150
Iferhounène	01	-	-	01	26
Larbâa-Nath-Irathen	03	01	-	02	84
Tizi-Rached	02	-	-	02	190
Mekla	01	-	-	01	15
Azazga	04	01	01	02	95
Yakouren	01	01	-	-	130
Bouzeguen	01	-	-	01	27
Azzefoun	01	01	-	-	100
Tigzirt	01	01	-	-	110
TOTAL :	40	14	06	20	2092,30

4 - LA PRODUCTION ENERGETIQUE :

La production énergétique dans la Wilaya de Tizi-Ouzou porte essentiellement sur la production d'électricité et le conditionnement de gaz-butane dans les bouteilles de 13kgs. ainsi que le gaz propane.

A) La production d'électricité :

Il existe Trois (03) centrales hydroélectriques dans la Wilaya de Tizi-Ouzou localisées dans les Communes suivantes :

- Ighil Nechbel - Commune de Boghni, à Béni-Kouffi,
- Tizi-Médène - Commune de Bounouh,
- Souk-El-Djemâa- Commune de Béni-Yeni,

Ces Trois (03) centrales hydroélectriques produisent environ 10 % de la consommation locale. Le reste, soit 90 % est transféré par le réseau national.

B) La production de bouteilles de gaz butane et propane :

La production de bouteilles de gaz butane 13kgs se fait dans Deux (02) centres enfûteurs situés à Oued-Aïssi et Fréha.

Le centre de Oued-Aïssi qui a démarré en 1975 comprend Trois (03) sphères de 1000m³ chacune pour le stockage de gaz butane, Deux (02) réservoirs de 150m³ chacun pour le stockage de propane et Deux (02) chaînes d'emplissage d'une capacité de 1200 bouteilles 13 kgs./heure chacune. Le fonctionnement se fait en Deux (02) équipes de travail. Le gaz butane et propane provient de la Raffinerie d'Alger et il est acheminé vers Tizi-Ouzou dans des camions citernes. Le centre enfûteur de Oued-Aïssi emploie 262 travailleurs. Le mini-centre enfûteur de Fréha a démarré en 1986. Sa capacité de production est de 4000 bouteilles 13kgs./jour. Sa création fût décidée à la suite des goulôts d'étranglement constatés dans la distribution de gaz butane. Sur l'ensemble des Communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou. Il emploie actuellement 71 travailleurs en une équipe.

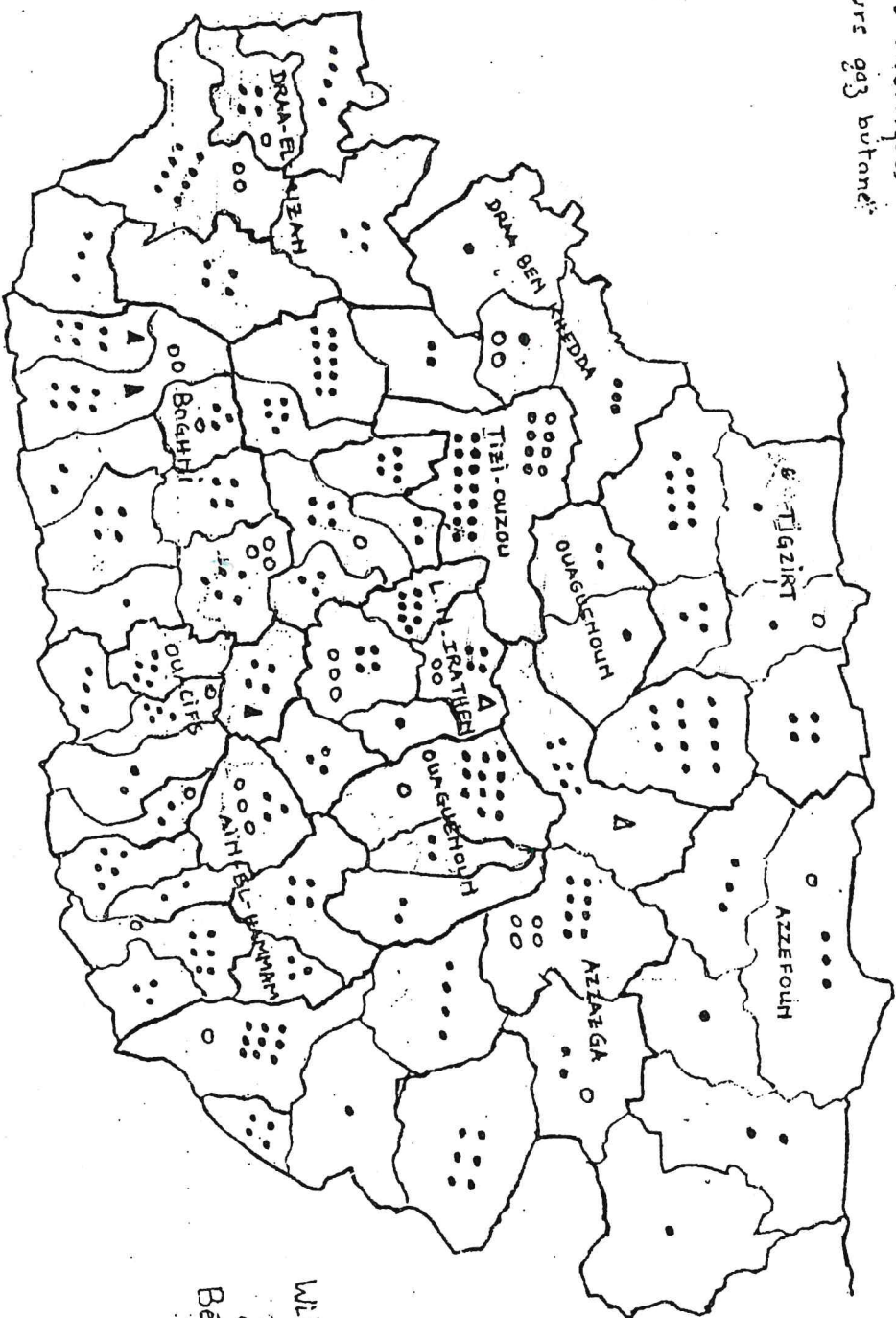
La production de bouteilles de gaz butane par les Deux (02) centres enfûteurs a été de 5.093.020 bouteilles/13kgs. en 1987 et de 32.624 de propane.

ENERGIE

Mer Méditerranée



- p.v.s
- o Stations
- ▲ centrales hydro-électriques
- Δ casles ergoteurs gaz butane



Wilaya
de
Boumerdes

Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Bejaia

-- 64 --

- LE SECTEUR PRIVE DE LA PETITE ET MOYENNE -

INDUSTRIE

I - LES CARACTERISTIQUES SECTORIELLES DU SECTEUR INDUSTRIEL PRIVE :

A) La répartition sectorielle des entreprises :

Nous avons choisit d'analyser la répartition sectorielle de l'industrie privée en utilisant l'effectif des entreprises dans chaque secteur et l'emploi dans chacun des secteurs.

On connaît les limites inhérentes à ces indicateurs en particulier celles liées à la non prise en compte d'autres éléments de la combinaison productive.

Mais en l'absence de données fiables et exhaustives relatives à d'autres indicateurs (valeur ajoutée, chiffre d'affaires) nous avons retenu ces Deux (02) critères qui nous semblent permettre une approche correcte des structures industrielles.

L'analyse des tableaux n° 1 et n° 2 permet de tirer les enseignements suivants :

1 - Trois (03) groupes de branches dominant nettement le secteur industriel privé dans la Wilaya de Tizi-Ouzou : les matériaux de construction, les industries agro-alimentaire et enfin les textiles, la confection et la transformation du cuir. Les matériaux de construction regroupent 37,1 % des entreprises et occupent 32,4 % de l'emploi industriel total. Les industries agro-alimentaire regroupent 20,4 % des entreprises et 27,4 % de l'emploi industriel. Enfin le textile, la confection et le cuir regroupent 26,1 % des entreprises et 24 % de l'emploi.

2 - A côté de ces secteurs dominants, les I S M M E apparaissent comme un secteur médian avec 6,7 % des Entreprises et 7,6 % de l'emploi industriel.

3 - Enfin le dernier secteur est constitué de branches faiblement représentées : il s'agit du secteur de la chimie du plastique et de la transformation du verre (avec 1 % de l'emploi et 1,4 % des Entreprises) et de la transformation industrielle du bois (aves 3,3 % de l'emploi et 2,2 % des Entreprises).

Ces caractéristiques globales de la répartition sectorielle de l'industrie privée peut s'expliquer par Deux (02) séries de facteurs :

- Des facteurs d'offre :

L'entrée dans les branches des matériaux de construction et des textiles confection a été facilitée par la divisibilité des équipements, leur coût unitaire relativement faible et leur disponibilité plus grande assurée par leur production nationale (pour les agglomérés en béton). Il existe, en outre, pour ces Deux (02) secteurs un marché de l'occasion actif.

Pour les industries agro-alimentaires et pour une partie des matériaux de construction (carrelages) le facteur décisif de leur développement nous semble être la politique de substitution d'importation qui a permis l'importation d'équipements et a facilité la reconversion dans l'industrie des capitaux accumulés dans la sphère commerciale en particulier le commerce de gros.

Le secteur des I S M M E est composé de Trois (03) entreprises de quincaillerie (de 15 à 25 emplois, toutes Trois (03) localisées dans la Commune de Tizi-Ouzou) et d'une Entreprise de Construction Mécanique (à Tizi-Rached).

Le reste du secteur est composé d'entreprises d'usinage mécanique réalisant des prestations de service et d'entreprise de transformation métallique.

Le faible développement relatif de ce secteur est à relier aux facteurs suivants :

- de plus grandes exigences en matière de qualification et de financement des équipements,
- le caractère récent du développement du secteur,
- le caractère émergent de la demande,

Le secteur des plastiques, de la chimie et de la transformation du verre : il s'agit là d'entreprises récentes instituées, soit dans le cadre de la loi de 1982, soit dans le cadre du registre de commerce avec importation sans paiement des équipements.

Dans le premier cas, il s'agit d'une entreprise d'optique industrielle et de Deux (02) entreprises fabriquant de la mousse, dans le second cas nous trouvons de petites entreprises de détergents et de conditionnement d'insecticides et de raticides et de sacherie plastique.

- Des facteurs de demande :

Le secteur privé industriel est principalement orienté vers les biens de consommation finale et les produits liés au bâtiment.

Le secteur des matériaux de construction a bénéficié du fort développement du secteur de la construction depuis le milieu des Années 1970. Jusqu'au début des Années 1980 la demande en produits liés à la construction était de loin supérieure à l'offre et l'approvisionnement se faisait en partie à partir de la Wilaya d'Alger.

En outre, la pénurie de produits rouges a entraîné un processus de substitution par les agglomérés en béton. L'ensemble de ces facteurs ont créés les conditions favorables au développement du secteur des matériaux de construction.

Le même ensemble de facteurs a joué pour les industries agro-alimentaire : jusqu'à la fin des Années 1970 la Wilaya de Tizi-Ouzou (dans les limites actuelles) comptait Deux (02) limonaderies, Deux (02) biscuiteries et une entreprise de torréfaction. Cela entraînait une situation de pénurie relative en particulier pour les produits de la limonaderie et de la confiserie.

Pour le secteur textile-cuir-confection, il ne semble pas que les facteurs liés à la demande locale aient joué un rôle important dans la mesure où la commercialisation se fait en grande partie vers les autres Wilayates.

Le développement de ce secteur semble s'expliquer beaucoup plus par les avantages qu'offre la Wilaya dans ce secteur : proximité par rapport à Alger, disponibilité d'une main-d'oeuvre féminine qualifiée, existence d'une condition dans le domaine de la confection en particulier.

Pour les autres secteurs (chimies-plastique-papier-bois) l'existence d'une importante demande locale a joué un rôle dans l'orientation de l'investissement vers ces secteurs. Notons cependant l'existence d'entreprises à marché régional (fabrication de mousse) et national (optique industrielle).

B) La taille des entreprises :

Le premier enseignement que l'on peut tirer du tableau n° 3 est la nette prédominance des entreprises de petite dimension (de 1 à 09 employés) : plus de 80 % du total et 94 % des entreprises ont moins de 20 employés.

Cela peut s'expliquer par les facteurs suivants :

- Le jeune âge relatif des entreprises,
- La préférence donnée aux branches les plus faciles à maîtriser techniquement,
- Les difficultés de financement et donc les recours à l'autofinancement dans la majeure partie des cas,
- Les limites liées à l'accès aux équipements et surtout aux matières premières surtout lorsqu'il s'agit de matières premières importées.

On ne constate pas de liaison nette entre taille et secteur dans la mesure où tous les secteurs et même toutes les branches sont représentées dans ce groupe d'entreprises de petite taille.

Il faut cependant faire une remarque importante : nous avons pris comme critère pour mesurer la taille, l'emploi effectif à la date de l'enquête.

Ce critère présente Deux (02) limites :

- Les entreprises peuvent employer du personnel non déclaré et donc le nombre réel d'emplois est supérieur à celui déclaré.
- Et surtout les difficultés d'approvisionnement entraîne une sous-utilisation des équipements de l'ordre de 40 % selon l'enquête sur un échantillon de 100 entreprises. Cette sous-utilisation des équipements des capacités concerne tous les secteurs.

On peut noter en second lieu l'émergence d'entreprises de taille moyenne : Dix Huit (18) entreprises dont le niveau d'emploi se situe entre 20 et 49 employés.

Y seront représentés les secteurs des industries agro-alimentaire, des matériaux de construction, du textile et des I S M M E.

- Entreprises employant entre 20 et 49 employés :

	Branches	Nombre d'Entreprises
I A A	Torréfaction	01
	Limonaiderie	03
	Gaufréterie	01
	Confiserie	01
Matériaux de Construction	Carrelage	04
	Agglomérés en béton	02
Textile-cuir- confection	Articles chaussants	01
	Confection	01
I S M M E	Quincaillerie	02
	Bien d'équipement pour l'industrie céramique	01
	Matelasserie	01

On peut distinguer parmi ces entreprises Deux (02) groupes :

- Des entreprises relativement anciennes (ayant démarré avant 1980) qui ont atteint leur taille actuelle par des extensions successives,

- d'autres relativement nouvelle (depuis la loi de 1982) (Quatre (04) dans la fabrication des carrelages, Une (01) dans les biens d'équipements, Une (01) dans les articles chaussants) ont démarré leur activité à leur taille actuelle. Ceci dénoterait une nouvelle tendance dans l'investissement privé au niveau de la Wilaya : d'une part l'entrée dans des secteurs plus complexes et où les tailles minimales ne sont pas négligeables, d'autre part l'apparition d'investisseurs capables de mobiliser des capitaux importants et de développer une nouvelle stratégie d'entrée dans les branches en jouant sur les tailles relativement élevées.

Cette tendance semble se confirmer si l'on analyse les projets en cours de réalisation qui tous dépassent Vingt (20) emplois : carrelage, briquetterie, transformation de plastique et électroménager, transformation du cuir, chocolaterie.

En troisième lieu, nous pouvons observer que Quatre (04) Entreprises dépassent 50 emplois et Trois (03) d'entre elles se rapprochent de 150 emplois. Il s'agit de Deux (02) unités de confection et de Deux (02) biscuiteries ; ce sont des Entreprises de création relativement ancienne (au cours des années 1970) et qui ont opéré des extensions successives.

Le développement des biscuiteries est le fait d'anciens grossistes déjà présents dans la branche avec une production à Alger et qui ont étendu leur activité à la Wilaya de Tizi-Ouzou à partir du milieu des Années 1970, tirant profit de la politique de substitution d'importation appliquée dans le secteur.

En ce qui concerne les Deux (02) Entreprises de confection (situées toutes Deux (02) dans la Commune de Mekla), elles ont commencé à des niveaux de taille modeste et se sont développées rapidement tirant profit de l'existence d'une main-d'oeuvre féminine qualifiée et travaillant pour l'ensemble du marché national et même pour l'exportation pour la plus grande d'entre elles.

II - LA LOCALISATION DE L'INDUSTRIE PRIVEE DANS LA WILAYA :

1 - Présentation générale :

Nous pouvons tirer du tableau n° 4 les enseignements suivants :

a) En termes globaux, la Commune de Tizi-Ouzou domine avec plus du quart des effectifs employés. Cette concentration au niveau de la Commune concerne en outre le secteur des matériaux de construction, les ISMME, le secteur de la chimie-plastique-verre, le papier-imprimerie. Cela tient principalement à Deux (02) facteurs :

- La plus grande ancienneté de l'industrie privée dans la Commune de Tizi-Ouzou,

- L'existence de Deux (02) zones industrielles aménagées et la disponibilité des voies de communication,

b) En second lieu, on peut noter l'émergence de spécialisations très nettes dans Deux (02) branches :

- Les IAA concentrées à 48,5 % dans la Daïra de Boghni et plus spécialement dans la Commune de Boghni,

- Le secteur textile-cuir-confection concentré dans la Daïra de Ouaguenoun et plus spécialement dans les Communes de Mekla et d'Aït-Khelili,

Pour les IAA, Trois (03) éléments nous semblent expliquer cette spécialisation - domination de Boghni (75,5 % de l'emploi de cette Daïra est représenté par l'emploi dans l'agro-alimentaire) :

- Le premier élément est lié à la présence ancienne des investisseurs dans les circuits commerciaux (commerce de gros) qui facilite la maîtrise de la demande et des circuits administratifs, ce qui a permis l'accumulation des capitaux initiaux nécessaires,

- Le second élément est lié à l'existence d'un effet d'imitation qui peut permettre une identification plus rapide et plus sûre de la demande des procédures d'équipements et des circuits d'approvisionnement,

- Le troisième élément est lié à des effets de synergie fondés sur des relations de proximité géographique ou familiale,

Quant au secteur textile - cuir - confection, il domine dans la Daïra de Ouaguenoun et à un degré moindre dans la Commune de Tizi-Ouzou ; le cas de la Commune de Mekla est instructif, la confection y offrant 85 % des emplois. Cette spécialisation peut s'expliquer par les facteurs suivants :

- La présence de techniciens formés au cours de l'émigration ou dans le secteur,

- L'existence d'un personnel qualifié féminin formé au centre de formation professionnelle,

- Le jeu, lui aussi de l'effet d'imitation,

c) En troisième lieu, on peut constater que le secteur des matériaux de construction est présent dans toutes les Daïrates, même si on peut déceler une domination relative de la Commune de Tizi-Ouzou et à un degré moindre de la Commune de Tizi-Rached (Daïra de Larba-Nath-Irathen) et de Ouaguenoun.

Quant aux autres secteurs, ils sont inégalement répartis :

- ISMME : domination de Tizi-Ouzou, Drâa-Ben-Khedda et Azzazga,

- Chimie-plastique-verre : domination de Tizi-Ouzou (54,5 %),

- Papier : domination de Tizi-Ouzou (67,5 %),

- Bois : domination de Tizi-Ouzou et Larba-Nath-Irathen (42,7 % et 44,4 %).

2 - Classification des Communes :

Nous avons réparti les Communes en Cinq (05) catégories (cf. tableau n° 5) :

- La première qui regroupe les Communes où n'existe aucune activité industrielle privée : elle comporte Dix (10) Communes essentiellement sur la façade maritime et les zones de montagne,

- La seconde regroupe les Communes où existe une activité dans une seule branche, généralement les matériaux de construction, cette catégorie compte Quinze (15) Communes,

- La troisième catégorie regroupe les Communes où le secteur privé est présent dans Deux (02) branches (matériaux de construction et confection d'une manière générale), elle compte Dix neuf (19) Communes,

- La quatrième catégorie représente des Communes où s'est amorcé un processus de diversification industrielle et où le privé est présent dans Trois (03) ou Quatre (04) branches, elle compte Seize (16) Communes,

- La dernière catégorie regroupe les Communes où l'activité industrielle est bien amorcée et diversifiée. Ce sont Sept (07) Communes situées principalement sur les vallées du Sébaou,

III - L'AGE DES ENTREPRISES :

L'analyse de la répartition des Entreprises par classe d'âge est intéressante à double titre :

- D'une part, elle peut renseigner sur la solidité des Entreprises et l'expérience qu'elles ont pû,
- D'autre part, elle peut donner des indications sur la dynamique de l'investissement privé à travers le temps,

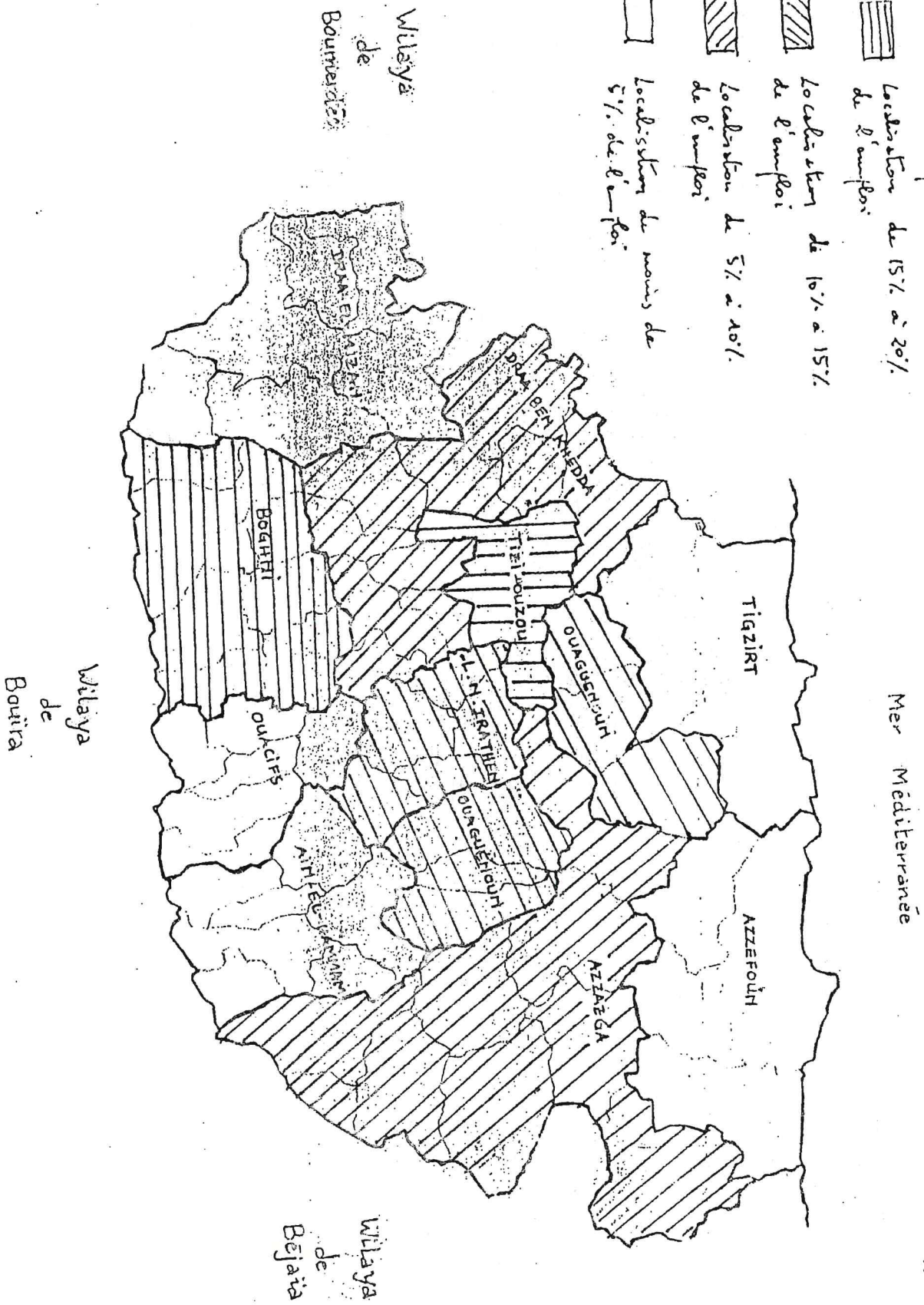
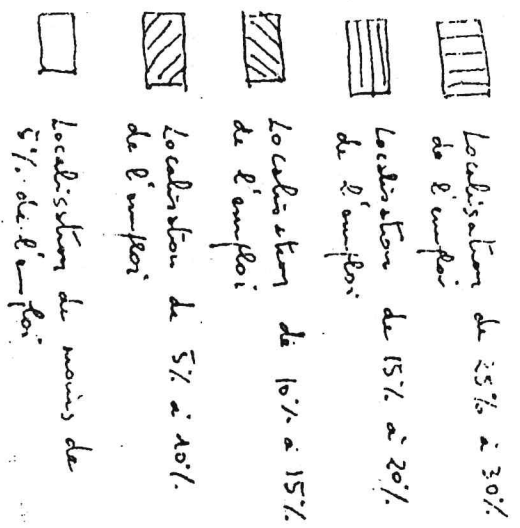
Le premier enseignement que l'on peut tirer du tableau n° 5 est l'extrême jeunesse du secteur industriel privé dans la Wilaya : 78,9 % des entreprises ont moins de Cinq (05) ans. On peut en conclure que la loi de 1982 sur l'investissement privé national et d'une manière générale la politique envers le secteur privé a joué un rôle, incontestablement vis-à-vis de l'investissement privé dans la Wilaya.

En second lieu, si on analyse le nombre d'entreprises ayant entre Cinq (05) et Dix (10) ans d'âge (13,03 %) on peut en conclure que la dynamique de l'investissement privé s'est amorcé avant 1982, c'est-à-dire autour des Années 1976-1977.

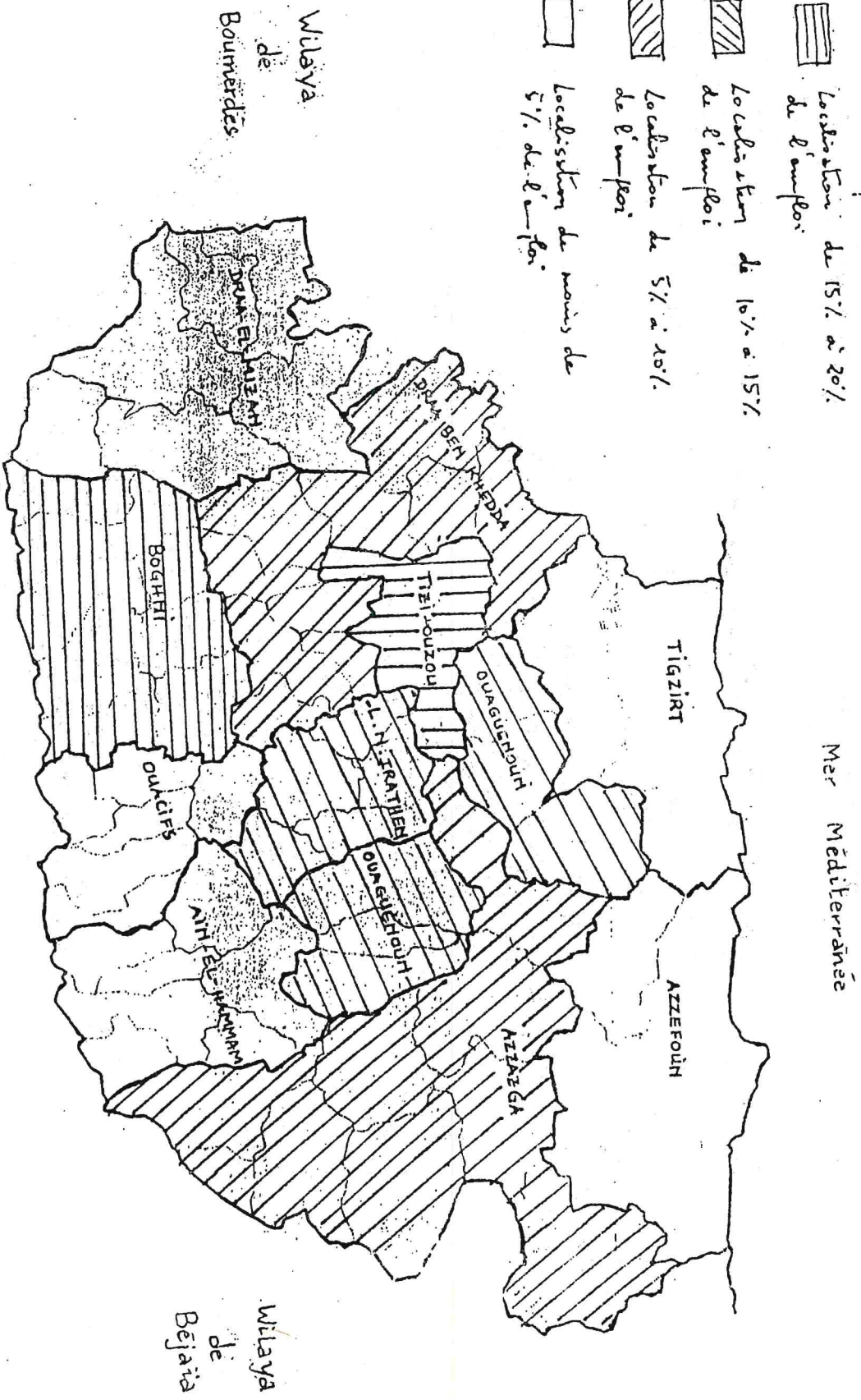
Enfin, on peut affirmer que depuis 1982 la répartition spatiale de l'investissement s'est légèrement modifiée ; si l'on considère les entreprises de plus de Dix (10) ans on constate une nette domination de la zone de Tizi-Ouzou - Drâa-Ben-Khedda (plus de 50 % des entreprises de plus de Dix (10) ans) et de Boghni et Larba-Nath-Irathen.

Ce sont ces zones qui d'ailleurs dominant le secteur privé actuel.

Quant aux autres Daïrates on peut dire que les nouvelles conditions y ont été mises à profit pour une extension des activités industrielles privées. Ceci est particulièrement net pour les Daïras de Ouaguenoun et d'Azazga.



-  Localisation de 25% à 30% de l'emploi
-  Localisation de 15% à 20% de l'emploi
-  Localisation de 10% à 15% de l'emploi
-  Localisation de 5% à 10% de l'emploi
-  Localisation de moins de 5% de l'emploi



Wilaya
de
Boumerdes

Wilaya
de
Bouira

Wilaya
de
Béjaïa

IV - LA DYNAMIQUE DE L'INVESTISSEMENT PRIVE INDUSTRIEL :

L'analyse des tableaux n° 5 et 6 nous permet de tirer Deux (02) séries d'enseignements :

- La procédure d'agrément a joué un rôle dominant mais non exclusif dans la création d'Entreprises : 53 % des Entreprises ont utilisé la procédure d'agrément contre 47 % qui n'ont utilisé que la procédure d'inscription au registre de commerce domine dans les Daïras où l'investissement est relativement bien implanté et surtout où dominent les petites entreprises du secteur de la confection et de la petite chimie et des ISMME : par exemple la Daïra des Ouacifs et celle de Larba-Nath-Irathen. Ceci est lié à plusieurs facteurs : existence d'un équipement de seconde main, équipement importé dans le cadre du retour des émigrés etc...

- Si l'on passe à l'analyse des agréments (Tableau n° 7) nous pouvons tirer les enseignements suivants :

. Le taux de réalisation des projets est de 49,3 % pour l'ensemble de la Wilaya. Si l'on inclue les projets en cours de réalisation on aboutit à un taux de réussite de 57,6 %. Le taux de réalisation varie autour de 50 % avec Deux (02) extrêmes : 28,3 % pour la Daïra de Drâa-Ben-Khedda et de 66,6 % pour la Daïra de Larba-Nath-Irathen,

. Les raisons expliquant ce taux de réussite moyen tiennent à Deux (02) types de facteurs :

. Le premier est lié à l'accès aux équipements. L'agrément en particulier au niveau régional ne signifie pas accès aux équipements,

. Le second tient aux problèmes de réalisation de génie civil et aussi d'accès aux terrains. Seules Trois (03) zones d'activité sont opérationnelles (Deux (02) à Tizi-Ouzou et Une (01) à Drâa-El-Mizan) sans qu'il y ait de lien entre agrément et attribution de lot en zone d'activité : certaines entreprises ont bénéficié de lots sans avoir formulé d'agrément pour un projet,

. Si l'on prend en considération les agréments de la Commission Nationale au 31 Décembre 1987 nous avons les résultats suivants :

- Nombre de projets agréés :	18
- Nombre de projets réalisés :	04
- Nombre de projets en cours :	04
- Nombre de projets non lancés :	09
- Projets réalisés à l'arrêt :	01

Cela nous donne un taux de réussite de 44,4 % que pour l'ensemble des agréments.

. Enfin le tableau n° 8 nous donne l'état des cessations d'activités jusqu'au 31 Décembre 1987,

Les matériaux de construction dominent les autres branches. Ceci est dû à la domination de la branche sur l'ensemble de l'activité mais aussi à des problèmes spécifiques à ce secteur : ralentissement du secteur du bâtiment et des travaux publics à partir de 1985 et pénurie régulière de ciment.

En outre, on constate que les cessations d'entreprises ayant fait l'objet d'un agrément dominant dans le total des cessations (72,9 %).

Nous devons cependant remarquer que les données recueillies au niveau des Communes ne sont pas exhaustives et nous n'avons pas d'autres moyens de contrôler dans la mesure où la cessation d'activités ne donne pas obligatoirement lieu à la remise du registre de commerce.

TABLÉAU N° 1 : RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR ET PAR DARRA

Secteur Coutumes Detras	MATÉRIEL DE CONSTRUCTION	INDUSTRIES AGRO-ALIMENT.	TEXTILE-CUIR CONFECTION	ISMES	CHIMIE-PLAST.- VERRE	PAPIER	BOIS	TOTAL
One.ée FITZI-OUZOU	24	20	22	13	8	4	4	95
Detra de DRAA-BEL-KHEDDA	14	07	21	06	6	-	-	54
AIN-EL-HAMEAN	12	05	02	01	1	1	1	23
OUACTIFS	05	03	10	01	1	-	-	20
AZAZGA	27	09	08	03	1	-	-	48
AZZEROUT	04	-	-	-	-	-	-	04
DRAA-EL-MIZAN	09	05	10	-	-	1	-	25
BOGHMT	19	19	05	01	1	-	-	45
IARBA-IVATE-IRATHEN	14	06	17	01	03	-	4	45
TIJZIRT	08	02	02	-	02	-	-	14
TOTAL	151	82	105	27	23	06	09	403
%	37,1 %	20,4 %	26,1 %	06,7 %	05,7 %	01,4 %	02,2 %	100 %

TABIEAU n° 2 : REPARTITION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE PRIVEE PAR DAIRA ET SECTEUR

Secteur Communes Dairas	MATERIAUX DE CONSTRUCTION	INDUSTRIES AGRO - ALIM.	TEXTILE-CUIR- CONECTION	ISMES	CHIMIE-PLAST. - VERRE	PAPIER	BOIS	TOTAL
Che.de TIZI-OUZOU	317	206	165	125	72	25	50	960
Daira de DRAA-BEN-KHEDDA	69	38	117	49	20	-	-	293
AIN-EL-HAJJAM	70	31	13	04	04	05	15	142
OUACTFS	45	14	44	09	05	-	-	117
AZAZGA	115	67	46	56	06	-	-	286
AZZEFOUN	19	04	-	-	-	-	-	25
OUAGUEMOUN	128	30	274	05	-	-	-	437
DRAA-EL-MIZAN	57	35	41	-	-	07	-	140
BOGHNI	118	460	20	03	08	-	-	609
LARBAA-NUTH-IRATHEN	140	52	99	14	11	-	52	367
TIGZIRT	44	10	10	-	06	-	-	70
TOTAL :	1118	947	829	265	132	37	117	3445
%	32,4 %	27,4 %	24 %	7,6 %	3,8 %	1 %	3,3 %	100 %

Tableau n° 3 : Répartition des Entreprises par taille :

Taille en nombre d'employés	Nombre d'Entreprises	%
1 à 09	324	80,7 %
10 à 19	55	13,7 %
20 à 49	18	4,5 %
50 à 99	01	0,2 %
100 et plus	03	0,7 %

TABLEAU No 4 : REPARTITION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE PAR DAIRA ET PAR SECTEUR

Secteur Communes Dairas	MATERIAUX DE CONST.°	INDUSTRIES AGRO-ALIM.	TEXTILE-CUIR- CONFECTION	ISMME	CHIMIE-PLAST. VERRE	PAPIER	BOIS	TOTAL
Cne.de TIZI-OUZOU	28,3 %	21,7 %	19,9 %	47,1 %	54,5 %	67,5 %	42,7 %	27,8 %
Daira de DRAA-BEN-KHEDDA	6,1 %	04 %	14,1 %	18,1 %	15,1 %	-	-	8,5 %
AIR-EL-HALEM	6,2 %	3,2 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	3 %	13,5 %	4,1 %
OUACIFS	4 %	1,4 %	5,3 %	3,3 %	3,7 %	-	-	3,3 %
AZAZGA	9,9 %	7,1 %	5,5 %	21,1 %	4,5 %	-	-	8,3 %
AZZEROUN	1,6 %	0,4 %	-	-	-	-	-	0,7 %
OUAGUENOUN	11,4 %	3,1 %	33 %	1,8 %	-	-	-	12,6 %
DRAA-EL-UTZAN	5 %	3,6 %	4,4 %	-	-	18,9 %	-	4 %
BOGHNI	10,5 %	48,5 %	2,4 %	1,1 %	6 %	-	-	17,6 %
LARBAA-NATH-IRATHEN	12,5 %	5,4 %	11,9 %	5,2 %	8,3 %	-	14,4 %	10,6 %
TIGZIRT	3,9 %	1 %	1,2 %	1,2 %	-	4,5 %	-	2 %

TABIEAU N° 5 : REPARTITION DES ENTREPRISES PAR CLASSE D'AGE

Classe d'âge Communes-Daïras	MOINS DE 05ans		de 05 à 10ans		PLUS DE 10ans	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commune de TIZI-OUZOU	66	72,5	14	15,3	11	12,8
Daïra de DRAA-BEN-KHEDDA	36	66	14	22,6	06	11,3
AIR-EL-HAMAM 66	16	65,2	12	13,04	02	08,6
OUACTES	15	75	03	25	-	-
AZAZGA	44	91,6	05	08,5	-	-
AZZEFOUN	03	75	04	25	-	-
OUAGHENOUN	26	86,6	01	10	01	03,4
DRAA-EL-MIZAN	23	92	03	08	-	-
BOGHI	37	80,4	02	10,8	04	08,6
LARPA-NAÏH-IRATHEN	35	75	01	06,8	08	18,5
TIGZIRT	14	100	-	-	-	-
ENSEMBLE DE LA VILAYA :	315	78,9 %	52	13,03 %	32	08,2

Tableau n° 6 : Répartition des Entreprises selon la procédure de création (agrément et registre de commerce, ou registre de commerce seul) :

COMMUNES	Entreprise ayant utilisé la procédure d'agrément		Entreprise n'ayant pas utilisé la procédure d'agrément	
	Nombre	%	Nombre	%
Tizi-Ouzou	47	51,08	45	48,91
Daïra de Drâa-Ben-Khedda	17	32,07	36	67,9
Aïn-El-Hammam	12	52,1	11	47,8
Ouacifs	09	45	11	55
Azazga	34	70,8	14	29,1
Azzefoun	04	100	-	-
Ouaguenoun	16	53,3	14	46,6
Drâa-El-Mizan	10	40	15	60
Boghni	32	69,5	14	30,4
Larba-Nath-Irathen	22	48,8	23	51,1
Tigzirt	09	64,2	05	35,7
Ensemble Wilaya	2122	53 %	188	47 %

Tableau n° 7 : Etat de réalisation des projets agréés jusqu'au 31/12/1987

Projets Communes et daïras	Projets agréés	Projets réalisés		Projets en cours		Projets non démarrés	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commune de TIZI-OUZOU	99	47	47,9	07	07,1	44	44,8
Daïra de IRAA-BEN-KHEDDA	60	17	28,3	09	15	24	40
ALF-EL-HAMMAN	27	12	44,4	05	18,5	08	29,6
OUACIFES	19	09	47,3	-	-	09	47,3
AZAZGA	61	34	55,7	02	03,2	21	34,4
AZZEFOUR	08	04	50	-	-	03	37,5
OUAGUENOUR	32	16	50	02	06,25	10	51,25
IRAA-EL-MIZAN	19	10	52,6	02	10,25	06	31,5
BOGHNI	56	32	57,1	07	12,5	12	21,4
TIGZIRT	16	09	56,25	01	06,25	05	31,25
TOTAL DES VILAYAS	430	212	49,3 %	36	08,3 %	151	35,11 %

TABIEAU n° 9 : ETAT DES CESSATIONS D'ACTIVITE - PAR DAIRA

DAIRA BRANCHE	IRAA-BEN-KHEDDA	AIN-EL-HAMMAN	OUACTFS	AZAZGA	AZZEROUN	OUAGUENOUN	DRAA-EL-MIZAN	BOGHNI	IARBA N. IRAA	TIGZIRT	TOTAL
Matériaux de construction	07	-	01	04	01	03	01	06	01	-	24
I.A.A.	01	01	-	-	-	02	-	01	01	-	06
P.C.C.	-	-	02	-	-	-	-	01	01	-	04
I S M E E	-	-	-	-	-	-	-	02	-	-	02
PLASTIQUE	-	01	-	-	-	-	-	-	-	-	01
TOTAL :	08	02	03	04	01	05	01	10	03	00	37
Dont projets agréés	04	02	01	04	01	04	01	07	03	-	27

N.B. : La Commune de TIZI-OUZOU n'est pas incluse du fait de l'absence d'informations fiables.

- 87 -

- LE SECTEUR PRIVE DE LA REALISATION -

-- LE SECTEUR PRIVE LOCAL DE LA REALISATION .

Le secteur privé local de la réalisation est de condition récente puisque plus de 90 % des entreprises ont été créées à partir de 1980. Quelques unes cependant exercent depuis les Années 60 mais ce phénomène est limité aux plus importants centres urbains de la Wilaya (Tizi-Ouzou, Larba-Nath-Irathen et Azazga notamment).

- Répartition entreprises qualifiées - entreprises non qualifiées :

La distinction entre entreprises qualifiées et entreprises non qualifiées introduite par le Décret 83-136 du 19/02/1983 a pour but d'assainir le secteur de la réalisation et de lui fournir la stabilité nécessaire pour une prise en charge moins aléatoire des projets(1).

Au 15.11.1987, la Wilaya de Tizi-Ouzou compte 131 Entreprises qualifiées sur les 302 Entreprises privées de réalisation recensées par le CNAT, soit environ 43 %. Plus de la moitié des Entreprises qualifiées, soit 58 %, s'occupent essentiellement de gros-oeuvre de maçonnerie. Les autres corps d'état se répartissent sur le reste des entreprises qualifiées avec une prédominance de l'électricité-bâtiment (10 %), de la plomberie sanitaire (100%) et de la menuiserie bâtiment (6,10 %).

- Répartition par types d'activités :

Avec plus de 46 % du nombre total des entreprises, les gros-oeuvres se taillent la part du lion, viennent ensuite les menuiseries avec 16,5 %, les plomberies sanitaires avec 10,26 %, les entreprises d'électricité avec 10 % et les entreprises de travaux publics (assainissement, viabilisation, A.E.P....) pour 6 %. Notons enfin le faible nombre des entreprises d'étanchéité (08 dont 04 non qualifiées).

(1) La classification introduite vise entre autres, à mettre fin ou du moins à atténuer les phénomènes d'abandon de chantier par des entreprises n'ayant pas les capacités requises pour mener à terme la réalisation des projets publics. Elle tient compte notamment du chiffre d'affaires, de l'effectif et de l'expérience accumulée par l'entreprise en matière de réalisation.

- Répartition par Daïra :

Près de 23 % des entreprises qualifiées et non qualifiées sont domiciliées dans la Daïra de Drâa-Ben-Khedda avec près de 15 % pour le seul chef-lieu de Wilaya de Tizi-Ouzou. Ailleurs, toutes les Daïrates ont plus de Dix (10) entreprises à l'exception de la Daïra d'Azzefoun qui ne dispose que de Huit (08) entreprises dont Six (06) s'occupent des gros-oeuvres. Ce corps d'état ainsi que la menuiserie -bâtiment existent dans toutes les Daïrates (Azzefoun est cependant démunie de menuiserie selon les données du CNAT) alors que l'étanchéité et la ferronnerie ne sont présentes que dans Cinq (05) Daïrates et absentes du chef-lieu de Wilaya.

- Répartition par Commune :

De façon générale les entreprises se concentrent sur le chef-lieu de Daïra où son plus important centre urbain. Ainsi 65 % des entreprises de la Daïra de Drâa-Ben-Khedda sont concentrées sur la Commune de Tizi-Ouzou. Les Communes de Aïn-El-Hammam, Larba-Nath-Irathen et Azazga abritent respectivement 58 %, 46 %, 52 % du total des entreprises situées sur leur Daïrate respective. Il faut également noter que certaines Communes ne disposent que d'une ou de Deux (02) entreprises quand elles n'en sont pas totalement démunies. Cette remarque concerne essentiellement les Communes nouvellement créés à l'issue de la dernière réorganisation territoriale de la Wilaya.

- Emploi :

Les données relatives à l'emploi sont très peu fiables pour les entreprises privées de réalisation en raison du caractère précaire des emplois créés. En effet, ceux-ci sont essentiellement temporaires et la rémunération est liée au nombre d'heures effectivement travaillées.

Pendant les périodes hivernales ou de ralentissement conjoncturel de l'activité, l'emploi est réduit au maximum. Cependant, la classification permet une estimation, aussi grossière soit-elle, de l'emploi potentiel pour les seules entreprises qualifiées au 15.11.1987.

En prenant la valeur moyenne du potentiel emploi comme effectif probable et en le multipliant par le nombre d'entreprises de même catégorie, on obtient une estimation de ce potentiel d'emploi.

Exemple : Pour la catégorie 1 (de 1 à 5 ouvriers)
Valeur moyenne : $\frac{1 + 5}{2} = 3$

Nombre d'entreprise de catégorie 1 : 74

Emploi potentiel : $74 \times 3 = 222$

Pour les autres catégories, les calculs nous donnent les résultats suivants :

- Catégorie 2 : 533 emplois,
- Catégorie 3 : 560 emplois,
- Catégorie 4 : 160 emplois,

L'emploi potentiel au niveau des 131 entreprises qualifiées de la Wilaya serait approximativement de 1475 postes de travail soit 11 emplois par entreprises.

- Le chiffre d'affaire :

Du fait de leur manque de fiabilité, les chiffres d'affaire déclarés sont donnés à titre purement indicatif et ne peuvent donner lieu à une interprétation objective.

- SYNTHESE WILAYA - Secteur privé de la réalisation

Corps d'Etat		GROS-ŒUVRE		ELECTRICITE		MENUISERIE		PLOMBERIE		EPAVOIEMENT		PEINTURE		FERROV. SE.		ASSAIN. TP.		EQ		END	
Date de l'Etat	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	Q	NO	
1-DRAA-BEI-KHEDDA DONT TIZI-OUZOU	16 07	07 05	06 06	05 02	05 04	09 06	04 04	08 05	- -	01 -	02 01	01 01	- -	- -	02 02	03 02	35 24	34 21	69 45		
2-AIN-EL-HAMAM	13	08	02	03	-	06	03	02	-	-	-	01	-	03	-	02	18	25	43		
3-OLACTES	-	09	01	-	-	01	-	-	-	-	-	01	-	01	-	-	01	12	13		
4-AZAZGA	11	13	-	03	01	05	02	-	-	-	-	-	-	02	03	01	17	23	40		
5-AZZEOUN	02	04	-	-	-	-	04	01	-	-	-	-	-	-	-	-	03	05	08		
6-OUAGUENOUN	05	02	-	-	01	02	02	01	02	-	02	01	-	03	-	01	12	10	22		
7-DRAA-EL-MIZAN	04	01	-	02	-	05	-	02	-	-	-	-	-	-	-	01	04	11	15		
8-BOUENI	09	05	01	01	-	09	01	02	-	01	-	-	-	-	02	-	13	18	31		
9-LARBA-MATH-IRATHEN	11	12	03	01	01	04	-	02	-	01	-	-	-	02	-	02	19	24	43		
10-TIGZIT	05	04	-	02	-	01	-	-	02	01	02	-	-	-	-	-	09	09	18		
	76	65	13	17	08	42	13	18	04	04	06	04	04	11	07	11	131	171	302		
	141		30		50		31		08		10		15		18						

Q : Entreprises Qualifiées
N° : Entreprises non qualifiées
Tableau élaboré à partir des données du C.N.A.T.

- SYNTHESE SUR LE SECTEUR PUBLIC -

INDUSTRIEL

I - LE SECTEUR INDUSTRIEL ET SA NAISSANCE :

A) Les unités en fonctionnement :

En 1987, on recensait 66 unités industrielles sur le territoire de la Wilaya de Tizi-Ouzou. Une proportion de 90,9 % d'entre elles étaient en fonctionnement, dont 40 % d'entreprises publiques locales type P.M.I. (soient 24 unités), 30 % d'entreprises publiques locales de réalisation (soient 18 unités) et 30 % d'entreprises à vocation nationale (soient 18 unités). Quant à la proportion restante (9,1 %), elle se compose de 7,57 % d'unités en projets et de 1,51 % à l'arrêt.

La structure par branches des unités en fonctionnement révèle la prédominance de la branche du B T P (28,33 %) alors que celle de l'artisanat arrive en seconde position (13,33 %) suivie de celle des matériaux de construction (11,66 %). Les branches du textile, bois et papier, alimentation (6,66 % chacune) constituent avec l'énergie (5 %) un groupe intermédiaire suivi de celui de branches telles que l'électroménager (3,33 %), l'industrie électrique et l'industrie mécanique (1,66 % chacune).

Cette structure ne subit pas de modifications majeures, dès lors que l'on intègre les unités à l'arrêt : la branche des matériaux de construction passant de 11,66 % à 13,63 % celle du bois et papier de 6,66 % à 9,09 % et celle des textiles de 6,66 % à 7,57 %.

S'agissant d'unités de production, certaines ne développent pas moins des activités dites secondaires ; dans les secteurs économiques de la P M I et de la réalisation toutes les unités enquêtées du second ont des activités secondaires de production alors qu'une seule unité du premier exerce une activité secondaire de réalisation (la COMETAL). Enfin, toutes ont une activité secondaire de service (distribution ou location de matériel).

B) Naissance du secteur industriel :

Sur Soixante (60) unités en fonctionnement, 80 % d'entre elles sont issues de créations nouvelles, 10 % d'opérations de restructurations (éclatement en général) et enfin 10 % des cessions, transferts ou nationalisation.

On peut appréhender du secteur industriel à partir de Trois (03) événements, dont Deux (02) à caractère très administratif : la date de création (sur décision de l'A.P.C. ou l'A.P.W. pour les E.P.L.), la date de l'individualisation du projet (par le plan) et la date de démarrage. C'est ainsi que le calcul des temps qui séparent ces Trois (03) dates peuvent être très éclairant sur la vitesse par laquelle s'est mis en place ce secteur.

1) Ecart entre création et individualisation :

Le calcul de ces écarts a été opéré pour 60 % des unités en fonctionnement (soient 36 unités). Il s'avère que 30,5 % d'entre elles ont accusé un écart négatif, ce qui signifie que l'individualisation a précédé la décision de création alors que 69,5 % se caractérisent par des retards dans la procédure d'individualisation qui met pour :

- entre 0 et 1an pour 22,22 % d'entre elles (soient 08 unités),
- entre 1 et 3ans pour 13,88 %,
- entre 3 et 6ans pour 8,33 %,
- entre 6 et 10ans pour 5,55 %,
- et plus de 10ans pour 19,44 %,

Ces retards se sont traduits par des demandes de réévaluation des enveloppes initialement prévues au moment de l'individualisation. C'est ainsi que 57,14 % des entreprises de Wilaya et 17,64 % des entreprises communales dans le secteur de la P.M.I. et 27,77 % des entreprises nationales ont fait l'objet de réévaluation après leur individualisation par le plan.

2) Ecart entre création et mise en exploitation :

Le calcul concernant 81,66 % des unités en fonctionnement (soient 49 unités), on constate qu'un certain retard caractérise la succession de Deux (02) événements. Cet écart est de :

- 0 à 1an pour 24,48 % d'entre elles,
- 1 à 3ans pour 40,81 % d'entre elles,
- 3 à 6ans pour 22,44 % d'entre elles,
- 6 à 10ans pour 8,16 %,

3) Ecart individualisation et mise en exploitation

Ici le calcul concerne Quarante Deux (42) unités en fonctionnement, soit 70 % du total et il révèle une succession tardive de ces événements. L'écart est :

- négatif pour 19,04 % d'entre elles (17 % des unités de réalisation),
- 0 à 1an pour 19,40 %,
- 1 à 3ans pour 19,40 % (12 % sont des unités à vocation nationale),
- 3 à 6ans pour 26,19 % (environ 12 % sont des unités de type P.M.I.),
- 6 à 10ans pour 11,90 %,

II - L'EMPLOI INDUSTRIEL :

A) Structures par branches d'activités :

Environ 73 % de l'emploi est assuré par Trois (03) branches principales : le B.T.P. (34,62 %), les textiles (24,04 %) et l'électroménager (14,30 %). Quant à l'emploi restant, il est réparti comme suit :

- Industrie électrique : 5,34 %,
- Bois-papier : 5,05 %
- Matériaux de construction : 3,87 %,
- Alimentation : 3,67 %,
- Energie : 2,56 %,
- Mines carrières : 2,10 %,
- Pétrochimies : 1,42 %,
- Mécanique : 1,26 %,
- Transformation métallique : 0,54 %,
- Artisanat de production : 0,10 %,

B) Structure par secteur économique :

Toutes branches confondues, cette structure révèle que l'emploi industriel est assuré à concurrence de 58,40 % par le secteur à vocation nationale, de 35,52 % par celui de la réalisation et de 6,06 % par le secteur de la P.M.I. et ce, pour un emploi total de 20.096 à l'échelle de la Wilaya.

B. T. L. 34,62%

Textiles 24,04%

Electroménager 14,30%

Industrie électrique 5,34%

Bois - papier 5,05%

Matériaux de construction 3,87%

Alimentation 3,67%

Energie 2,56%

Minerai et carrières 2,10%

Pétrochimie 1,42%

Mécanique 1,26%

Transf. métallique 0,54%

Artisanat de production 0,10%

REPARTITION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Repartition de l'emploi industriel
par branche d'activité

C) L'emploi comme indicateur de taille de l'Entreprise :

C'est dans les branches du textile et de l'électro-ménager que l'on trouve les unités les plus créatrices d'emplois.

Dans les textiles :

Une unité, celle de Drâa-Ben-Khedda, a engendrée à elle seule un emploi allant de 4000 à 5000 postes de travail alors que Trois (03) autres de moindre importance en ont engendré entre 2000 et 2500, soit une moyenne par unité de moins de 700 emplois.

Dans l'électro-ménager :

Une unité, le complexe d'appareils ménagers, emploie entre 2000 et 3000 travailleurs et l'unité dite unité-siège à caractère strictement administratif) en emploie entre 200 et 250.

Dans l'industrie électrique :

Le niveau de l'emploi va de 1000 et 2000 emplois pour une unité.

Dans la transformation du bois et l'alimentation :

500 à 1000 emplois y sont créés par unité. Cependant, il ne s'agit là que d'une moyenne puisque certaines unités créent quelquefois nettement moins d'emplois (10 dans le cas de l'alimentation).

Dans le B.T.P. :

Le niveau de l'emploi varie de 60 à 150 emplois par unité pour près de 11 % des unités créées et de 150 à 450 pour 16,36 % d'entre elles. La caractéristique de cette branche est un nombre relativement important d'unités qui a pour contre-poids une non-permanence pour certaines catégories d'emplois du fait de la durée limitée des chantiers.

Dans la pétrochimie, les mines et carrières :

La moyenne est de 300 à 350 emplois par unité avec un seuil minimum de 20 à 40 emplois observé dans les mines et carrières. D'une manière générale, on peut considérer que les entreprises publiques locales de production (P.M.I.) ne créent pas beaucoup d'emplois (51 par unité) en moyenne.

Le niveau est inférieur à 10 par unité pour 2,43 % d'entre elles, de 10 à 80 emplois pour 48,78 % et de 80 à 250 emplois pour 26,82 % d'entre elles.

Les entreprises publiques locales de réalisation créent plus d'emplois : près de 40 emplois par unité en moyenne. Ce niveau est de 250 à 1000 pour 17,03 % d'entre elles et supérieur à 1000 pour près de 5 % d'entre elles.

Enfin, il est important de noter que les entreprises locales au sens large (de production et de réalisation) sont différemment créatrices d'emplois, suivant qu'elles soient à statut communal ou à statut de Wilaya. Ce sont en général les unités de Wilaya qui emploient plus de main-d'oeuvre.

Quant aux entreprises à vocation nationale leur niveau moyen tourne toujours autour de 650.

D) Besoins en effectifs :

Sur les Soixante (60) entreprises en fonctionnement, 25 % d'entre elles semblent souffrir d'une main-d'oeuvre en surnombre, 33,33 % d'un manque effectif alors que 33,33 % pense connaître une situation d'équilibre. Le critère d'appréciation étant l'emploi théorique qui est donné par les équipements de production.

E) Structure de l'emploi par sexe :

A 97 % l'emploi industriel est masculin. Le taux d'emploi féminin est de 5,74 % dans la P.M.I., de 3,57 % dans le secteur à vocation nationale et seulement de 1,4 % dans le secteur de la réalisation où il s'agit donc d'une affaire d'hommes.

F) Structure de l'emploi par tranches d'âges :

Les moins de 20ans sont très peu représentés dans l'emploi industriel global (9,67 %) alors que la plus grande proportion (environ 73 %) représente ceux âgés entre 20 et 40ans. Ceux de 40 à 50ans représentent 20 %, et les plus de 50ans 6 %.

Il est intéressant de constater que c'est au sein de la P.M.I. que l'on trouve la plus grande proportion des moins de 20ans (10 %) et ce, en raison de l'existence de structures d'apprentissage (qui sont le fait de l'artisanat). A l'opposé, c'est dans le secteur de la réalisation que les plus de 40ans (les 50ans et plus compris) se concentrent (28 % environ).

G) Structure de l'emploi par niveau de qualification :

Si on compare les structures de l'emploi par niveau de qualification d'un secteur d'activités à l'autre, nous obtenons :

	Secteur à vocation nationale	P.M.I.	Réalisation
Cadres	4,66 %	5 %	2,31 %
Maîtrise	17,63 %	11,19 %	10,32 %
Exécution	77,69 %	70,83 %	85,49 %
O.Q.	27,96 %	16,29 %	
O.S. + Manoeuvres	37,36 %	54,53 %	
Apprentis	11,48 %	12,77 %	1,87 %

On peut de façon plus significative regrouper en Trois (03) rubriques : maîtrise (cadres + agents de maîtrise), personnel qualifié et personnel sans qualification :

	Secteur à vocation nationale	P.M.I.	Réalisation publique
Maîtrise	22,29 %	16,19 %	12,63 %
Personnel qualifié	27,96 %	16,29 %	
Personnel sans qualification	37,36 %	54,53 %	87,36 %

On peut constater que les structures sont comparables aux niveaux de la P.M.I. et des entreprises nationales, puisqu'on note une proportion relativement faible d'ouvriers qualifiés.

Quant à la structure de l'emploi au niveau de chaque branche elle se présente comme suit :

Branches	Cadres	Agents de maîtrise	Exécution
Textiles	133	812	3888
Bois, papiers	24	87	813
Tr.Mét.	08	06	82
Alimentation	40	89	598
Mat. de Const.	29	83	546
Electro-ménager	208	526	2140
Electricité	71	314	689
B.T.P.	161	720	5627
Energie (°)	15	53	442
Pétrochimie	29	77	195
Mines et carrières	26	75	328
Artisanat de prod.	08	144	108
Mécanique (service)	14	57	183

Source : Enquête 86

III - LA LOCALISATION :

A) La localisation des Unités par Daïrates :

C'est dans la Daïra de Drâa-Ben-Khedda que se concentrent le plus les unités industrielles de la Wilaya (35 %). D'une façon générale la tendance des localisations montre une occupation du couloir qui s'étend de Drâa-Ben-Khedda à Azazga en passant par Tizi-Ouzou et Tizi-Rached.

Les autres localisations se présentent comme suit :

- 16,16 % des unités dans la Daïra de Larbâa-Nath-Irathen,
- 11,66 % des unités dans la Daïra de Ouaguenoun,
- 10 % des unités dans la Daïra de Boghni,
- 8,33 % des unités dans la Daïra de Drâa-El-Mizan et Azazga chacune,
- 5 % des unités dans chacune des Daïrates de Aïn-El-Hammam et Ouacifs,
- 1,6 % des unités dans la Daïra d'Azzefoun,

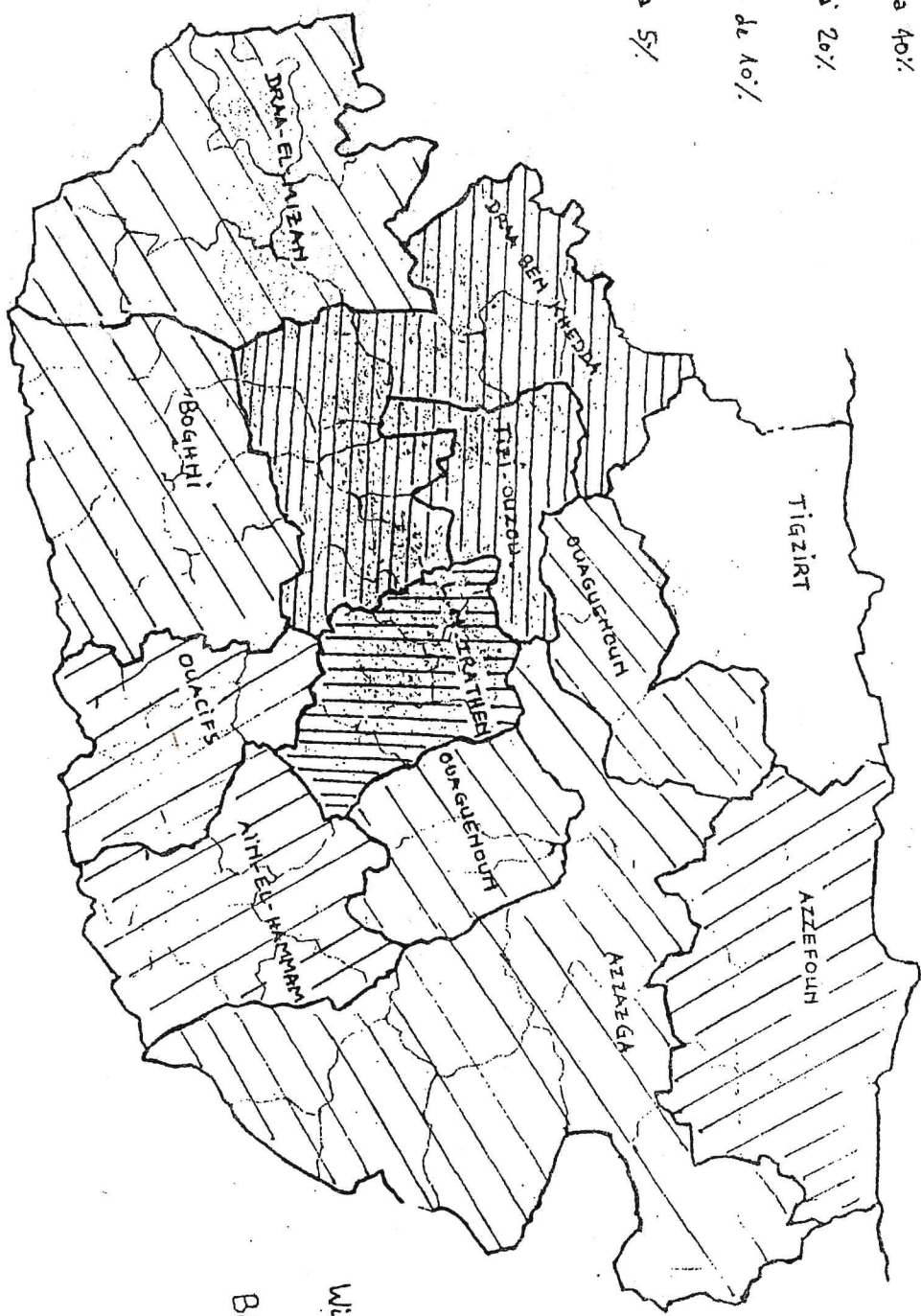
(°) dont la réalisation (4,17 et 286)

Zone de peuplement de
50% du total des unités

Mer Méditerranée

- Jusqu'à 40%
- Jusqu'à 20%
- Autour de 10%
- Jusqu'à 5%

Wilaya
de
Boumerdes



Wilaya
de
Béjaia

Wilaya
de
Bouira

Enfin, il est frappant de constater qu'aucune localisation d'unité n'est observée dans la Daïra de Tizirt.

On peut aussi noter que c'est dans 40 % des Daïras que l'on trouve près de 3/4 du total des unités.

B) La localisation des unités par Communes :

Daïra de Drâa-Ben-Khedda :

Onze (11) communes composent cette Daïra et Vingt et Une (21) unités s'y localisent ; ce qui donne une moyenne de Deux (02) unités par commune. Cependant 57,14 % d'entre elles se trouvent à Tizi-Ouzou, Chef-lieu de Wilaya et 23,8 % à Drâa-Ben-Khedda chef-lieu de Daïra, ce qui signifie que plus de 80 % d'entre elles se concentrent dans Deux (02) villes ; la commune de Tadmaït en détient 14,28 % et Sept (07) communes ne connaissent aucune implantation industrielle sur leur territoire.

Daïra de Larba-Nath-Irathen :

La seule commune de Tizi-Rached s'accapare les 2/3 du total des unités de la Daïra de Larba-Nath-Irathen et 11,1 % dans la commune d'Irdjen.

Daïra de Ouaguenoun :

La Commune de Mekla compte 71,42 % du total des Daïras sur son territoire, les Communes de Ouaguenoun et Aït-Khe~~l~~lilen compte chacune 14,20 %.

Daïra de Boghni :

50 % des unités industrielles de la Daïra se trouvent à Boghni et les 16,6 % dans chacune des communes de Bounouh, Mechtras et les Ouadhis.

Daïra d'Azazga :

La Commune de Fréha dispose de 60 % des unités et les Communes d'Azazga et Bouzeguène 20 % chacune.

Daïra de Drâa-El-Mizan :

A 80 % les unités se concentrent à Drâa-El-Mizan et à 20 % dans la Commune de Tizi-Gheniff.

Daïra d'Aïn-El-Hammam :

Les 2/3 des unités sont à Aïn-El-Hammam et 1/3 d'entre elles dans la commune d'Iferhounène.

Daïra des Ouacifs :

La localisation se fait de façon égale pour les Trois (03) communes : Ouacifs, Yatafène et Iboudarène (33,3 %).

Daïra d'Azzefoun :

La seule unité de la Daïra se trouve dans le chef-lieu d'Azzefoun.

Les localisations par Daïrates et par communes confirment que les unités s'implantent au niveau des villes (chefs-lieux de Daïrates ou de communes).

C) Localisation des unités selon le secteur économique :

Le secteur industriel n'étant pas homogène car constitué en gros de Deux (02) sous-secteurs d'inégales importances, qualitative et quantitative, il est intéressant de voir comment se localisent ces sous-secteurs.

Dans la Daïra de Drâa-Ben-Khedda, les secteurs de la P.M.I., de la réalisation et de l'industrie à vocation nationale ont la même importance (10 à 12 % chacun). Si on constate de plus que c'est à Tizi-Ouzou que se concentrent le plus les unités des Trois (03) secteurs pris isolément.

	<u>Entreprises Nationales</u>	<u>P.M.I.</u>	<u>Réalisations</u>
Tizi-Ouzou	5 %	8,33 %	5 %
Drâa-Ben-Khedda	3,33 %	1,66 %	3,33 %
Tadmait	1,66 %	1,66 %	1,66 %

Il y a lieu de remarquer que le plus fort taux de localisation concerne Tizi-Ouzou et précisément la P.M.I. Ceci signifie que la P.M.I. est développée en liaison étroite avec la ville, hypothéquant les chances d'une industrialisation rurale (ayant pour double vocation au plan des principes de créer de l'emploi c'est-à-dire de retenir les populations dans les campagnes, et de contribuer sous forme de contre-poids au déséquilibre spatial engendré par l'industrialisation à outrance).

Si la Commune de Drâa-Ben-Khedda arrive en seconde position, elle révèle une importance relative des secteurs de la réalisation et à vocation nationale par rapport à la P.M.I.

Dans la Daïra de Larba-Nath-Irathen un relatif équilibre s'établit entre les différents secteurs économiques : 5 % des localisations pour l'industrie à vocation nationale et 3,3 % des localisations pour chacun des deux (02) autres secteurs. La commune de Tizi-Rached ressort comme celle qui reçoit le plus de Sociétés Nationales (3,3 %) par rapport aux autres secteurs (1,66 % chacun).

Dans la Daïra de Ouaguenoun, on retrouve le même relatif équilibre avec cette fois un léger avantage pour la P.M.I. (5 %) qui fait de la commune de Mekla la mieux pourvue en E.P.L. de production et aussi la commune qui s'accapare environ les 3/4 du potentiel industriel de la Daïra.

On retrouve une certaine prédominance de la P.M.I. dans la Daïra de Boghni avec l'axe Boghni - Bounouh qui détient les 3/4 du potentiel Daïra.

Deux chefs-lieux de commune dans la Daïra de Drâa-El-Mizan détiennent le potentiel industriel de la région, avec une certaine prédominance de la P.M.I., mais Drâa-El-Mizan l'emporte sur Tizi-Gheniff au plan des localisations dans un rapport de 1 à 4 ; de plus les Trois (03) secteurs économiques y sont représentés.

Pas de prépondérance particulière de l'un des Trois (03) secteurs dans la Daïra d'Azazga où Fréha concentre sur son territoire environ 60 % des activités industrielles globales.

A Aïn-El-Hammam, Deux (02) communes détiennent la totalité des activités de la Daïra avec absence du secteur à vocation nationale (Aïn-El-Hammam et Iferhounène).

Une situation similaire est observable dans la Daïra des Ouacifs (avec les communes de Iboudarène et Béni-yéni).

Enfin la Daïra d'Azefoun très faiblement dotée en activités industrielles ne détient que des activités de réalisation.

Quant à Tizirt, elle constitue la circonscription où aucun investissement industriel n'a été entrepris par les pouvoirs publics centraux ou locaux.

D) Localisation des branches d'activités :

L'intérêt d'un tel paragraphe est de déceler s'il y a des spécialisations régionales, étant entendu que Trois (03) branches dominent l'activité industriel de la région, et ce du point de vue de l'emploi engendré : B.T.P., textiles, électro-ménager.

La branche du B.T.P. :

Cette branche représente 28,33 % du total des activités de la Wilaya et sa localisation touche toutes les Daïrates, à l'exception de celle de Tizirt.

La distribution de cette branche du point de vue de sa localisation par Daïrate se présente comme suit (les ratios représentent des pourcentages du total unités de la Wilaya) :

- Drâa-Ben-Khedda :	8,33 %
- Larba-Nath-Irathen :	5,00 %
- Ouaguenoun :	3,33 %
- Azazga :	3,33 %
- Drâa-El-Mizan :	1,66 %
- Boghni :	1,66 %
- Ouacifs :	1,66 %
- Aïn-El-Hammam :	1,66 %
- Azzefoun :	1,66 %

On peut constater que Drâa-Ben-Khedda arrive en tête et que Quatre (04) Daïrates totalisent près de 20 % des activités de la Wilaya, soit 70,5 % du total de cette branche.

L'artisanat de production :

Cette branche représente 13,33 % du total des activités et se localise comme suit :

- Boghni :	3,33 %
- Ouaguenoun :	3,33 %
- Drâa-El-Mizan :	1,66 %
- Larba-Nath-Irathen :	1,66 %
- Aïn-El-Hammam :	1,66 %
- Ouacifs :	1,66 %

Les matériaux de construction :

Cette branche constitue 11,66 % des activités industrielles de la Wilaya et se localise essentiellement dans Quatre (04) Daïrates :

- Drâa-Ben-Khedda : 6,66 % soit 57,14 % du total de la branche,
- Drâa-El-Mizan : 1,66 % soit 14,28 % du total de la branche,
- Larba-Nath-Irathen : 1,66 % soit 14,28 % du total de la branche,
- Azazga : 1,66 % soit 14,28 % du total de la branche. Là encore on constate la prédominance de la Daïra de Drâa-Ben-Khedda qui s'accapare plus de la moitié des activités de la branche.

Mines et carrières :

Branche occupant la quatrième place au niveau des activités de la Wilaya où elle représente 10 %, sa localisation touche Cinq (05) Daïrates :

- Ouaguenoun : 3,33 %
- Drâa-Ben-Khedda : 1,66 %
- Aïn-El-Hammam : 1,66 %
- Ouacifs : 1,66 %

Bois, alimentation, textiles :

Ces branches ont une importance relative identique au plan de la Wilaya (6,6 % des activités de la Wilaya pour chacune d'elles). Pour chacune de celles-ci, Drâa-Ben-Khedda s'accapare respectivement 50 % des activités de la première branche et 75 % des activités des Deux (02) dernières.

	<u>Bois</u>	<u>Alimentation</u>	<u>Textiles</u>
Drâa-Ben-Khedda	3,33 %	5 %	5 %
Boghni	1,66 %	-	-
Larba-Nath-Irathen	1,66 %	-	1,66 %
Ouaguenoun	-	1,66 %	-
Total :	6,66 %	6,66 %	6,66 %

L'énergie :

Cette branche compte pour 5 % du total des activités de la Wilaya et se localise d'égale façon à Drâa-Ben-Khedda, Larba-Nath-Irathen, Azazga.

Transformation métallique :

Cette branche ne représente que 3,33 % du total de la Wilaya et se localise essentiellement à Drâa-El-Mizan et Boghni (1,66 % chacune).

Electro-ménager :

Elle représente 3,33 % du total des activités de la Wilaya et se localise à Larba-Nath-Irathen et Drâa-Ben-Khedda (1,66 % chacune).

Pétrochimie et mécanique :

Respectivement localisées à Drâa-El-Mizan et Larba-Nath-Irathen, elles représentent chacune 1,66 % du total.

D) La localisation du chiffre d'affaire réalisé :

Elle révèle la prédominance de Deux (02) Daïrates Drâa-Ben-Khedda et Larba-Nath-Irathen qui réalisent à elles seules plus de 80 % du chiffre d'affaire industriel public de la Wilaya. En fait quand on parle de la Daïra de Larba-Nath-Irathen il faut comprendre les régions situées en plaine où se situent la majorité des unités (ce qui interdit de parler d'industrie de montagne).

D'où la distribution suivante :

Drâa-Ben-Khedda :	41,07 %
Larba-Nath-Irathen :	41,08 %
Azazga :	4,43 %
Drâa-El-Mizan :	6,60 %
Boghni :	2,85 %
Aïn-El-Hammam :	1,29 %
Ouaguenoun :	1,03 %
Ouacifs :	0,35 %
Azzefoun :	0,34 %
Tigzirt :	0 %

On peut donner un autre élément d'appréciation, le chiffre d'affaire par emploi au niveau de chaque région ; celui-ci peut être révélateur du dynamisme des activités qui y sont implantées, dynamisme qui peut d'ailleurs des causes diverses.

IV - LES INDICATEURS ECONOMIQUES :

A) Le chiffre d'affaires :

1 - Volume du chiffre d'affaires :

Les montants relevés au cours d'enquêtes directrices (réalisées en Août 1979) auprès des unités concernent en général l'Année 1986 qui représentait l'Année du dernier bilan établi par les services de comptabilité.

Son volume global pour l'année 1986 est de l'ordre de 2.428.944,610³DA. ; pour la P.M.I. publique il s'élève à 106.030.000 DA. Pour le secteur public de la réalisation il est de 668.926,05 10³DA. Quant aux unités appartenant au secteur à vocation nationale il n'a pu être déterminé du fait que pour certaines d'entre elles l'information a fait défaut et ce, en raison du caractère centralisé des opérations de comptabilité effectuées au niveau des sièges d'Alger. Il peut toutefois être estimé à 1.796.620.10³DA. soit 17 fois plus important que dans la P.M.I., 6,3 dans la réalisation.

2) Le chiffre d'affaires indicateur de la taille de l'Entreprise :

On peut retenir la classification suivante, tous secteurs économiques confondus :

- . 58,84 % des unités ont présente un CA inférieur à 10⁷ M. DA. (10 millions de DA),
- . 11,53 % des unités ont présentés un CA compris entre 10⁷ DA. et 210⁷ DA.,
- . 15,38 % des unités ont présentés un CA compris entre 2.10⁷ DA et 310⁷ DA.,
- . 3,84 % des unités ont présentés un CA compris entre 310⁷ DA. et 5.10⁷ DA.,
- . 5,76 % des unités ont présentés un CA compris entre 5.10⁷ DA. et 10⁸ DA. (entre 50 à 100 millions de DA),
- . 5,76 % des unités ont présentés un CA compris entre 10⁸ DA. et 210⁸ DA.,
- . 3,84 % des unités ont présentés un CA supérieur à 210⁸ DA..

On peut faire ressortir l'impact de l'appartenance d'une unité à l'un des Trois (03) secteurs économiques.

- Un chiffre d'affaires inférieur à 10^7 DA. :

Sur 58,84 % d'unités :

- 17,85 % sont des P.M.I. à statut de Wilaya,
- 60,71 % sont des P.M.I. à statut communal,
- 21,42 % sont des E.P.L. de réalisation communale,

On peut en conclure que ce niveau de chiffre d'affaires est le fait d'entreprises communales et ne concerne en aucun cas les entreprises nationales.

- Un chiffre d'affaires compris entre $2 \cdot 10^7$ DA. et 10^7 DA. :

Sur 11,58 % d'unités concernées :

- 1/3 sont des unités de réalisation à statut de Wilaya,
- 2/3 sont des unités de réalisation à statut communal,

Cette catégorie est le fait d'entreprises de réalisation à statut communal.

- Un chiffre d'affaires compris entre $3 \cdot 10^7$ DA. et $2 \cdot 10^7$ DA. :

Sur 15,38 % des unités concernées :

- 25 % sont des entreprises nationales de production,
- 25 % des entreprises communales de réalisation,
- 50 % des entreprises de réalisation à statut de Wilaya,

Il s'agit à 75 % d'entreprises de réalisation dont la moitié (50 %) a le statut de Wilaya.

- Un chiffre d'affaires compris entre $5 \cdot 10^7$ DA. et $3 \cdot 10^7$ DA. :

Sur 3,84 % d'entreprises concernées, à 100 % il s'agit d'entreprises nationales de production.

- Un chiffre d'affaires compris entre 10^8 DA et 5.10^7 DA. :

Sur 5,76 % d'entreprises concernées, à 100 % il s'agit d'entreprises nationales de production.

- Un chiffre d'affaires compris entre 2.10^8 DA et 10^8 DA. :

Sur 5,76 % d'entreprises concernées, les 2/3 sont des entreprises nationales de production,

1/3 des entreprises nationales de réalisation,

- Un chiffre d'affaires supérieur à 2.10^8 DA. :

Sur 3,84 % d'entreprises concernées, toutes sont des entreprises nationales.

Partant de cette typologie on peut déduire que :

- Les Entreprises qui réalisent un chiffre d'affaire de plus de Trois (03) milliards de centimes (soit 3.10^7 DA.) sont des Entreprises à vocation nationale. En général, c'est le fait d'Entreprises de production. On y trouve toutefois des Entreprises de réalisation qui réalisent un chiffre d'affaires allant au delà d'Un (01) milliard de centimes mais sans dépasser les Deux (02) milliards. Le chiffre d'affaire au niveau nationale est de Cinze (15) milliards de centimes.

- Les Entreprises réalisant entre Un (01) et Trois (03) milliards sont en général des Entreprises de réalisation (l'augmentation du niveau du chiffre d'affaire est en général lié à leur statut et observée en passant du statut communal au statut de Wilaya). On trouve aussi dans cette catégorie des Entreprises Nationales de production (Un (01) quart des Entreprises de cette catégorie) réalisant entre Deux (02) et Trois (03) milliards de centimes. Le chiffre d'affaire moyen dans le secteur de la réalisation est de Trois (03) milliards de centimes.

3) Le chiffre d'affaire par branche d'activité :

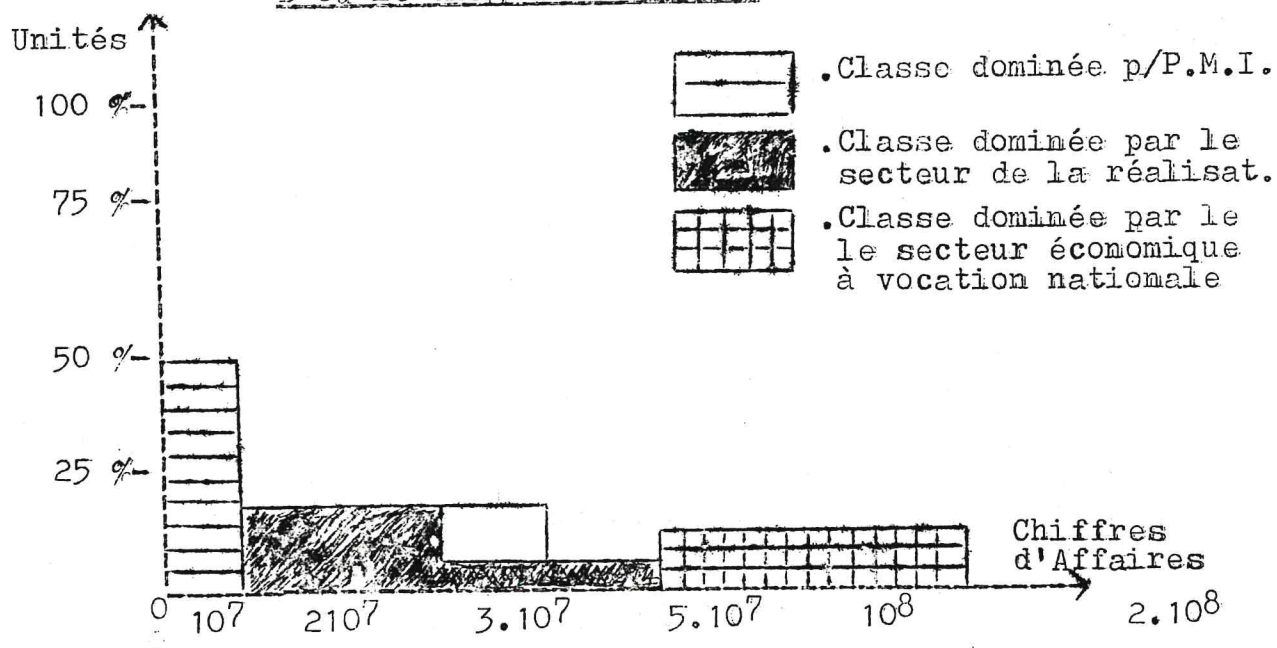
Le chiffre d'affaire réalisé au titre de l'Année 1986 se répartit entre les différentes branches comme suit :

Textiles :	27,8 %
Bois / papiers :	08,6 %
Travaux métalliques :	61 %
Matériaux de construction :	02,53 %
Bâtiment, travaux publics :	27,53 %
Pétrochimie :	03,13 %
Alimentation :	09,03 %
Transformation mécanique :	05,65 %
Artisanat de production :	0,24 %
Electricité et électroménager :	20,10 %
Mines et carrières :	0,58 %
Energie :	0,83 %

ceci révèle la prédominance des branches du textile, de l'électroménager, la branche électrique et du B.T.P.

Enfin, les Entreprises réalisant moins d'Un (01) milliard de centimes sont surtout des Entreprises locales de production (P.M.I.) dont le chiffre d'affaire moyen est de l'ordre de Trois Cent (300) millions de centimes (3.10^6 DA.).

D'où le diagramme suivant :



L'importance du chiffre d'affaire semble varier suivant et dans le sens de l'augmentation :

- 1 - P.M.I. communale,
- 2 - P.M.I. de Wilaya,
- 3 - Réalisation communale,
- 4 - Réalisation de Wilaya,
- 5 - Entreprises Nationales,

B) Importance de la masse salariale (M.S.) :

1) D'un point de vue global :

Elle est 11,4 fois plus grande dans le secteur à vocation nationale que dans la P.M.I. et 8 fois plus importante dans la réalisation.

- 40 % < Masse salariale / chiffre d'affaire < 50 % :

17,64 % des entreprises en fonctionnement surtout dans cette intervalle. 1/3 sont des P.M.I. communales, 1/3 des P.M.I. de Wilaya, 22,22 % des entreprises de réalisation à statut de Wilaya et 11,11 % des entreprises communales de réalisation.

Cette catégorie est constituée en totalité d'entreprises locales et on peut constater que les entreprises de production y entrent pour 2/3 et celles de réalisation pour 1/3. Ainsi, il y a prédominance des entreprises de Wilaya mais aussi des entreprises.

- 50 % < Masse salariale/chiffre d'affaire < 70 % :

21,56 % des entreprises sont concernées par ce taux. 60 % sont des entreprises de réalisation (55 % communales et 5 % à statut de Wilaya) et 40 % sont des entreprises P.M.I. communales. Il s'agit essentiellement d'entreprises communales (95 %).

- La masse salariale/chiffre d'affaire supérieure 100 % :

1,96 % des entreprises appartiennent à cette catégorie. Toutes sont des entreprises communales de production.

Il y a lieu de remarquer que les statistiques relevées en cours d'enquête, à propos de la masse salariale, présentent la particularité d'appartenir à l'Exercice 1986, Année spécifique, puisque c'est durant cette période qu'il y a eu application du SGT avec toutes les opérations de régularisations que cela peut comporter ; ce qui peut expliquer l'importance relative de celle-ci.

2) Un rapport masse salariale/chiffre d'affaire du point de vue des branches :

Textiles :	33,86 %
Travaux mét. :	31,18 %
B.T.P. :	49,17 %
Alimentation :	16,64 %

Artisanat prod. :	48,22 %
Mines et carrières :	33,61 %
Bois / papiers :	24 %
Matériaux de construction :	42,43 %
Pétrochimie :	23,46 %
Travaux mécanique :	24,06 %
Indu.élec.électron. :	21,55 %
Energie :	35,14 %

C'est à travers le ratio masse salariale/chiffre d'affaire que sera apprécié le poids de la masse salariale dans l'Entreprise ou même à des niveaux tels que la branche, le secteur économique ou la région. Ce taux est de l'ordre de 35 % pour le secteur industriel public.

Nous aboutissons à la classification suivante :

- Masse salariale/chiffre d'affaire inférieur à 10%:

1,96 % des entreprises en fonctionnement sont concernées par ce taux et toutes sont des entreprises nationales de production.

- 10 % < Masse salariale/chiffre d'affaire < 20% :

11,76 % des entreprises se trouvent dans cette fourchette. 83,33 % d'entre elles sont des entreprises nationales de production et 16,33 % des entreprises communales de production.

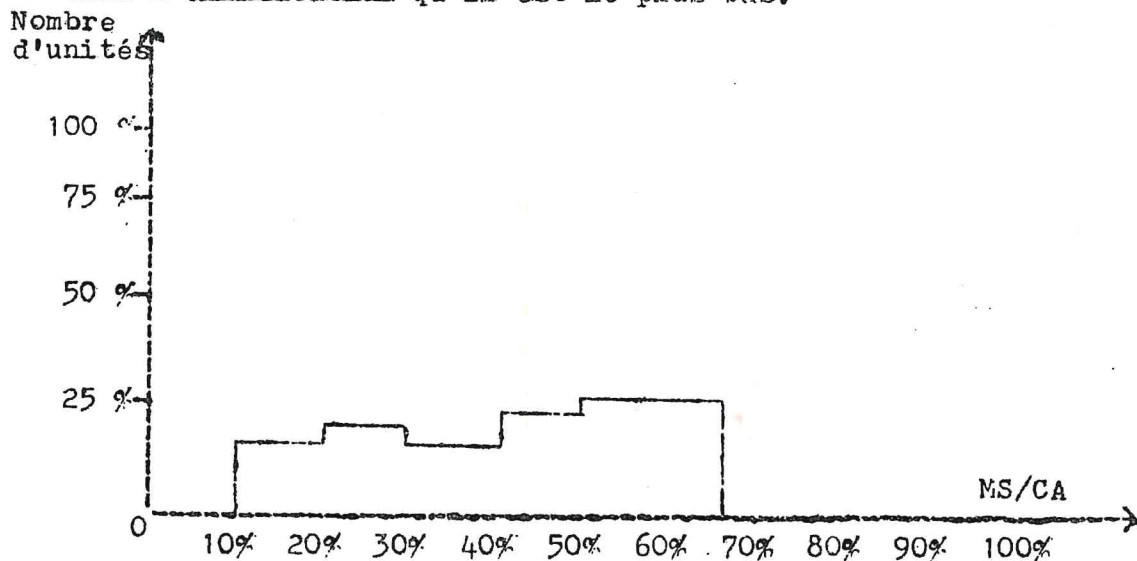
- 20 % < Masse salariale/chiffre d'affaire < 30 % :

15,68 % des entreprises entrent dans cette catégorie. 37,5 % sont des entreprises nationales de production, 12,5 % des entreprises de production à statut de Wilaya, 25 % des entreprises communales de réalisation. Soit 27,5 % des unités de Wilaya (toutes activités confondues) et 50 % des unités de réalisation (tous statuts juridiques confondus).

- 30 % < Masse salariale/chiffre d'affaire < 40 % :

11,76 % des entreprises en fonctionnement entrent dans cette catégorie. 16,66 % sont des entreprises de réalisation à statut de Wilaya, 16,66 % des entreprises nationales de réalisation, 33,33 % des P.M.I. à statut de Wilaya et 33,33 % des P.M.I. communales. Soit 66 % d'unités de production, 33,32 % d'unités de réalisation et près de 50 % d'entreprises locales à statut de Wilaya.

On observe les taux les plus élevés dans la B.T.P., l'artisanat de production et les matériaux de construction. C'est dans l'alimentation qu'il est le plus bas.



On peut remarquer là-aussi que l'évolution du MS/CA (dans le sens de l'augmentation) obéît à la gradation suivante :

- 1 - Entreprises Nationales,
- 2 - Entreprises de réalisation à statut de Wilaya,
- 3 - Entreprises communales de réalisation,
- 4 - Entreprises P.M.I. à statut de Wilaya,
- 5 - Entreprises communales P.M.I.,

Toutefois, si l'on se base sur la moyenne par secteur économique on en arrive à une autre gradation :

1 - Entreprises Nationales :	26 %
2 - P.M.I. :	38,63 %
3 - Réalisation :	50,56 %

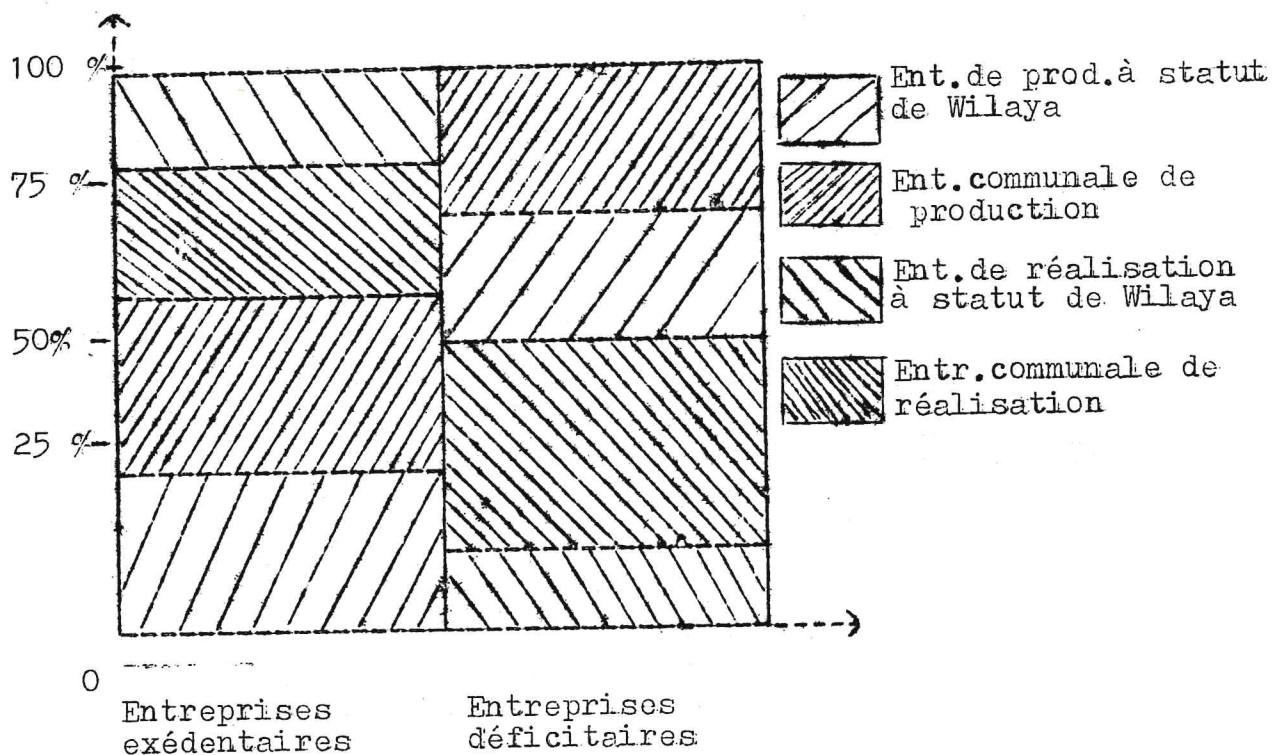
C) Résultats des entreprises : 1986 :

L'information n'ayant pas été disponible pour les Entreprises Nationales, il s'agira essentiellement d'entreprises locales. Parmi celles qui ont été enquêtées 42 :

- Les Entreprises exécutaires sont : à 62 % des P.M.I. (37,5 % à statut commercial et 25 % à statut de Wilaya) à 37,5 % des entreprises de réalisation (18,75 % pour les entreprises communales et 18,75 % pour les entreprises à statut de Wilaya),

- Les entreprises déficitaires sont à 47,82 % des P.M.I. (34,78 % à statut communal et 13,04 % à statut de Wilaya) et à 52,17 % des entreprises de réalisation (13,04 % à statut de Wilaya et 39,13 % à statut communal),

D'où le diagramme :



On peut remarquer que les entreprises exédentaires sont :

- à 43,75 % des entreprises de Wilaya,
- à 56,25 % des entreprises communales,

Les entreprises déficitaires :

- à 26,08 % des entreprises de Wilaya,
- à 73,92 % des entreprises communales,

- - ANALYSE FINANCIERE DU SECTEUR PUBLIC - -

INDUSTRIEL

Les entreprises étudiées n'ont pas été dotées de fonds propres conséquents lors de leur création, mais elles ont bénéficié de conditions de financement très favorables : taux d'intérêts réduits.

Dans la perspective de l'autonomie de l'Entreprise les banques peuvent être amenées à réajuster leur taux d'intérêts et même suspendre les découverts pour les Entreprises présentant une structure financière déséquilibrée.

Ces entreprises se retrouveraient dans l'incapacité de financer leurs cycles d'exploitation et leurs investissements de faire face à leurs engagements (remboursements de leurs emprunts).

Leur pérennité se trouverait alors menacée.

Afin d'éviter d'arriver à cette situation les entreprises doivent éliminer les contraintes qui pèsent sur elle :

- non maîtrisé de l'appareil de production : faible, rentabilité, gaspillage,
- investissements non productifs très lourds,
- frais personnel élevé,
- utilisation non optimal des ressources humaines et financières,
- faiblesse au niveau des systèmes d'organisation,

Les mesures qui seront prises dans le cadre de la mise en oeuvre de l'autonomie des Entreprises (dotations en fonds propres et en fonds de roulement) ne serviront à rien si ces contraintes ne sont pas levées et si des systèmes d'organisation et de contrôle efficaces ne sont pas mis en place.

Mais les Entreprises ont elles les moyens humains nécessaires ?

- INTRODUCTION -

L'objet de ce travail est l'étude de l'origine des ressources mises à la disposition des entreprises relevant du secteur public et de leur emploi (financement des investissements et de l'exploitation).

Des questionnaires ont été remis aux entreprises concernées. Les informations demandées sous forme de tableaux sont les suivantes :

- Origine des fonds propres (fond social, report à nouveau, et subventions de l'état, etc...),
- Origine des équipements de production (interne, externe),
- Origine des matières premières (locales, nationales, externes),

Le but de ces Deux (02) dernières questions est la connaissance du degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur en ces temps de crise.:

- Mode de financement des investissements,
- Conditions de financement des investissements,
- Surcoûts des projets inscrits au plan,
- Peste à réaliser sur les projets inscrits au plan,
- Dettes arrivées à échéance non remboursées,
- Les Dix sept (17) tableaux du bilan, afin d'étudier la structure financière et de calculer, les ratios correspondants,

Le peu d'entreprises qui ont répondu au questionnaire ont fourni des informations imprécises, et incomplètes. C'est pour cela que cette étude a été menée essentiellement à partir des informations fournies par le bilan au 31.12.1986.

Ces informations ont permis d'effectuer, les travaux suivants :

- Analyse des ressources et des emplois, grâce à l'étude de la structure financière et des ratios correspondants.
- Financement des investissements grâce au tableau n° 4 : mode de financement des investissements, et tableau n° 5 : état des investissements,
- Financement de l'actif circulant :
 - Tableau n° 7 : calcul du fond de roulement et du besoin du fond de roulement,
 - Tableau n° 8 : ratios de fond de roulement,
 - Tableau n° 9, 10 et 11 : étude globale de la trésorerie,

Les menus travaux ont été effectués pour chaque branche d'activité et par statut juridique :

- Menuiserie (quatre entreprises locales),
 - Artisanat (quatre entreprises locales),
 - Matériaux de construction (six entreprises locales),
 - Sociétés nationales (quatre entreprises : ces dernières en raison de leur nombre sont regroupées selon le statut juridique),
-

- BRANCHE MENUISERIE -

I - ANALYSE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS :

1) Structure financière - TAB.1 :

PASSIF	Menuis.générale de T.Ouzou(1) %		E.C.M.S. Tizi-Rached(2)%		ECOMG Tadmaït (3)%		Ent.Gener.Menuis Boghni(4) %	
Fond social	800.000		1.106.000		2.075.222		-	
R.E.A. (*)	1.048.385		1.505.546		205.088		-1.936.878	
Cap.(*) propres	1.848.385	81,21	- 399.546	-123,11	870.134	83,54	-1.936.879	-23,41
Cap.permanents	1.848.385	81,21	- 399.546	-123,11	870.134	83,54	7432.377	8982
DCT (*)	427.578	18,79	3266.120	1123,1	368.758	16,47	2779.339	3359
Total :	2.275.964	100	2826.574	100	2238.892	100	8274.838	100

Actif

- TAB.2 -

	(1)		(2)		(3)		(4)	
Immobilisations nettes	474.870	20,86	286.267	10,15	1.637.086	73,12	3.115.042	37,64
Stocks	379.219	16,66	585.841	20,73	145.046	6,48	1.416.024	17,11
Valeurs réalisa.	581.202	25,54	1882.398	66,60	223.853	10,00	176.661	2,13
Disponibilité	840.672	36,93	72.067	2,55	232.906	10,40	3.567.110	43,11
Actif circulant	1.801.093	79,14	2540.306	89,87	601.805	26,68		62,36
Total	2.175.964	100	2826.574	100	2238.892	100	274.838	100

2) Ratios de structure financière - TAB.3. -

	(1)	(2)	(3)	(4)
Autonom. = $\frac{\text{Cap.propres}}{\text{Passif total}}$	$\frac{1848.385}{2275.964} = 81,21\%$	$\frac{-353.607}{2872.512}$	$\frac{1866.964}{2238.512} = 83,38\%$	Cap. propres < 0
Permanence de financement = $\frac{\text{Cap.permanents}}{\text{passif total}}$	" = 81,21%	Cap.perman. perman.	" = 83,38%	$\frac{7432377}{10211717} = 7278\%$

- (*) REA : Résultats en instance d'affectation
 DLT : Dettes à long terme
 DCT : Dettes à court terme
 Cap.: Capitaux

a) Origine des ressources :

- Capitaux propres :

{ seule entreprise a pû grâce aux bénéfices mis en réserve)...
Consolider ses capitaux propres.

L'entreprise n° 4 a subi une résorption de capitaux propres par suite de pertes.

Les Deux (02) autres entreprises en possèdent plus de capitaux propres, complètement absorbés par les déficits successifs.

- Dettes à long termes :

Seule Une (01) entreprise présente le poste D.L.T. qui constitue sa principale source de financement.

- Dettes à court termes :

Les D.C.T. sont la seule source de financement de l'Entreprise n° 2 qui se trouve dans une situation critique.

b) Emploi des ressources :

Malgré, leur appartenance à une même branche d'activité les Quatre (04) Entreprises présentent des situations très diverses.

Les entreprises n° 1 et 2 ont un actif très liquide (79,14 et 89,87 % pour l'actif circulant). Celui de la 3ème est par contre trop immobilisé (73,12 % de actif est immobilisé). L'Entreprise n° 4 présente une situation inverse.

c) Ratios de structure financière :

Le tableau des ratios montre que seules Deux (02) entreprises possèdent une autonomie financière. Leur capitaux propres constituent 81,21 et 83,38 % du passif total . Les Deux (02) autres par contre dépendent complètement de l'endettement extérieur.

La permanence de financement (c'est-à-dire financement par des capitaux stables) est par contre assurée pour toutes les entreprises, exceptée l'entreprise n° 2 qui est complètement financée par des D.C.T.

II - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS :

1) Mode de financement des investissements - TAB.4 -:

	Menuiserie Générale Tizi-Ouzou	E.C.M.S. Tizi-Rached	Entreprise Menuise- Menuiserie Boghni
Emprunts	-	-	7.432.377
Crédits fournisseurs	-	-	-
Budget état	800.000	1.068.427	-
Auto-financement	186.947	31.020,51	-

Les investissements de l'Entreprise 4 sont entièrement financés par l'emprunt à long terme (B.A.D.). Elle n'a pas bénéficié de dotations du budget de l'Etat, ce qui explique ses difficultés.

L'essentiel des investissements des Deux (02) autres entreprises est financés sur le budget de l'Etat.

Seule la première entreprise a fait un effort d'autofinancement ce qui reste encore insuffisant si l'on tient compte de sa bonne structure financière.

2) Etat des investissements : -TAB.5-

R3 Amort.cumulés	$\frac{512.077}{586.947} = 55,88 \%$	$\frac{13181}{1099448} = 7396\%$	$\frac{480680}{2117767} = 22,70\%$	$\frac{3512318}{6627361} = 53\%$
Immobilis.brutes				
Investissement acquis en 1986	40684	344089	1980	-34466
Amortissement de l'Année 1986	52018	54497	253162	519569

Pendant l'Exercice 1986 les Deux (02) premières entreprises ont acquis des investissements dont le montant reste insuffisant par rapport aux dotations, et aux amortissements.

La 3ème Entrep. ises n'enregistre pas de mouvements dans le poste investissement, tandis que la 4ème a cédé des investissements.

Les investissements des entreprises 1 et 4 sont amortis à 50 %
Les immobilisations n'ont pas été renouvelés malgré l'importance des capitaux permanents (81,21 et 89,82 % du passif total dans leur bilan).

Les immobilisations de l'Entreprise 4, malgré leur état vétuste (amortis à 82 %) ne sont pas renouvelés en dépit de l'importance du poste capitaux propres (83 % du total).

III - FINANCEMENT ACTIF CIRCULANT :

A) Fond de roulement (FR) et besoins en fond de roulement

(BFR) :

1) Calcul du fond roulement et du besoins en fond de roulement : -TAB.7 -

F.R. : F.R.: Actif circulant - DCT

Trésorerie Nette : Disponibilités - Passif trésorerie -

BFR : F.R. - Trésorerie nette

	(1)	(2)	(3)	(4)
ACTIF CIRCULANT	1.801.093	2.540.306	601805	5159796
D.C.T.	427.578	3.266.120	368758	2779339
F.R.net	1373.515	-725814	233047	2380457
Trésorerie nette	840.672	-532.065	232906	176661
BFR	532.843	-193.749	191	2203796

2) Ratios de fond de roulement (R.F.R.) -TAB.8 -

	(1)	(2)	(3)	(4)
R $\frac{\text{FR}}{\text{Actif circulant}}$	$\frac{1373515}{1801093} = 76,25\%$	$\frac{-725814}{2540306}$	$\frac{233047}{601805} = 38,72\%$	$\frac{2380450}{5159796} = 46,13\%$
R $\frac{\text{FR}}{\text{BFR}}$	$\frac{1373515}{532843} = 257,7\%$	-725814	$\frac{233047}{141} = 1652,32\%$	$\frac{2380450}{2203796} = 108,02\%$

3) Interprétation des données :

Seule l'Entreprise n° 2 présente un fond de roulement négatif,
Son exploitation n'est pas assurée par des capitaux stables.

Les Entreprises n° 1, 3 et 4 présentent une trésorerie aisée,
le FR couvre 76,26 % et 38,92 % de l'actif circulant.

Les besoins en fond de roulement sont couverts à 257 %, 1652 %
et 108,02 %.

B) Etude globale de la trésorerie ::

1) Valeurs de roulement -TAB.9-

	FCMS TIZI-TACHED %	MENUISERIE GENERALE DE TIZI-OUZOU %	ECOCMG TADMAIT %	ENT.Gle . MENUISERIE ROGHNI %
Stocks	585841 23,06	379219 21,05	145046 24,10	1416024 27,44
Créance de stocks				1440 -
Créance investissement	8500 0,33	-	-	9241 -
Créances/Ass. et Stes(*)	256565 10,10	2500 0,14	-	336303 6,52
Avances pour Cptes.	76837 3,02	2973 0,17	-	-
Avances exploit	609560 24	44963 2,50	5141 0,85	18236 0,35
Créances/clients	907612 35,73	530764 29,34	218712 36,34	3201887 62,05
Disponibilités	72067 2,84	840672 46,68	232906	176661 3,42
Cpte.débit.passif	23320 0,92	-	-	-
TOTAL :	2540306 100	1801093 100	601805 100	5159795 100

(*) Créances sur associées et sociétés apparentées.

2) Ressources de roulements -TAB.10-

Fond de roulement	-685814 -27	1373515 76,26	+233047 38,72	2380450 46,13
Dettes stocks	21387 0,84	-	916 0,15	2929 -
Défention p.Cpte.	717349 28,24	70981 3,94	34436 5,72	917320 17,79
Dettes/associés et c.	48787 1,82	-	-	65590 1,27
Dettes exploit	1127549 44,39	113415 6,30	67906 11,62	1566060 30,35
Avances commerçant	683740 26,92	243182 13,50	263500 43,78	227448 4,41
Dettes financières	604132 23,78	-	-	-
Cpte.credit actif	23173 0,92	-	-	-
Total :	2540306 100	1801093 100	601805 100	5159795 100

2) Ratios : TAB. 1 :

	ECMS TIZI-RACHED	MENUISERIE Gle. T.O.	ECOCMG TADMAIT	ENT.Gle.MENUIS. BOGHNI
<u>DCT</u> CA MENSUEL	$\frac{3266120}{928,458} \times 12 = 40m.$	$\frac{9427578}{1587671} \times 12 = 3,23m.$	$\frac{368758}{1004828} \times 12 = 4,40m.$	$\frac{2779339}{5070491} \times 12 = 6,58m$
<u>STOCKS</u> C.A.MENSUEL	$\frac{585841}{778498} \times 12 = 7m.$	$\frac{379219}{177671} \times 12 = 3m.$	$\frac{145046}{1004828} \times 12 = 2m.$	$\frac{1416029}{5070499} \times 12 = 3m.$

3) Interprétation des données :

. TAB.9 : Appréciation de gré de liquidité des valeurs de roulement.

Les entreprises 1 et 3 présentent la répartition la plus liquide et la plus équilibrée entre les postes importants de l'actif circulant :

- (stocks : 21 %, créances, client 29 %, disponibilité 46 %)
- (stocks : 24 %, créances, clients 29 %, disponibilité 38 %)

Les Deux (02) autres présentent une structure très déséquilibrée due à une négligence au niveau des recouvrements (créances clients : 62 % pour l'Entreprise 1) et à un poste avancé d'exploitation d'un montant de 24 % pour l'Entreprise 2.

.TAB 10 : Importance relative des ressources dans le financement des valeurs de roulement :

L'Entreprise 2 présente une structure très déséquilibrée (F.R. négatif donc exploitation entièrement financée par des D.C.T.) d'où l'importance du poste détention pour compte (28 %) du découvert bancaire (24 %).

L'abris des avances commerciales demandées aux clients :

L'entreprise 1 dont le cycle d'exploitation est financé à 76 % par des capitaux stables, c'est à dire le fond de roulement à une grande marge financière : une partie de ce fond de roulement peut être consacré à l'investissement.

Les fonds de roulement des entreprises 3 et 4 permettent de financer 38 et 46 % de leurs valeurs de roulement. Le reste de l'actif circulant est financé essentiellement par des avances commerciales à raison de 44 % (ce qui est considérable) pour l'entreprise 3 et des dettes d'exploitation (30 %) et des détensions pour compte (17 %) pour ce qui concerne l'entreprise 4.

On remarque que seule l'entreprise 2 à recours au découvert bancaire :

-TAB.11 : L'Entreprise 2 doit consacrer 40 mois de ton chiffre d'affaires (sans rien dépenser d'autres) pour rembourser ses dettes à court terme. Seule l'entreprise 1 répond aux normes (03 mois de chiffres d'affaires).

Le ratio R.9 mesure l'importance des stocks par rapport au chiffre d'affaire.

L'Entreprise 2 présente un surstockage : 07mois du chiffre d'affaire à ce qui est considérable, étant donnée que son fond de roulement est négatif.

Les autres entreprises sont au-dessus de la norme qui est de 01mois de chiffre d'affaires.

TABLEAU REPARTITION VALEUR AJOUTEE : -TAB.12 :

	Menuiserie Gle. T.O.	ECMS Tizi-Rached	ECOMG Tadmait	Entreprise Menui. Boghni
Valeur ajoutée	1026134 %	800259 %	716761 %	3086119 %
Personnel	687767 67,03	584768 73,07	402939 56,22	2890357 93,66
Impôts, taxes	231526 22,56	151729 18,96	102857 14,35	1131868 36,68
Frais financiers	109	49223 6,15	268	27497 0,89
Frais divers	6049	3216	-	89516
Amortissement	52018 5,07	54497 6,80	253162 35,32	519569 16,84
Berreg	26827 2,61	-45939	3169	-4456446 47,19
MBA	78845 7,68	8558 1,07	2563313 5,76	-936877

La valeur ajoutée est essentiellement absorbée par les frais de personnel (93 % pour l'Entreprise 4), suivis par le poste impôts et taxes (36,38 % pour la même entreprise).

Ces Deux (02) postes représentent 90, 94, 70 et 124 % de la valeur ajoutée de ces entreprises, ce qui explique la faiblesse des leurs ressources d'autofinancement.

I - ANALYSE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE LA BRANCHE ARTISANAT :

1) Structure financière :

	BIJOUTERIE BOUNOUH %	POTERIE BOUNOUH %	POTERIE CERAMIQUE DRAA-EL-MIZ. %	BOULAN GERIE %
Fond social	1011000	1052000	634000	570811
Résultat ins tance affect.	-994332	-943666	-522191	1551778
Cap propres	16667 2,43	108343 11,97	111809 8,56	2122589 91,44
Cap permanents	16667	108343 11,97	111809 8,56	2122589 91,44
D C T	668994 97,57	796573 88,03	1194346 91,44	198678 8,56
TOTAL :	685552 100	904907 100	1306154 100	2321268 100

-TAB.2.:

Actif immobilier	170320 24,84	148282 16,39	370087 28,33	128881 5,55
Valeurs exploita.	220497 32,16	257833 28,49	375996 28,79	18943 0,82
Valeurs réalisab.	268009 39,09	49224 5,44	426174 32,63	138016 5,95
Valeurs disponibl.	26835 3,91	6552 0,72	133896 10,25	2035427 87,69
Actif circulant	515341 75,16	756625 83,61	936066 71,67	2192386 94,45
Total :	685662	904907 100	1306154 100	2321268 100

2) Ratios de structure financière : -TAB.3

Autonomie Cap-propres financ. passif total	$\frac{16667}{685662} = 2,43\%$	$\frac{108343}{904907} = 11,97\%$	$\frac{111809}{1306154} = 8,56\%$	$\frac{2122589}{2321268} = 91,44\%$
Perman. Cap perman. financ. passif total	$\frac{16667}{685662} = 2,43\%$	$\frac{108343}{904907} = 11,97\%$	$\frac{111809}{1306154} = 8,56\%$	$\frac{2122589}{2321268} = 91,44\%$

3) Interprétation des données des TAB.1, 2, 3, :

a) Origine des ressources :

. Capitaux propres :

L'Entreprise n° 4 a pu multiplier par 4 ses capitaux propres grâce aux bénéfices réalisés. Le poste capitaux propres des Trois (03) autres entreprises (2.437,12 et 9 % du passif total) par contre est en voie de disparition par suite de pertes successives.

. Dettes à long terme :

Inexistence du poste dettes à long terme.

. Dettes à court terme :

Mise à part l'entreprise n° 4, les autres entreprises sont essentiellement financées par l'endettement à court terme (y compris une bonne partie de leur actif permanent).

b) Emploi des ressources :

Les Quatre (04) Entreprises présentent un point commun :

La liquidité de leur actif. L'actif circulant représentée 71, 75, 83, et 95 % de l'actif total.

c) Ratios de structure financière :

Le tableau des ratios montre que seule l'Entreprise n° 4 possède une autonomie financière (ses fonds propres représentent 91,44 % du passif total). Son financement est assuré à 91,44 % par des capitaux stables.

Les Trois (03) autres Entreprises par contre dépendent entièrement de l'endettement à court terme. La permanence du financement n'est assurée ni pour l'actif circulant ni pour les immobilisations.

II. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

1) Mode financement des investissements : TAB.4 :

	BIJOUTERIE BOUNOUH	POTERIE BOUNOU	BOULANGERIE DRAA-BEN-KHEDDA
Emprunts			
Crédits fournisseurs			
Budget Etat	602513	774810	570811
Auto-financement			229783

Les investissements de ces entreprises sont essentiellement financés par le budget, seule l'Entreprise 4 a accompli un effort d'auto-financement mais qui reste largement insuffisant si l'on considère une excellente structure financière et les fonds dont elle dispose.

2) Etat des investissements :-TAB.5 :

	BIJOUTERIE BOUNOUH	POTERIE BOUNOUH	POTER. CERAMIQUE draa-EL-MIZAN	BOULANGERIE DRAA-BEN-KHEDDA
Amt. cumulés Imm. brute	$\frac{432192}{602513} = 71,73$	$\frac{607762}{756045} = 80,39$	$\frac{717336}{1087423} = 65,97$	$\frac{671712}{860594} = 78,52$
Invest. acquis en 1986	-	12410	10006	10090
Dotations aux amortissements.	7793	30186	75889	61625

Au cours de l'exercice le poste investissements de l'Entreprise n° 1 n'a pas varié, les investissements acquis par les autres entreprises sont très.

Insuffisants par rapport aux dotations aux amortissements, ce qui s'explique pour l'Entreprise 2 et 3.

Qui manquent de financement, mais pas pour la Boulangerie qui possède une trésorerie pléthorique. Les investissements amortis à 78,52 % ne sont pas reconstitués.

La perremité des Trois (03) autres entreprises est menacé. Leurs immobilisations sont vétustes (amortis à 71,73, 80,39 et 65,97 % et leur capacité d'endettement est nulle.

III - FINANCEMENT ACTIF CIRCULANT :

- a) Fond de roulement et besoin en fond de roulement :
- 1) Calcul du fond de roulement net et du besoins en fond et du besoin en fond de roulement :

-TAB.7.-

	Bijouterie BOUNOUH	Poterie BOUNOUH	poterie céra mique BOUNOUH	Boulangerie DRAA-BEN-KHEDDA
Actif circulant	515341	756625	930066	2192.386
Dettes C.T.	668994	796573	194346	198678
F.R. net	-153653	-39948	264280	1993708
TRESORERIE nette	-234647	-386143	130433	2035391
B.F.R.	80994	346195	-394713	-41683

F.R. = A.C.-DCT

Tresorerie nette : Disponibilités - passif trésorerie

BFR = F.R. - Tresorerie nette.

- 2) Ratios de fond de roulement : -TAB.8 :

<u>Fond roulement</u> <u>Actif circulant</u>	FR < 0	FR < 0	FR < 0	$\frac{1993708}{2192386} = 90,94$
<u>Fond roulement</u> <u>B.F.R.</u>	FR < 0	FR < 0	FR < 0	$\frac{1993708}{-41683} =$

- 3) Interprétation des données :

L'Entreprise n° 4 possède un fond de roulement largement excédentaire. Il couvre 90,94 % de l'actif circulant.

La trésorerie de cette entreprise est pléthorique. Une bonne partie de ces fonds inutilisés peuvent être affectés au développement du potentiel productif de cette entreprise.

Les Trois (03) autres, entreprises ne possèdent pas de fonds de roulement. Leur situation est catastrophique.

B) Etude globale de trésorerie :

a) Valeurs de roulement : -TAB.9 -

	BIJOUTERIE BOUNOUH		POTERIE BOUNOUH		POTERIE CERAMI- DRAA-EL-MIZAN		BOULANGERIE DRAA-BEN-KH.	
Stocks	220497	42,79	257833	34,08	375996	40,17	-18943	0,86
Créances de stocks	-		-		5040		5980	0,27
Créances inv.	113		39		1940	0,21	-	
Créa.Stés.app.	46636	9,05	199397	26,35	15550	1,66	55108	2,51
Av.p.cptes.	5301	1,03	121565	16,07	82084	8,77	-	
Av.exploit.	204309	39,65	155844	20,60	229575	24,53	17243	0,78
Cré.clients	11646	2,26	15394	2,03	91826	9,82	59684	2,72
Disponibi.	26835	5,21	6552	0,87	133896	14,30	2035427	92,84
Cptes.Déb.pas.	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL :	515341	100	756625	100	936066	100	2192386	100

b) Ressources de roulement : -TAB.10.-

Fond de roulem.	-153653	2982	-39948	5,28	-264280	-28,23	1993708	90,94
Dettes stoc.	33681	6,54	16270	2,15	150		8982	0,41
Détent./Cptes.	97184	1886	130426	17,24	592027	63,25	39639	1,81
Dettes/soc.App.	166730	32,35	21381	2,83	-		2800	0,13
Dettes/exploi.	101846	19,76	235799	31,16	598682	63,96	129544	5,91
Avances/Comm.	-		-		-		17052	0,78
Dettes fin.	261482	50,74	392695	51,90	3463	0,36	3036	-
Cpts.Créd.act.	-		-		-		1412	0,06
TOTAL :	515341	100	756625	100	936066	100	2192386	100

2) Ratios : -TAB.11.-

$\frac{DCT}{CA \text{ Mens.}} = R9$	$12 \times \frac{668994}{85827} = 93m.$	$12 \times \frac{796573}{596464} = 16m.$	$12 \times \frac{1194346}{657931} = 21m.$	$12 \times \frac{198678}{1974642} = 12m.$
$\frac{Stocks}{CA \text{ Mens.}} = R9$	$12 \times \frac{220497}{85827} = 30m.$	$\frac{257833}{596464} \times 12 = 5m.$	$\frac{375996}{657931} \times 12 = 7m.$	$\frac{18943}{1974642} \times 12 = 1m.$

CA : Chiffre d'Affaires.

3) Interprétation des données :

.TAB.9 : Appréciation du degré de liquidité des valeurs de roulement.

L'Entreprise 4 possède un actif circulant très liquide, 92,8 % des valeurs de roulement sont constituées de disponibilités. Le poste stocks tend vers 0.

Les Trois (03) autres entreprises par contre présentent une structure très déséquilibrée avec des stocks pléthoriques (42,79, 34 et 40 %) et des postes avancés d'exploitation anormalement élevés (39,65, 20,60 et 24,53 % des valeurs de roulement.

.TAB.10 : Importance relative des ressources par origine dans le financement des valeurs de roulement.

L'actif circulant de l'Entreprise 4 est financé à 91 % par le fond de roulement. Ceux des Entreprises 1 et 2 sont par contre financés à 58 % par le découvert bancaire. L'autre source de financement est constituée par les détentions pour compte. (20 %). Cette source de financement constitue la principale ressource de l'Entreprise 3. Ce qui n'est pas normale.

.TAB.11 : Le ratio R.8 montre l'importance de l'endettement à court terme de ces entreprises qui devront consacrer (sans rien dépenser d'autres) 93, 16 et 21 mois de chiffre d'affaire pour rembourser les dettes à court terme. La boulangerie est au-dessous des normes de 01mois 1/2 de chiffre d'affaire.

Le ratio R.9 qui mesure l'importance des stocks par rapport au chiffre d'affaires montre que ces entreprises présentent 1 surstockage (30mois, 05mois et 07mois de chiffre d'affaire) malgré la faiblesse de leur activité et de leur situation financière.

-Tableau répartition valeur ajoutée :

	BIJOUTERIE BOUNOUH	POTERIE BOUNOUH	POTERIE CERAMIQUE DRAA-EL-MIZAN	BOULANGERIE DRAA-BEN-KHEDA
Valeur ajoutée	361	616099	474078	1001563
Personnel	86911	380495	61761	594834
Impôts-taxes	15360	82152	1333	125,47
Frais financiers	16264	20618	335	37,19
Frais divers	-	1502		7,50
Amortissement	7793	30186	490	2464
Bénéfice	-78819	99353	1613	16
M.B.A.	-71026	129353		
			3798	
				61,67
				3,03
				2181
				-
				61625
				6,15
				285423
				28,50
				347048

L'Entreprise n° 1 n'a presque pas dégagé de valeur ajoutée. Celles des entreprises 2 et 3 sont absorbées essentiellement par les frais de personnel. (61 et 125 %) et les impôts (13,33 et 37,19 %).

L'Entreprise 4 malgré l'importance des frais de personnel (61,67 %) : a pu dégager un bénéfice qui représente le 1/3 de la valeur ajoutée.

I - ANALYSE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS
DU SECTEUR MATERIAUX CONSTRUCTION -
PASSIF

-BRANCHE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Fond social Resultat instance affectation Capitx. propres	UCCA TIZI-OUZOU		COMETAL OUADHIA		BOUTESPIERE MEXIA		EUTS AGELowfra. Bétio. Atssl		FACOTUB TIZI-OUZOU		GRJGADEN DRAA-EL-MIZAN	
	-								700.000		-	
	4.464.985		-2560.930		6116142		3813608		2521466		282484	2,66
	4.464.985	44,85	-2560830	-15,78	6116142	50,20	3813608	24,37	3221466	51,84	282484	
D.Lw.	-		12737130	78,47	4985959	40,92	4296526	27,45	903847	14,54	8520549	80,23
Capitx. permanents	4.464.985		12737830	-	11809273	-	8110134	-	4125313		8803033	
D.C.T.	5.488.319	55,15	6055699	37,31	373610	0880	7539383	48,18	2089461	33,62	1817212	17,11
TOTAL	9.953.305	100	16232699	100	12182866	100	15649318	100	6214774	100	10620246	100

-ACTIF : -TAB.2.:

Actif immobil.	1.484.107	14,91	8557102	52,72	3165767	25,99	4508867	28,81	926734	14,91	6020548	56,69
Valeur exploit.	897045	9,01	5305580	32,68	720934	5,92	1706168	10,90	403833	6,50	1508647	14,21
Valeur réalisable	5877525	59,05	2363420	14,56	6753219	55,43	3191934	20,40	4858709	78,18	2965640	27,92
Valeur disponibilité	1694625	17,03	6585	0,04	1542965	12,67	6242649	39,89	25497	0,41	125410	1,18
TOTAL :	9953305	100	16232699	100	12182866	100	15649318	100	6214724	100	10620246	100

2) RATIOS STRUCTURE F : -TAB.3.-

Autonomie	Cap. Propres	4.464.985	44,86	CAP.	0	6116142	3813608	24,37	3221466	51,84	282484	
		9.953.305				12182866	15649318		6214774		10620246	2,66
Permanence	Cap. perman.	4464986	44,86			11809273	8110134	51,82	4125313	66,38	8803033	82,89
Financet.	Passif total	9953305				12182866	15649318		6214774		10620246	

a) Origine des ressources :

. Capitaux propres :

Les entreprises de ce secteur se caractérisent par la faiblesse de leurs fonds propres. Ils sont négatifs pour l'Entreprise 2 et ils représentent 2,66 % et 24,37 % du passif total pour les entreprises 6 et 4.

Dettes à long terme :

Elles constituent la principale source de financement pour Deux (02) entreprises (78,47 et 80,23 % du passif total).

Dettes à court terme :

Elles représentent la principale ressource de financement pour les Entreprises 1 et 4.

b) Emploi des ressources :

Dans l'ensemble les ressources mises à la disposition de ces entreprises servent au financement de l'actif circulant qui tourne autour de 80 % de l'actif total pour quatre (04) entreprises.

c) Ratios de structure financière :

Deux (02) entreprises sur les Six (06) sont à peine dotées d'autonomie financière (capitaux propres représentent plus de 50 % du passif total), tandis que le recours à l'endettement à long terme permet pour la majorité de ces entreprises d'assurer la permanence du financement de leur actif (entreprise 2, 3, 5, 6).

1) Mode financement : -TAB.4.-

	UCCA TIZI-OUZOU	COMETAL OUADHIAS		
Emprunts	3066.116	13067.501		
Crédits fournisseurs				
Budget de l'Etat				
Auto- financement				

Les investissements des entreprises 1 et 2 sont d'après les informations fournies sur le questionnaire entièrement financées par l'emprunt à long terme.

2°) Etat des investissements : -TAB.5.-

	UCCA T.O.	COMETAL OUADHIAS	ENWC BALLASTIERE MEKLA	ENWC Unite aggl. béton O. Afssi	FACOTUB T.OOUZOU	GRICA DEM D.E.M.
Amt. cum.	1582008 3066116 = 51,60	1511396 13067573 = 34,52	5527320 8693087 = 63,58	5771694 10280461 = 56,14	521286 1448020 = 35,99	- 7996887
Invest. acquis en 1986	98621	-	1415589	581912	119690	800
Invest. An.86	308145	1197.427	827882	107242	149707	575214

Les immobilisations sont amorties a plus de 50 % pour la moitié de ces entreprises. Paradoxalement ce sont les Entreprises (3et4) dont les investissements sont les moins amortis qui ont le plus investis pendant l'exercice.

a) Fond de roulement et besoin en fond de roulement :

1) Calcul F.R. et B.F.R. : -TAB.7.-

	U.C.C.A. TIZI-OUZOU	COMETAL OUADHIAS	EMMC BALIASTIERRE MEKIA	EMMC Ud. Agglo. Béton OUED-AISSI	EACOTUB TIZI-OUZOU	GRIGADJEM DRAA-EL-MIZAN
Actif circulant	8469196	767595	9017118	11140751	5288031	4599697
Dettes C.T.	5488399	6055699	373610	7539383	2089461	1817212
m.R. net	2180797	1619896	8643508	3601263	3198570	2782485
Tresorerie nette	1694626	-975061	1542965	6242649	-251684	125410
F.R.	1286171	2594957	7100543	-2641281	3450254	2657075

2°) Ratios de Fond de roulement : -T.A.B.8.:

Fond de roulement	2980797=35,20	1619896=21,10	3643508=95,86	3601368=32,33	3198570=60,49	2782485=60,49
Actif circulant	8469196	7675595	9017118	11140751	5288031	4599697
Fond de roulement	2980797=231,76	1619896=62,42	8643508=1,52	3601368=-2641281	3198570=92,71	2782485=104,72
B.F.R.	1286171	2594957	5686199		3450254	2657075

3°) Interprétation des données :

Ces entreprises, malgré la faiblesse de leurs capitaux propres possèdent, sans exception, un fond de roulement positif. Mais ce fond de roulement comme le montre le TAB.8 ne permet pas aux entreprises 2 et 5 de couvrir leurs besoins en fond de roulement d'où le recours au découvert bancaire.

b) Etude globale de trésorerie :
a) Valeurs de roulement - TAB.9 :

	U.C.C.A. TIZI-OUZOU	COMETAL OUADJAS	EMMC BATILIERE MERLA	EMMC UNITE AGGLOME BET OUED-ATISSI	FACOTUB TIZI-OUZOU	GRIGADEL DRAA-EL-MIZAN
Créances de stocks	897045	5305580	720934	1706168	403633	1546647
Créances investis.	10000	27120	13096	52483	26905	556000
Créances Société App.	-	-	3270058	12165	600	19290
Avances p. compte	1597578	4586	456005	177353	258462	-
Avances expl.	20381	169078	349592	456438	39948	61973
Créances clients	686747	11625	36850	540514	204253	4682
Disponibilités	2867781	2091720	1362864	1152978	4054680	2323693
Cptes. débit pa.	1694626	6585	1667364	6242649	26497	125410
	695037	59297	1100000	800000	273858	-
TOTAL :	8469196	7675595	9017118	11140751	13313530	4399697

b) Ressources de roulement : -TAB.10 :

Roul de roulement	2980797	1619896	8643508	3601368	3198570	2782485
Dettes stocks	735932	646223	-	194749	199125	1142803
Détentions/Optes.	136724	240290	101708	87366	253064	149212
Dettes/Soc. App.	49412	-	-	402153	-	-
Dettes exploitation	496765	823639	270300	1350954	65194	508698
Avances Comm.	1054987	3374781	1512	85392	365215	-
Dettes financ.	-	981646	-	-	277181	-
Cptes. crédit actif	539871	10291	541666	1500	16497	-
Investissement	2674623	-	-	-	100	-
TOTAL :	8469196	7675595	9017118	11140751	5288039	4399697

b) Ratios : TAB.11.:

C.T. C.A. mensuel	5488399 x12=121mois 3103461	6055699 x1291. 7619001	1787954 x1235m. 6046020	7539383 x1213,5m. 6726790	2089461 x1214mois 1706537	1817121 x12,3mois 7243706
Stocks C.A. mensuel	897045 x12=29m. 3103461	5305580 x12= 7619001 Emois	720934 x12= 6046020 14,3m	1706168 x12=21648 6726790	403633 x12=2,74m. 1706537	1508647 x12=2,5mois 7243706

3) Interprétation des données :

.TAB.9 : Appréciation du degré de liquidité des valeurs de roulement.

La répartition des valeurs de roulement n'est pas équilibrée et ne permet pas de dégager des caractéristiques communes aux entreprises de la branche. Chez l'une (Entreprise 1) les stocks sont pléthoriques (69,12) et les disponibilités nulles tandis que chez l'autre entreprise, on constate le contraire (56,03 pour les disponibilités et 15,31 % pour les stocks).

.TAB.10 : Importance relative des ressources dans le financement des valeurs de roulement.

Le fond de roulement représente la principale source de financement de ces entreprises à des degrés divers (95,85 %, 60 %, 35 %) exception faite des entreprises 2 et 4 dont les valeurs de roulement sont financés à 43 % par des avances commerciales et à 48,64 % par des dettes d'investissement.

.TAB.11. :

Les dettes à court terme de ces entreprises comparées au chiffre d'affaires mensuel sont considérables : -elles représentent 21, 9 et 14 mois de chiffre d'affaires pour certaines d'entre elles.

De la même manière on remarque que les entreprises 1 et 2 sont en situation de surstockage.

-TABLEAU REPARTITION VALEUR AJOUTEE : -TAB.12.-

	U C C A TIZI-OUZOU	COMETAL OUADHIA	EMCO BALASTIERE MEXIA	EMCO U.AGGL. BENON OUED-AISSI	PACOTUB TIZI-OUZOU	GRIGADIM DEAA-EL-MIZAN
Valeur ajoutée	1937705	5090150	5069980	4589058	1159880	3590535
	%	%	%	%	%	%
Personnel	1615307	3663546	1561265	1699449	861049	995134
Impôts taxes	310693	492120	964187	1046696	263670	1429861
Frais financiers	896	198332	2185	931169	23705	446113
Frais divers	19853	25166	58463	24605	6698	43412
Amortissement	308145	1197427	827882	107242	149707	575214
Bénéfice	-360715	-411381	707172	275428	-83260	-37338
MBA	-52570	783046	120710	382670	66447	470186

Le personnel et les impôts de la même manière que pour les Entreprises des autres branches se taillent la part du lion .

Ou remarque chez l'Entreprise n° 4 l'influence des frais financiers (21,38 % de la V.A.) sur son résultat .

I - ANALYSE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS :
Sociétés Nationales -

1) Structure financière : T.AB.1-

-PASSIF :		ENATB Taboukert	ENMPC Draâ-el-Mizan	ECOTEX Tizi-Ouzou	COTITEX Draâ-Ben-Khedda	
Tond social	135.013.048		124.480.883	4559655	153.537.581	
Résultat en instance	-26917252		-26844609	4528687	258.084.455	
Affectation	1339543					
Cap. propres	119435439	23,71	97636274	9088342	10,30	138.221.270
						-5,15
D.L.T.	-		12865767	-		247.645.4257
						92,30
Cap. permanents	119435439		110502041	9088342		247.645.42.57
D.C.T.	23238965	16,29	37743115	79106602	89,70	311.043.610
						11,56
TOTAL :	142674405	100	148245157	28194942	100	2682950992
						100

-ACTIF : -TAB.2.-

Immobilisations nettes	48126776	33,73	44254042	29,85	1825071	2,07	202835995	7,55
Stocks	49257789	34,52	13473625	9,09	9566260	10,85	193227001	7,20
Valeurs réalisables	33942991	23,79	40535352	27,34	76801319	87,08	040687	85,09
Disponibilités	11346849	7,95	49982138	33,72	2292	-	3857307	0,14
Actif circulant :	94547629	66,26	103991115	70,09	86369871	97,93	2480419016	92,45
TOTAL :	142674405	100	148245157	100	88194942	100	2682950992	100

2) Ratios structure financière : -TAB.3.-

Auton. financ.	Cap. propres Passif Total	$\frac{119435439}{142674405} = 83,71$	$\frac{97636274}{148245157} = 65,86$	$\frac{9088342}{88194942} = 10,30$	C.P. 0
Perma.	Cap. perm. Passif Total	119435439	110502041	9088342	$\frac{24764257}{26825092} = 92,30$

3) Interprétation des données des TAB.1,2,3 :

a) Origine des ressources :

. Capitaux propres :

Les capitaux propres de l'Entreprise 4 par suite de pertes successives sont négatifs.

Les entreprises 1 et 2 auraient pu être dans la même situation mais les liaisons inter-unités (c'est-à-dire les fonds reçus des autres unités dépendant de leur entreprise) leur permettent de présenter des postes capitaux propres relativement importants (83-71 et 65,81 % du passif total.

. Dettes à long terme :

Seules les entreprises 2 (du passif total) et l'entreprise 4, 1 proviennent essentiellement de l'endettement à long terme ont recours à ce type d'endettement.

. Dettes à court terme :

Elles constituent la principale ressource de l'Entreprise 3 dont la structure financière est de ce fait très déséquilibrée.

b) Emploi des ressources :

Les ressources mises à la disposition de ces entreprises servent essentiellement à financer les valeurs de roulement (97,93 et 92,45 % de l'actif total pour les entreprises 3 et 4).

c) Ratios de structure financière :

Le tableau n° 3 montre que l'Entreprise 1 et 2 (grâce au liaison inter-unité) possèdent une autonomie financière.

La permanence de financement est assurée pour les entreprises 1 et 2 (grâce au liaisons inter-unités) et l'entreprise 3 (grâce à l'endettement à long terme).

II - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS :

1) Mode financement investissements : -TAB.4.-

Emprunts				
Crédits fournis.				
Budget état				
Auto-financem.				

2) Etat des investissements : -TAB.5-

	ENATB Taboukert	ENPC DRAA-EL-MIZAN	ECOTEX TIZI-OUZOU	COTITEX DRAA-BEN-KHEDDA
<u>Amort.cumulés</u> <u>Immob.brutes</u>	$\frac{65932166}{114058942} = 58\%$	$\frac{88031898}{132285940} = 66\%$	$\frac{2158716}{3974355} = 54\%$	$\frac{34193332}{540730590} = 63\%$
Investissement en 1986	3409716	-	236465	911559681
Amortissement exercice 86	7077430	10117078	388715	39351055

Les immobilisations de ces Quatre (04) Entreprises sont amortis à plus de 50 %.

Les Sociétés Nationales sont les seules entreprises de la Wilaya qui ont fourni un effort d'investissement pendant l'Année 1986, mais c'est insuffisant pour assurer le renouvellement du potentiel de production.

III - FINANCEMENT ACTIF CIRCULANT :

A) Fond de roulement et besoin en fond de roulement.

1) Calcul du Fond de roulement net et du besoin fond de roulement : -TAB.7.-

	ENATB TABOUKERT	ENPC DRAA-EL-MIZAN	ECOTEX TIZI-OUZOU	COTITEX DRAA-BEN-KHEDDA
Actif circulant	94547629	103.991.115	86369.871	2480.124.995
Fond roult.net	71308664	66.248.000	7263.269	2167.081.385
Trésorerie net nette	11346849	49.982.138	6114.311	3.857.307
Besoin Fond de roulement	59961815	16.265.862	13.377.580	1.165.824.078

2) Ratios de fond de roulement :

<u>Fond de roulemt.</u> <u>Actif circulant</u>	$\frac{71308664}{94547629} = 75,42$	$\frac{66248000}{103991115} = 63,40$	$\frac{7263268}{86369871} = 8,40$	$\frac{2169081385}{2480124995} = 87,46$
<u>Fond de roulemt.</u> <u>Besoin</u>	$\frac{71308664}{59961815} = 118,92$	$\frac{66248000}{16265862} = 407,28$	$\frac{7263269}{13377580} = 54,29$	$\frac{2169081385}{1165229078} = 186,15$

3) Interprétation des données :

Les Quatre (04) Entreprises de la branche présentent un fond de roulement positif grâce aux liaisons inter-unités et aux dettes à long terme.

Ce fond de roulement est insuffisant pour couvrir les besoins en fond de roulement de l'Entreprise 3 (54,29 %) et l'actif circulant (8,40 %). Le reste est couvert par le découvert bancaire.

Concernant les autres entreprises les besoins en fond de roulement sont largement couverts (119,407, 186 %).

B) Etude globale trésorerie :

1) valeurs de roulement : -TAB.9.-

	ENATB TABOUKERT		ENPC DRAA-EL-MIZAN		ECOTEX TIZI-OUZOU		COTITEX DRAA-EL-MIZAN	
Stocks	49257789	52,10	13473625	12,96	9566260	16,08	193227001	7,79
Créan.stocks	158182	0,17	8892	-	-	-	369330	0,14
Créan.invt.	176604	0,19	2293342	2,21	110189	0,13	17596891	0,70
Créan.ass.	-	-	-	-	71643498	88,74	1981327472	79,89
Avances p/cpt.	4385106	4,64	308392	0,30	232494	0,27	5558680	0,22
Avances expl.	7484867	7,92	775373	0,75	168403	0,19	22421761	0,9
Créances clien.	21336143	22,57	37149350	35,72	4651159	5,39	126842304	5,11
Disponibilités	11346849	12	49982138	48,06	2292	-	5044163	0,04
Comptes	392088	0,41	-	-	57244	-	127737388	5,15
TOTAL :	94547629	100	103991115	100	86369871	100	2480124995	100

2) RESSOURCES ROULEMENT -TAB.10.-

Fd.de roulmt.	71308664	75,42	66248000	63,71	+6114311	+7,08	2169081385	87,46
Dettes stocks	9424549	9,97	2814533	2,71	2096043	4,74	163986594	6,61
Det P.compts	2055081	2,17	604211	0,58	590477	0,68	16975813	0,80
Dettes/ass.et Stés.	-	-	-	-	67988671	78,72	-	-
Dettes exploit.	10652010	11,26	896192	0,86	313633	0,36	65640572	2,64
Avances comm.	748914	0,79	7863	-	-	-	2000000	0,08
Dettes fin.	-	-	-	-	6116603	7,08	-	-
Cpte crédit actif	44224	0,05	-	-	-	-	60383207	2,4
Dettes investis.	314185	0,33	28823300	27,72	1171	-	-	-
TOTAL :	94547629	100	103991115	100	86369871	100	2480124995	

3) Ratios : -TAB.11.

DCT	23238965 x12=12m.	37743115 x12=6m.	29106602 x12=39m.	311043610 x12=6m
C.A.mens.	163277530	76073166	24306117	579879123
Stocks	49257783 x12=3m	13473625 x12=	9566260 x12=	193277001 x12=4m.
C.A.mens.	163277530	36073166 4,72m.	24306117 4,72m	679879123

4) Interprétation des données :

.TAB.9 : Appréciation du degré de liquidité des valeurs de roulement.

Les Deux (02) Entreprises de textile étudiées présentent les mêmes caractéristiques : la grande partie de leur valeurs de roulement (88,74 et 79,89 % du total) sont constituées des créances sur associés et sociétés, apparentées.

Les stocks représentent 50 % du total de l'Entreprise 1 tandis que les disponibilités 12 % seulement.

L'Entreprise 2 présente la situation inverse (12,96 et 48,06 %).

.TAB.10.- Importance relative des ressources dans le financement des valeurs de roulement.

Les sources de financement de l'actif circulant de l'Entreprise 3 sont essentiellement. Des dettes des sociétés apparentées (78,72 %) et du découvert bancaire (7,08 %).

Concernant les autres entreprises les ressources proviennent surtout du fond de roulement (75,42, 63,71, 87,46 %).

.TAB.11.-

L'Entreprise 3 doit travailler 39mois sans rien déboursier pour rembourser ses dettes à court terme.

Les stocks sont moins importants que dans les autres branches d'activité (04mois de chiffre d'affaire pour les Deux (02) sociétés de textile. L'Entreprise 2 avec 1 stock de 02mois de chiffre d'affaire correspond aux normes.

-Tableau répartition valeur ajoutée : -TAB.12.-

	ENATB Taboukert		ENPC DRAA-EL-MIZAN		ECOTEX TIZI-OUZOU		COTITEX DRAA-BEN-KHEDDA	
Valeur ajoutée	95256925		52271296		12075340		42509006	
Personnel	35467250	27,23	19369304	37,05	6504510	53,87	208425924	49,03
Impôts taxes	38238330	40,14	10600614	20,28	5510634	45,63	123947432	29,15
Frais financ.	4842277	5,08	2260074	4,32	1696	-	385521	0,91
Frais divers.	790255	0,82	454444	0,87	10349	0,08	2188252	5,15
Amortissemnt.	7077430	7,43	10117078	19,35	388715	3,22	39351055	9,25
Bénéfice	4752755	4,99	4597014	8,79	-317581	2,61	47348792	11,13

Comme dans les autres branches le personnel et les impôts absorbent l'essentiel de la valeur ajoutée compromettant ainsi le développement du potentiel productif de l'entreprise, exception faite pour l'Entreprise 2 dont les ressources d'auto-financement (amortissement + bénéfice) représente 30 % de la valeur ajoutée.